

Le cardinal Manning

Quatre-Solz de Marolles, Victor ([Charles-Maurice-Victor]). Le cardinal Manning. 1905.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

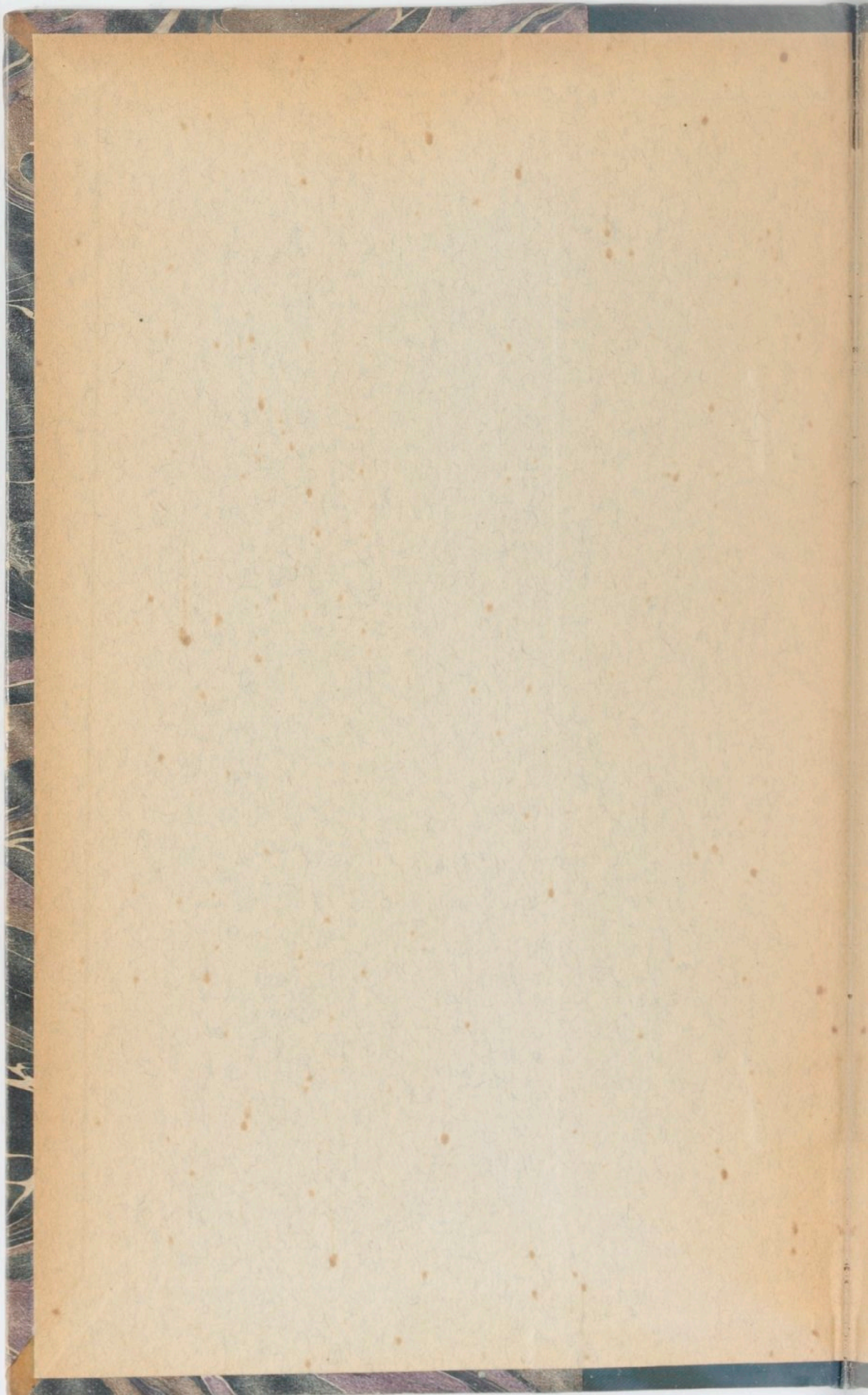
4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

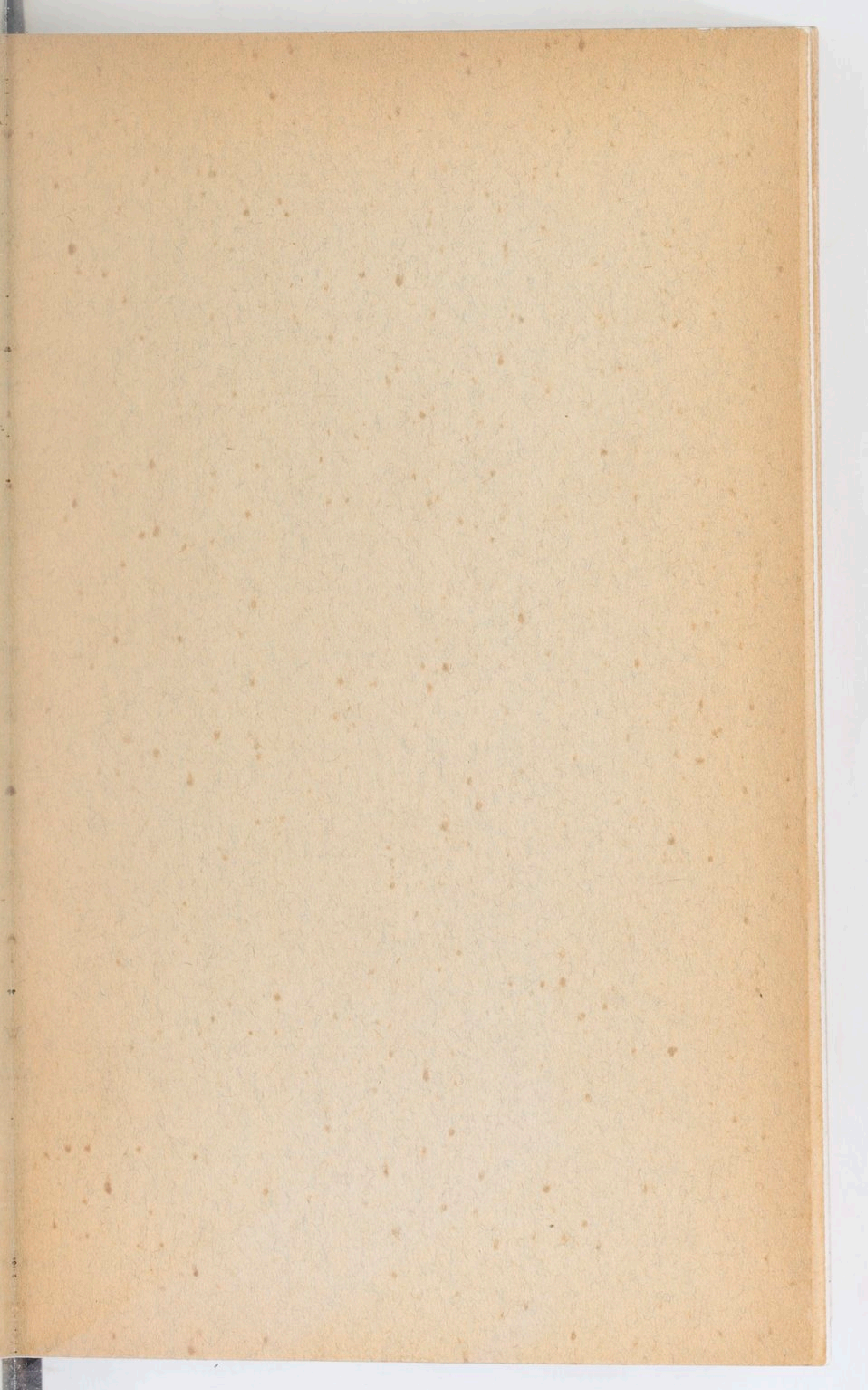
5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

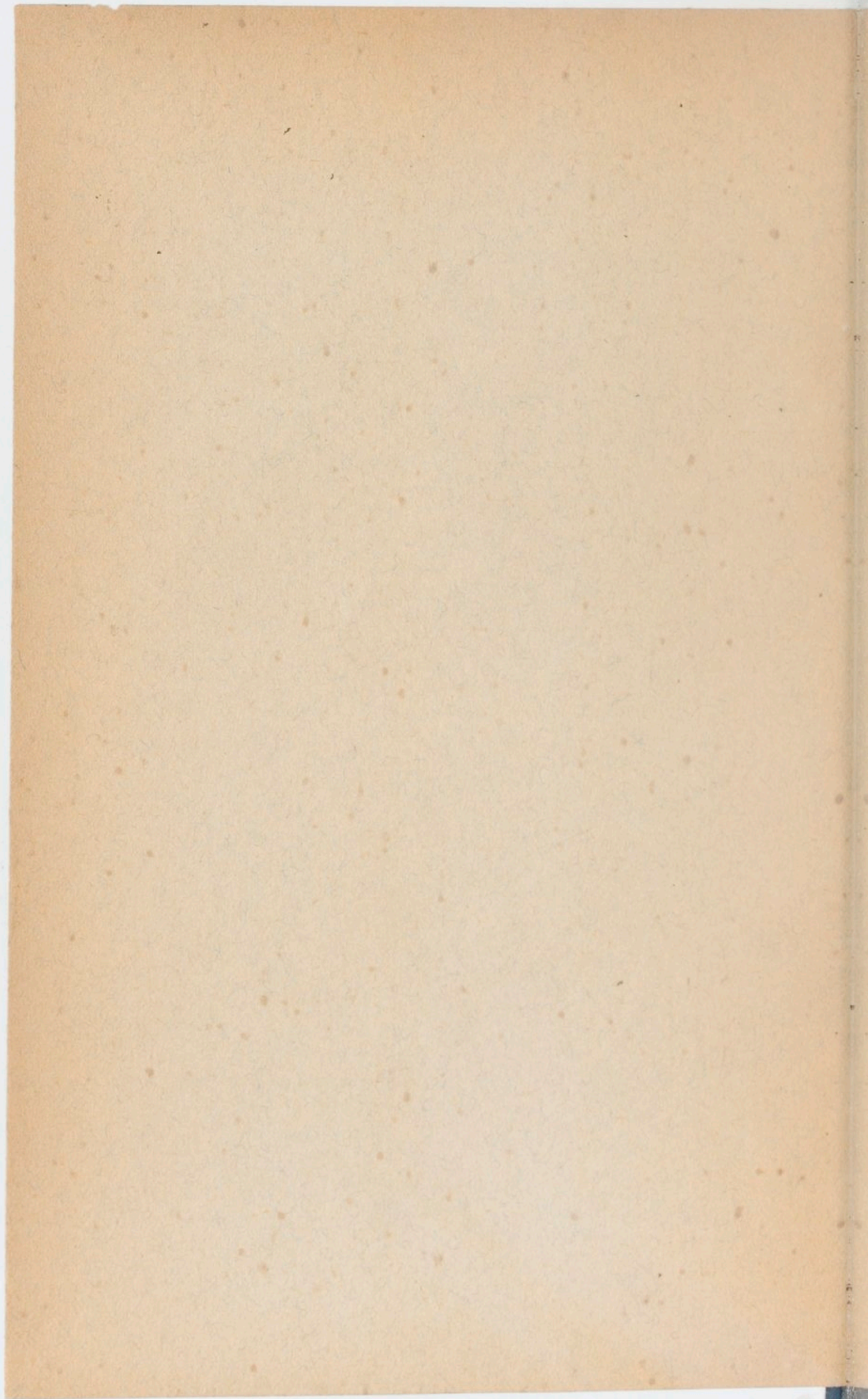
6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisationcommerciale@bnf.fr.









14 143

9

Le Cardinal Manning

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Maurice Maignen *Les œuvres ouvrières* : Historique de la fondation de l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers. Un volume in-8°. Prix. . . . 1 fr. 50

Le docteur Verny, Roman de mœurs contemporains. Un député franc-maçon. Un vol. in-12. Prix 3 fr. 50

Les Lettres d'une mère. Episode de la Terreur. Un maire dénonciateur et juge au Tribunal révolutionnaire. *Ouvrage couronné par l'Académie française*. Un vol. in 8°. Prix 6 fr. 50

On peut se procurer ces ouvrages en s'adressant à la Librairie des Saints-Pères, 83, rue des Saint-Pères, Paris.

INSTITUT
CATHOLIQUE
DE PARIS



LE CARDINAL MANNING

(D'APRÈS UNE PHOTOGRAPHIE)

LES GRANDS HOMMES DE L'ÉGLISE
AU XIX^e SIÈCLE

IX

Le Cardinal Manning

PAR

VICTOR DE MAROLLES

PRÉSIDENT

DE L'ASSOCIATION DES PUBLICISTES CHRÉTIENS

PRÉFACE DE M. FERDINAND BRUNETIÈRE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE



PARIS

LIBRAIRIE DES SAINTS-PÈRES

(P.-J. BÉDUCHAUD, ÉDITEUR)

83, rue des Saints-Pères, 83

—
1905

Tous droits de traduction et de reproduction réservés.



LE CARDINAL MANNING

(D'APRÈS UNE PHOTOGRAPHIE)

LES GRANDS HOMMES DE L'ÉGLISE
AU XIX^e SIÈCLE

IX

Le Cardinal Manning

PAR

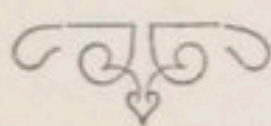
VICTOR DE MAROLLES

PRÉSIDENT

DE L'ASSOCIATION DES PUBLICISTES CHRÉTIENS

PRÉFACE DE M. FERDINAND BRUNETIÈRE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE



PARIS

LIBRAIRIE DES SAINTS-PÈRES

(P.-J. BÉDUCHAUD, ÉDITEUR)

83, *rue des Saints-Pères*, 83

—
1905

Tous droits de traduction et de reproduction réservés.

INSTITUT
CATHOLIQUE
DE PARIS

LETTRE-PRÉFACE

DE

M. FERDINAND BRUNETIERE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Cher Monsieur,

Je viens d'achever la lecture de votre volume sur Manning, et, si je ne craignais d'offenser votre modestie je vous dirais qu'en le publiant c'est un éloquent hommage que vous allez rendre à la mémoire de l'illustre Cardinal, mais c'est aussi un grand service à tous ceux qui vous liront. Manning et le Protestantisme; Manning et le Libéralisme; Manning et le Socialisme : la division de votre volume est tout ce qu'il y a de plus clair, et si je ne me trompe vous avez là marqué les étapes de la carrière du Cardinal avec plus de précision que personne, à mon gré, ne l'avait fait avant vous. Et cette division, non seulement m'a paru la plus conforme à la réalité — je veux dire à la chronologie dont il faut que l'historien ou le biographe soient toujours les obéissants serviteurs — mais elle a de plus une valeur de représentation qui n'échappera, je l'espère, à aucun de vos lecteurs.

Ce ne sont point en effet des considérations-

philologiques ou historiques, de l'ordre intellectuel, qui semblent avoir décidé le passage de Manning du protestantisme au catholicisme; ce sont des considérations de l'ordre religieux, et, au premier rang, la préoccupation de son « salut personnel ». La cause en est que la préoccupation du « salut personnel » sous une forme ou sous une autre, voilà le grand mobile, ou, si je puis ainsi dire, le plus vif aiguillon de la piété protestante. Vous l'avez bien montré par quelques extraits du Journal intime de Manning. Et voici ce qu'il y a de capital dans votre volume : c'est qu'à mesure que l'illustre converti se détache, et finalement se sépare du protestantisme, il n'oublie sans doute pas que notre salut est notre grande affaire à tous mais il entrevoit d'autres moyens de s'y préparer, et, à mesure que ces moyens deviennent plus sociaux, il devint lui-même, si je puis ainsi dire, plus catholique. Ou, en d'autres termes encore, le passage du christianisme « individuel » au christianisme « social » telle est la formule qui pourrait résumer l'histoire du progrès religieux dans l'âme et dans la vie pratique de Manning. Tout au rebours de ce que pensent encore chez nous quelques « intellectuels », le passage du protestantisme au catholicisme a été pour Manning un élargissement ou une dilatation de la pensée d'abord, puis du cœur.

L'injustice et la misère sociales l'ont lui-même ému d'une pitié plus profonde, à mesure qu'il devenait en quelque sorte plus catholique, et s'il a mérité d'être appelé par ses compatriotes le « Cardinal des ouvriers » il le doit au progrès de son détachement de soi-même. On ne parle aujourd'hui que de la solidarité, et, avec une assurance dont on ne pourrait que rire s'il ne fallait plutôt s'en effrayer, on l'oppose à la charité chrétienne, dont elle n'est pourtant qu'une « laïcisation », et par conséquent une parodie mensongère. Mais la vraie solidarité, celle qui lie tous les hommes entre eux, dans la durée comme dans l'espace, et qui ne fait qu'une seule société non seulement de tous ceux qui vivent, mais qui ont vécu, on ne la trouve que dans le catholicisme, et la vie pratique du Cardinal Manning en est une démonstration.

C'est ce qu'on voit si bien dans votre livre et, si je ne me trompe, c'est ce que vos lecteurs, avertis qu'ils l'y trouveront, y voudront sans doute chercher, comme étant, avant tout, de leur temps.

Ce qui ne veut pas dire, cher Monsieur, qu'ils n'y trouveront pas autre chose, et généralement tout ce que l'on attend de l'historien d'une vie aussi remplie que celle de Manning. Votre chapitre sur Manning et le Libéralisme ne sera pas non plus inutile, dans les temps où nous

sommes, à beaucoup de gens, à de fort honnêtes gens, dont on dirait qu'ils n'acceptent l'infailibilité du Saint-Siège qu'avec embarras et timidité. Puisse l'autorité de Manning leur rendre un peu de courage ! L'infailibilité pontificale ne gêne la liberté de penser qu'en matière dogmatique ce qui équivaut à dire qu'en matière scientifique la liberté de notre imagination est empêchée par la constatation des lois de nature. Et, en effet on n'est pas libre de croire que deux et deux font cinq et cela sans doute est gênant ! on ne l'est pas non plus de prendre Charlemagne pour un contemporain de Nabuchodonosor !...

Mais, j'allais oublier, cher Monsieur, que je ne fais pas une conférence et je voulais seulement vous remercier de m'avoir donné la primauté de ce livre. Vous ne m'en voudrez pas, je l'espère, si, pour mieux motiver mes remerciements j'ai tenu à préciser ce qui dans cette lecture m'avait le plus intéressé. Je l'aurais dit plus longuement si je disposais de plus de loisirs. Vos lecteurs me pardonneront aisément de ne l'avoir pas fait, et de n'avoir pas surtout, pour vouloir longuement vous exposer le mien, retardé le plaisir qu'ils auront à vous lire.

F. BRUNETIÈRE.

1^{er} décembre 1904.

AVANT-PROPOS

Ce livre a moins pour but de donner au public une biographie détaillée de l'illustre cardinal, que d'étudier l'influence qu'il a exercée sur son siècle.

Le cardinal Manning est incontestablement une des grandes figures de l'époque. Bien que très *Anglais* de caractère et de tempérament, il nous appartient en tant que prince de l'Eglise, ayant joué un rôle prépondérant dans le monde catholique.

C'est là de l'internationalisme de bon aloi : celui qui établit entre les hommes de nationalités diverses une communauté d'origines, de foi et d'espérances, une solidarité d'intérêts spirituels, qui ne fait qu'affermir les sentiments du patriotisme, tout aussi bien que l'amour de la patrie affermit l'amour de la famille.

Manning, Anglais de race, de cœur et de génie, est essentiellement catholique par son action. Comme tel, il appartient à

tous les catholiques, parce que sa destinée, sa vocation providentielle l'a mis en situation de combattre la révolte de l'homme contre Dieu, sous ses trois formes : le protestantisme, le libéralisme et le socialisme.

La lutte contre le protestantisme fut la première, et certainement la plus méritoire. La Réforme, pour lui, s'identifiait avec la patrie ; l'Église anglicane était sa mère ; il ne voulait pas la séparer de la tradition apostolique, et une de ses plus dures épreuves, après sa conversion, fut de reconnaître que l'ordination qu'il avait reçue n'était pas valable. Mais il aimait sa patrie pour elle-même, et il comprit que la meilleure manière de travailler au bien de l'Angleterre, était de lui montrer la route de la vérité intégrale, en allant lui-même vers Rome.

Alors il se trouva en présence d'un autre adversaire de l'Église, le faux libéralisme, qui, sous des apparences trompeuses de science et de progrès, tend à ébranler l'autorité divine, à établir l'homme dans une complète indépendance morale, en un mot, à se passer de Dieu. Contre

cet ennemi, Manning estimait qu'un seul principe était efficace, le principe d'autorité. La moindre atteinte à ce principe lui paraissait un danger, et c'est ce qui lui rendit suspect le libéralisme catholique, malgré les bonnes intentions de ses partisans. On sait avec quelle ardeur il apporta son concours à la promulgation du dogme de l'infaillibilité du Pape, comme consécration solennelle du principe d'autorité.

Cette œuvre accomplie, il pouvait appliquer tout son zèle à son ministère pastoral. Son cœur le poussait vers les classes laborieuses dont il connaissait les souffrances, pour avoir vécu en contact avec elles, dès les premières années de son sacerdoce. Et tout de suite se dressa devant lui l'erreur socialiste, cet autre fruit de la révolte de l'homme contre Dieu. Le socialisme ne veut pas reconnaître d'autres destinées pour l'homme que la vie présente; peu lui importent les compensations éternelles; il veut le paradis sur terre. Les inégalités sociales sont l'obstacle au bonheur universel: toute la question sociale est là.

Manning jugeait que, pour résoudre ces redoutables problèmes, il ne suffit pas de les nier, mais qu'il faut les aborder de front, et porter remède aux maux qui les font naître. La religion seule a le secret de ces remèdes, et, si elle ne supprime pas les inégalités sociales, elle rétablit l'équilibre, en enseignant à chacun le devoir de justice. Il fut un des promoteurs du mouvement de réorganisation sociale qui s'est produit au cours du siècle dernier, et dont le Chef de l'Eglise a défini les règles dans un enseignement suprême.

Telle est, dans son ensemble, l'œuvre du cardinal Manning. C'est sous ce triple aspect de la lutte contre le protestantisme, contre le libéralisme et contre le socialisme, qu'il a paru intéressant de l'étudier, pour faire ressortir la mission que la Providence lui a confiée, dans le cours de sa longue et laborieuse carrière

1^{er} novembre 1904.



PREMIÈRE PARTIE

MANNING

ET LE PROTESTANTISME

I

LES PREMIÈRES ANNÉES. — L'ÉGLISE ANGLICANE

Henry-Edouard Manning est né le 15 juillet 1808 (1) à Totteridge, maison de campagne de ses parents, située dans le canton de Heresford. Son père, William Manning, était membre de la Chambre des communes et directeur de la Banque d'Angleterre ; sa mère, Mary Hunter, était sœur du lord-maire de Londres, sir Charles Hunter. Il fut baptisé suivant le rite anglican, le 25 mai 1809, et reçut de sa mère les premiers enseignements religieux.

Il fit ses études élémentaires à Harrow School, célèbre et ancien collège fréquenté par la jeunesse aristocratique. Plus enclin aux exercices physiques qu'aux travaux de l'intelligence, il devint, dit-on, très habile

(1) Nous prenons la date indiquée par M. l'abbé Hemmer, contrairement à l'indication de M. Purcell, qui la place en 1807.

au jeu de cricket; aussi son père, qui le destinait aux ordres, jugea-t-il nécessaire de le mettre en situation d'acquérir une instruction sérieuse, et le fit entrer au collège de Balliol, à Oxford. La date de son inscription est du 2 avril 1827.

Henry Manning avait à cette époque dix-neuf ans. Ce fut pour lui le point de départ d'une vie studieuse et d'une noble ambition. *Aut Cæsar aut nihil*, disait-il dans son jeune enthousiasme. L'ambition est un sentiment élevé quand il a pour but le bien à accomplir. Ses succès parmi ses camarades justifèrent sa devise.

Tout le monde connaît la réputation de cette fameuse Université d'Oxford, fondée au XIII^e siècle, avec ses vingt-quatre collèges, ses vastes édifices, ses riches bibliothèques, ses galeries de tableaux, ses musées, ses treize cents étudiants, véritable pépinière de littérateurs et d'hommes d'Etat. Les trois années que le jeune étudiant passa dans ce milieu d'élite furent aussi fécondes pour l'élévation de son caractère que pour le développement de son intelligence, et le fortifièrent contre les épreuves de la vie. La première qu'il eut à subir fut cruelle.

Son penchant l'entraînait vers la carrière politique plutôt que vers l'état ecclésiastique auquel son père le destinait d'abord. Ce dernier avait facilement accédé à un désir qui s'accordait avec sa propre qualité de député à la Chambre des communes, et ce fut pour lui un amer chagrin de devenir l'obstacle involontaire aux légitimes ambitions de son fils. La ruine s'abattit subitement sur sa maison et l'obligea à une liquidation honorable mais complète de sa fortune. Il ne survécut que peu d'années à ce désastre.

Le coup fut rude pour Henry Manning ; il ne voulut pas renoncer tout de suite à ses projets, et chercha à se créer une situation indépendante, en se faisant donner une modeste place de surnuméraire au ministère des colonies. Mais une telle vie ne pouvait convenir à ses aptitudes. Il s'en rendait compte, et bientôt, à la voix de sa conscience, se joignit une voix sympathique, celle de miss Bevan, la sœur d'un de ses amis d'Oxford, âme profondément religieuse, pénétrée de la lecture des Saints Livres, et dont la douce influence dirigea les pensées d'Henry Manning vers des aspirations plus hautes. Après de rudes combats intérieurs, mûri par

le malheur et la méditation, il prit courageusement son parti, et se fit recevoir comme agrégé au collège de Merton, à Oxford, pour se préparer à sa mission par de solides études théologiques. Le 23 décembre 1832, il recevait les ordres des mains de l'évêque d'Oxford.

Ses débuts dans la carrière ecclésiastique furent heureux et faciles; il semblait que la Providence voulût lui donner la prompte récompense de sa résolution. Nommé dans les premiers jours de janvier 1833 suffragant, c'est-à-dire vicaire de la paroisse de Livingston-Graffham, il en devenait recteur dès le mois de mai suivant, à la mort du titulaire, le Révérend John Sargent, son parent. La situation d'un curé de campagne en France ne donne pas une idée exacte de celle que peut occuper un clergyman anglais. Le curé de Livingston était le fils de la châtelaine du lieu, à qui appartenait le droit de collation de la cure. Or, il laissait une charmante fille, miss Caroline Sargent, dont la main fut accordée à Henry Manning, en même temps que le bénéfice.

Nous ne saurions faire de cette période de la vie de Manning une plus saisissante ap-

préciation que celle qu'en donne M. Francis de Pressensé :

« Marié, renté, haut placé, il était dans la plus enviable des situations.

» Ce bonheur même avait des dangers. Qui sait, au cas où il se serait prolongé, si le recteur de Livingston, mari d'une femme accomplie, peut-être entouré d'enfants, en possession d'un joli revenu, à la tête d'une importante paroisse, sur le chemin des dignités, ne serait pas peu à peu descendu au niveau de ce clergé confortable, respectable, honnête; bienveillant, bien renté, bien nourri, qui offre force bons pères de famille, peu d'ascètes ou de saints, et qui croit davantage aux sages préceptes de l'économie politique orthodoxe qu'à la divine folie de la charité ? Dieu le préserva de ce péril. Il lui laissa l'écorce de son bonheur, cette position éminente, ce luxe, ces chevaux qu'il aimait et dans la connaissance desquels il était passé maître, tout ce décor extérieur que Manning lui-même repoussa d'une main ferme, dès qu'il eut fait ses premiers pas dans la voie du renoncement : mais il le frappa en plein cœur.

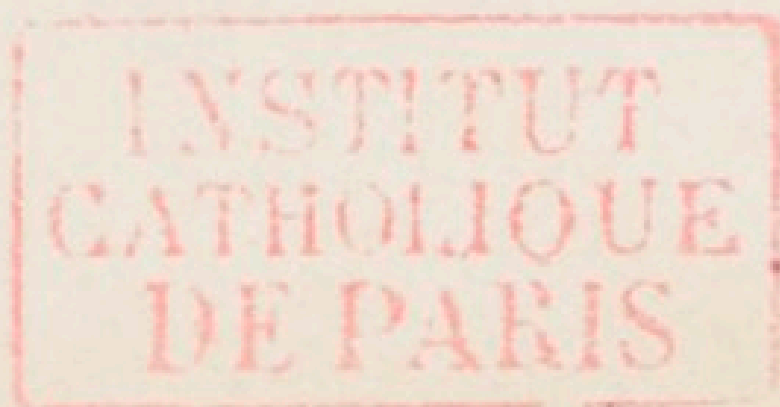
» Après quatre ans d'une félicité sans nuages, sa femme lui fut enlevée(1). »

Caroline Sargent mourut d'une maladie de langueur, le 24 juillet 1837.

Atteint dans ses plus chères affections, Manning s'enferma dans un silence absolu, et nul ne put mesurer la profondeur de la blessure dont fut déchiré son cœur. Sa douleur ne se trahissait que par ses larmes, lorsque seul il allait s'agenouiller au cimetière de Livingston. Mais il est permis de considérer cette date comme la marque providentielle d'une nouvelle destinée.

L'accomplissement du devoir est l'unique refuge dans les grandes douleurs. Le recteur de Livingston s'y dévoua plus fidèlement que jamais. Il partagea sa vie entre l'étude et l'exercice du ministère pastoral. Il le fit avec tant de zèle, que bientôt ses forces le trahirent, et qu'il dut s'imposer quelque temps de repos dans un climat plus doux. Il passa l'hiver de 1838 à Rome. Quelque temps après son retour, il perdit son évêque Otter, dont le successeur, Shuttleworth, reconnaissant

(1) *Le cardinal Manning*, par Francis de Pressensé, p. 135.



bientôt son mérite, l'appela, en décembre 1840, aux fonctions d'archidiacre du diocèse de Chichester, ce qui équivalait, pour nous, à celle de vicaire général.

Un champ plus vaste s'ouvrait à l'activité de Manning. La matière ne manquait pas. De nombreux abus s'étaient introduits dans ce clergé exposé par sa richesse même aux dangers du relâchement et aux écarts de doctrine. Le jeune archidiacre, encouragé par l'évêque Arshurst Turner, successeur de Shuttleworth, ne ménagea ni son temps ni sa peine à l'accomplissement des réformes les plus urgentes, multipliant ses tournées, prêchant de sa parole et de son exemple. La collection de ses sermons, de 1840 à 1850, forme un recueil de quatre volumes, publiés à Londres en 1850. Sa réputation d'orateur se répandit promptement et dépassa les limites du diocèse.

Une seconde phase semblait donc s'ouvrir dans sa vie, celle des honneurs et de la renommée, après la période de bonheur paisible que la mort de sa femme avait close. Archidiacre à trente-trois ans, orateur apprécié dans le meilleur monde, lié avec des personnages en vue de l'Eglise anglicane et

du Parlement, il paraissait appelé aux plus hautes destinées.

Une circonstance éclatante le mit particulièrement en évidence. Depuis quelques années, le monde anglican se préoccupait d'un mouvement d'idées parti de l'Université d'Oxford, et qui prenait des développements inquiétants pour l'autorité du *High Church* ou Eglise officielle. Le jeune archidiacre de Chichester parut indiqué pour combattre ces tendances suspectes de catholicisme. Sur la désignation du vice-chancelier d'Oxford, il fut chargé de prononcer, le 5 novembre, le discours solennel d'usage dans la cérémonie instituée pour célébrer l'anniversaire de la conspiration des poudres. Il le fit avec succès, et répondit à l'attente de ses coreligionnaires en attaquant avec violence les pratiques et les doctrines romaines comme ayant inspiré ce complot criminel.

L'invective et l'imprécation sont, on le sait, les grands arguments de la Réforme contre Rome. Ce langage était de circonstance, et pouvait flatter les passions sectaires ; il n'était pas de nature à satisfaire une âme anxieuse de la vérité, telle que l'était l'âme de Manning, et déjà, sans doute, il

éprouvait le sentiment de la contradiction qui s'établissait entre les affirmations de sa parole et les préoccupations de sa pensée.

Son discours du 5 novembre avait le caractère d'une manifestation publique en réponse à un acte d'une haute gravité, dont le monde anglican se montrait fort ému, la retraite du docteur Newman, le principal initiateur de la célèbre évolution connue sous le nom de *mouvement tractarien* ou *mouvement d'Oxford*.

Pour l'intelligence des faits, il est nécessaire de reprendre brièvement l'historique de ce mouvement.

LE MOUVEMENT D'OXFORD (1)

En 1827, lorsque Henry Manning entra au collège de Balliol, à Oxford, la célèbre université renfermait un groupe d'hommes jeunes et studieux, fiers de leur titre de *fellow*, et soucieux du bon renom de leur profession religieuse.

(1) Sur cette intéressante période, nous ne saurions trop conseiller la lecture de l'étude si remarquable et si complète faite par M. Thureau-Dangin dans le *Correspondant*, sous le titre de *La Renaissance catholique en Angleterre*. La première partie a été publiée en 1899. La suite a paru depuis mars 1901, jusqu'à octobre 1902.

Les plus connus d'entre eux sont : John Keble, né en 1792, poète et compositeur d'hymnes et de cantiques sacrés publiés en 1827, dont le succès eut à l'époque un grand retentissement ; son disciple ou *pupille* Richard Hurrell Froude, âme délicate et pure ouverte aux aspirations de la piété la plus tendre ; John-Henry Newman, nature contemplative et profonde, éclairée d'une vive intelligence, ardent à la recherche de la vérité ; Pusey, esprit posé, animé d'une piété sérieuse et douce, d'un zèle ardent pour le salut des âmes.

Entre ces hommes d'élite, il s'était établi un rapprochement fondé sur le sentiment de la décadence religieuse du protestantisme anglais. Au milieu des sectes innombrables, qui se partageaient la population, il était difficile de trouver un lien commun, une tradition certaine.

La foi reposait sur des données vagues ; il n'y avait plus ni culte à la Sainte Vierge, ni croyance à la communion des Saints, au purgatoire, à la présence réelle, ni de cérémonies religieuses ; le culte se réduisait à de simples commémorations eucharistiques, à des prédications morales et philosophiques ; il ne res-

tait rien pour réchauffer le cœur et alimenter les sentiments affectueux. Le clergé anglican jouissant de bonnes prébendes, s'arrangeait de cet état de choses, et menait la vie paisible d'honorables fonctionnaires.

Nos jeunes *fellows* souffraient de voir cet abandon des âmes, et cherchaient les moyens de remédier à la maladie de langueur dont le pays semblait atteint. Le bill de 1873, réduisant de moitié le clergé anglican d'Irlande leur fournit l'occasion d'agir.

Cet acte du pouvoir, peut-être justifié par l'inutilité du personnel supprimé, n'en était pas moins une usurpation de l'État dans les affaires ecclésiastiques, un attentat contre la dignité de l'Eglise établie. Le 14 juillet 1833, du haut de la chaire sacrée, John Keble dénonça dans un sermon demeuré célèbre, ce qu'il appelait « une apostasie nationale ». Quelques jours après, le 9 septembre, parut un écrit de trois pages, sans signature, intitulé : *Tract for the time*, portant cette inscription : « A mes frères dans le sacré ministère, les prêtres et les diacres de l'Eglise d'Angleterre, ordonnés pour cela par le Saint-Esprit et l'imposition des mains. » L'auteur invoquant le souvenir trop oublié de la succession apostolique, conjur-

rait les ministres du Seigneur de sortir de leur léthargie, et de rendre courage à leur Eglise, courbée sous la domination de l'Etat.

Ce tract était écrit de la main de Newman d'accord avec ses amis Keble et Froude. Un deuxième suivit peu après, s'attaquant directement au bill voté contre les droits de l'Eglise. D'autres écrits pareils se succédèrent ensuite, traitant des sacrements, de la liturgie, de la discipline, de toutes les questions pouvant intéresser la vie religieuse. Le quatrième tract fut composé par Keble, le cinquième par John William Bowden. Mais c'est Newman qui donna la plus grande somme de travail, et y consacra toute son ardeur et son talent.

L'effet produit par cette publication fut considérable. Comme les moyens de communication actuels n'existaient pas, on distribuait les tracts de toutes sortes de manières, par des amis, par des porteurs qui parcouraient les campagnes, et les remettaient aux clergymen. Les critiques assez vives qu'ils contenaient semaient l'étonnement et l'émoi parmi ces pasteurs d'humeur pacifique. Que venait-on leur parler de zèle, de renoncement, de mortification ? D'où sortaient ces réformateurs

d'un nouveau genre ? Savaient-ils eux-mêmes de qui ils tenaient leur autorité ?

Cette question, du reste, n'était pas sans troubler les auteurs des tracts, en leur faisant toucher du doigt le côté faible du protestantisme. Newman surtout, le plus avancé dans le mouvement, sentait l'absence de point d'appui solide, sur lequel établir sa doctrine. Il rappelait la nécessité de la discipline, de la mortification, de l'unité liturgique, de la prière, et remontait aux enseignements primitifs des Pères de l'Eglise, pour aspirer vers un anglicanisme idéal également éloigné du scepticisme rationaliste et du catholicisme romain. Mal assuré sur certains dogmes tels que celui de la présence réelle dans l'eucharistie, il concluait à une religion traditionnelle un peu vague, sorte d'intermédiaire entre Rome et le protestantisme, qu'il qualifiait de *via media*. C'est ainsi qu'il poursuivit jusqu'à la fin de 1834 la publication de la première série de tracts au nombre de quarante-six, réunis en un volume pour lequel il écrivit une préface.

Mais déjà une certaine lassitude se faisait sentir. La forme brève des tracts ne permettait pas les développements nécessaires à diverses

questions. Newman en publia encore une vingtaine, et céda la place à Pusey. Celui-ci écrivit tout un traité sur le baptême ; la méthode était autre, on a dit que c'était la grosse artillerie venant donner dans la bataille. Cette intervention de Pusey dans le mouvement tactaricien fut un événement dans la haute société anglicane ; Pusey était un personnage d'importance, le terrain de la lutte s'élargissait ; les partis se dessinèrent, et l'accusation de *romanisme* lancée contre les amis de Newman, se manifesta par une motion de l'Assemblée de tous les maîtres de l'Université d'Oxford, qui, le 5 mai 1836, votèrent un blâme contre les nouvelles doctrines comme entachées de *papisme*. Newman crut devoir se défendre, et protester de son attachement à l'Eglise anglicane en rééditant les vieux griefs contre Rome. On retrouve, dans les tracts de cette époque, la trace des préjugés protestants contre le manque de franchise, l'esprit d'accaparement de l'Eglise catholique. Et cependant, le trouble de sa pensée le trahissait lorsque, revenant aux questions de doctrine, il se trouvait en présence de la confusion des sectes et de l'affaiblissement de la foi. Le pieux Froude,

le compagnon fidèle des jeunes années, venait de mourir. Ses amis avaient publié ses *Romans* ou souvenirs, tout pénétrés du plus pur esprit catholique. Ce fut l'occasion d'attaques nouvelles contre Newman, Pusey, Keble, les chefs du mouvement. Au milieu de ces contradictions, l'âme de Newman subissait les angoisses du doute. Cette crise prolongée pendant plusieurs années fut une période douloureuse (1).

Il se rendait compte de l'influence qu'il exerçait autour de lui, et se demandait avec anxiété s'il ne portait pas une lourde responsabilité du trouble qu'il pouvait communiquer aux jeunes intelligences. Les foules se pressaient autour de la chaire de Sainte-Marie d'Oxford dont il était curé. Il lisait ses sermons écrits dans un style très simple, sans gestes ni mouvements oratoires ; mais le son particulier de sa voix exerçait une influence profonde sur ses auditeurs accourus pour l'entendre, de tous les points du royaume. Sa prédication avait un caractère essentiellement pratique, et enseignait la morale la plus pure de l'Évangile, la

(1) J-H. NEWMAN, par Georges Grappe, *Une crise d'âme*. Collection « Les Grands Hommes de l'Eglise au XIX^e siècle ».

mortification, le renoncement, la prière. Dans sa paroisse, il avait rétabli des cérémonies depuis longtemps tombées en désuétude, la célébration eucharistique, la communion fréquente. Insensiblement et malgré ses efforts pour s'en défendre, il allait vers Rome, et entraînait à sa suite toute une élite intellectuelle.

Le sentiment même de sa responsabilité lui imposait le devoir de chercher la vérité avec un soin scrupuleux. C'est sous la contrainte de cette recherche anxieuse, qu'il publia, le 27 février 1841, le fameux tract 90, intitulé : *Remarques sur certains passages des 39 articles*.

Ces 39 articles, recueil quelque peu confus de formules théologiques et de règlements disciplinaires, avaient un caractère officiel marqué par l'obligation imposée aux nouveaux élèves d'y adhérer publiquement avant de recevoir les ordres.

Préoccupé de démontrer l'orthodoxie doctrinale de ces articles, Newman s'appliquait dans ce traité, à les mettre en harmonie avec l'enseignement catholique dégagé de ce qu'on appelait les erreurs romaines. Il « voulait éprouver si son Eglise pouvait porter la

charge de vérité catholique qu'il jugeait indispensable à la véritable Eglise du Christ. » C'était, suivant son expression, un *experimentum crucis*.

L'épreuve ne fut pas à l'honneur du parti protestant. Le tract 90 souleva une furieuse tempête. Avec une précipitation peu mesurée, les chefs des divers collèges d'Oxford, les *heads of houses*, s'assemblèrent et rendirent une sentence injurieuse dans laquelle le nouvel écrit était non seulement condamné dans le fond, mais qualifié dans la forme comme un acte déloyal, *dishonesty*. Vainement Newman proteste de son attachement à l'Eglise anglicane qu'il reconnaît comme sa mère, et à qui il a voulu rendre un hommage justifié, vainement des hommes de la valeur incontestée de Pusey, de Palmer, prennent sa défense.

L'orgueil protestant est blessé au vif, le haut clergé prononce la censure ; un évêque qualifie le tract 90 « le chef-d'œuvre de Satan ; » les adversaires de Newman, le fougueux Arnold, en tête, triomphent bruyamment. En revanche, ses amis sont disgraciés, destitués de leurs emplois dans l'Université.

Le doux Newman, ainsi frappé d'un coup inattendu, courba la tête, tout en essayant

de se justifier. Il comprit que le lien était rompu avec son Eglise, et qu'une puissance invincible l'attirait vers Rome. Mais il ne pouvait se décider encore à prendre son parti. En février 1842, il se retira à Littlemore, faubourg d'Oxford, dépendance de sa paroisse. Il était accompagné de quelques disciples fidèles, et s'enferma avec eux dans une retraite profonde, pour étudier plus à loisir les questions qui se posaient devant son intelligence, et éclairer sa foi. La malveillance de ses adversaires le suivit jusqu'en cet asile. On l'accusait de fonder un monastère catholique. Cette persécution lui arrachait des plaintes douloureuses : « Ce qui m'accable, écrivait-il, c'est de voir les évêques continuer à m'attaquer, malgré ma complète soumission... Pourquoi ne voulez-vous pas me laisser mourir en paix ? La bête blessée se réfugie dans quelque tanière pour y mourir, et personne ne la lui dispute !... »

Bientôt il comprit que sa place n'était plus dans le clergé anglican. Le 18 septembre 1849, il alla à Londres, pour signer l'acte de démission de sa cure d'Oxford, et quatre jours après, il prononçait, dans la chaire de Sainte-Marie, son sermon

d'adieux devant un nombreux auditoire. Il avait pris pour sujet la séparation des amis : *the parting of friends*. A la fin de l'office, il reçut la communion anglicane des mains de Pusey. Ce fut une émouvante cérémonie entrecoupée de larmes et de sanglots.

Rien ne semblait plus devoir retarder l'abjuration de Newman, et cependant il demeura deux années encore à Littlemore, dans une attitude hésitante et perplexe. Il déclarait lui-même que son Église était à ses yeux en état de schisme, et que son salut personnel dépendait de son union avec l'Église de Rome ; mais il ajoutait : « Ce qui me retient encore est ce qui me retient depuis longtemps : la crainte d'être sous l'empire d'une illusion. »

Le plus sérieux obstacle à sa conversion était une sorte d'antipathie instinctive envers le clergé catholique, entretenue par des préjugés de naissance et d'éducation. Mais la rectitude de son jugement l'amenait peu à peu à des sentiments moins défavorables. De lui-même il avait voulu désavouer ses attaques contre l'Église romaine, dans un acte public inséré dans un journal d'Oxford. Il se rapprochait ainsi de la communion catholique, et l'on peut croire aussi que la pieuse austé-

rité de sa vie de retraite lui mérita la grâce de la pleine lumière.

La communauté de Littlemore suivait un règlement sévère ; lever matinal, prières et méditations en commun, jeûnes et mortifications, confessions et communions fréquentes, silence rigoureux, études approfondies, tout concourait à préparer dignement le grand acte qui allait s'accomplir.

Newman se laissa précéder dans la résolution finale par quelques-uns de ses disciples. Ward, le plus ardent de tous, à qui ses excentricités ont valu le surnom d'enfant terrible, s'était particulièrement attiré les foudres universitaires en publiant un gros volume intitulé : *L'idéal d'une église chrétienne considéré par rapport à la pratique existante*. Condamné dans une séance contradictoire de quinze cents membres des universités d'Angleterre, il encourt la censure et la dégradation, malgré une vive opposition de nombreux étudiants. Ward ne pouvait agir comme le commun des mortels. Peu de jours après sa condamnation, on apprend son mariage, et c'est sa jeune femme qui, quelques mois plus tard, lisant un de ses articles, l'engagea à faire son abjura-

tion avec elle. Trois autres commensaux de Littlemore, Dalgairns, Saint-John et Stanton suivirent son exemple.

L'heure était venue ; Newman était prêt. Il venait de terminer le livre auquel il travaillait depuis longtemps, *l'Essai sur le développement de la doctrine chrétienne*, que l'on a considéré justement comme le dernier de ses ouvrages anglicans et sa première profession de foi catholique. Le 3 octobre 1845, il fait effacer son nom des registres de l'université d'Oxford, et le 10 octobre il fait son abjuration entre les mains d'un religieux passionniste, le P. Dominique, dont il avait réclamé le ministère.

Tel fut le dénouement de ce drame de conscience, dont les péripéties présentent dans l'ensemble et dans les détails un intérêt autrement puissant que n'importe quel drame mettant en jeu les passions humaines.

MANNING ET LES « TRACTARIENS »

La conversion de Newman eut un immense retentissement en Angleterre, et le monde protestant comprit la gravité de la blessure que venait de recevoir l'Eglise anglicane. La calomnie et l'injure se donnèrent libre cours.

Mais il ne suffisait pas de qualifier cet acte très réfléchi de *grande trahison*, il fallait en discuter les causes.

Tous les yeux se tournèrent alors vers Manning, que sa haute situation dans le clergé, son talent incontesté, ses relations mêmes avec les tractariens, désignaient comme capable plus que tout autre de combattre par la plume et la parole, les effets désastreux d'une pareille défection.

Manning ne recula pas devant l'entreprise. Déjà, comme on l'a vu ci-dessus, il avait accepté de protester du haut de la chaire de Sainte-Marie d'Oxford, contre les conclusions du tract 90. A la demande de Gladstone et d'autres amis, il se mit en devoir de réfuter le dernier ouvrage de Newman : *l'Essai sur le développement de la doctrine chrétienne*.

On ne peut douter de sa bonne volonté, car il faisait à cette époque la déclaration suivante : « Rien ne peut ébranler ma foi en la présence du Christ dans l'Eglise anglicane et dans ses sacrements. Je me sens incapable d'en douter. Depuis trois cents ans, des saints mûrissent pour le ciel autour de nos autels. Ils me rendent impossible de ne pas me sentir en sûreté. »

Manning ne prévoyait pas que cette sûreté de foi allait recevoir un sérieux ébranlement par l'étude même du document qu'il voulait discuter.

Bien qu'on ne puisse le compter parmi les tractariens, il avait suivi de très près le mouvement d'Oxford. Lorsqu'avait paru le premier tract, en 1833, il venait de quitter l'Université pour occuper son poste de vicaire à Lavington. Ce n'est que deux ans plus tard, en 1835, qu'il renoua ses relations avec ses anciens collègues, et se lia d'amitié avec Newman. La lecture des tracts l'impressionnait vivement, car, autant que ses anciens compagnons, il avait le sentiment de la décadence religieuse de l'Eglise anglicane, et comprenait la nécessité de réchauffer ce culte languissant.

Mais il fortifiait sa conviction en rattachant son Eglise à la tradition apostolique et à l'institution divine. Cette préoccupation apparaît très marquée dans un sermon qu'il prononça à Chichester, étant encore recteur de Lavington, sur la *Succession*, établissant que les évêques anglicans étaient les successeurs légitimes et directs des apôtres.

Les mêmes affirmations se retrouvent

encore plus accentuées dans son sermon de 1838 sur la *Règle de la foi*, où il s'applique à démontrer que la réforme adoptée par l'Angleterre au xvi^e siècle n'est qu'un retour à la tradition primitive faussée et corrompue par Rome.

Attaquer Rome et la Papauté, voilà en somme à quoi se réduit presque uniquement la polémique protestante ; le jugement droit de Manning ne pouvait tarder à constater la faiblesse de l'argument. A mesure qu'il pénétrait plus avant dans la doctrine dont il voulait prendre la défense, il en reconnaissait le vide, et le jour où son zèle pour l'anglicanisme le mit en présence des raisons puissantes qui avaient déterminé la résolution de son illustre ami, il ressentit à son tour un trouble de conscience qui ne lui laissa plus de repos. La réfutation de l'*Essai sur le développement de la doctrine chrétienne* demeura inachevée ; en revanche, l'angoisse du doute avait saisi l'âme de Manning.

La question qui se posait dans son esprit, portait sur la situation particulière de l'Eglise d'Angleterre, beaucoup plus que sur la valeur dogmatique du protestantisme en général ; ce qui l'avait séduit dans le mouvement

d'Oxford était le caractère profondément religieux des tracts et le profit spirituel que les âmes en pouvaient retirer. Mais bientôt la *via media* des tractariens lui parut, comme à Newman lui-même, une solution insuffisante.

Sur cette période critique de la vie de Manning, il est intéressant de lire les appréciations d'un protestant, M. Francis de Pressensé, dans ce livre curieux que nous avons déjà cité, et dont la lecture est si favorable aux observations psychologiques.

« Aussi bien, une nature affamée de réalité, d'action et vérité comme celle de Manning, ne pouvait éternellement se contenter des viandes creuses de l'Anglo-catholicisme. Il commençait à sentir que les vérités mêmes qu'il possédait, les demi-certitudes qui le retenaient dans l'anglicanisme, appelaient des vérités complémentaires, des suppléments de certitude, et que, s'il n'allait pas jusqu'au bout, il perdrait le peu même qu'il avait. Le christianisme, à ses yeux, impliquait le catholicisme ; repousser systématiquement celui-ci, ce serait se mettre involontairement hors de celui-là. En d'autres termes, pour lui, comme jadis pour Newman, la question

du salut de son âme commençait à primer celle de la consistance de sa doctrine et de la cohérence de ses convictions. Le problème purement intellectuel s'effaçait ; le problème religieux, moral, vital, se posait de plus en plus nettement. Manning n'aurait plus pu donner à d'autres ou à soi-même le conseil de s'en tenir humblement aux certitudes communes à toutes les confessions, de pratiquer simplement les vertus qui ne sont pas plus propres au catholicisme qu'au protestantisme, de se borner à demander ces grâces élémentaires qui sont le patrimoine commun de toutes les âmes de bonne foi. Il n'aurait plus pu répéter que ce n'était pas une question de vie ou de mort, et qu'il lui était loisible d'attendre une vocation d'en haut plus précise. L'œuvre interne était achevée. Le cycle était parcouru. Les événements extérieurs allaient donner l'impulsion finale (1). »

M. de Pressensé ne fait pas difficulté de reconnaître que cet appel de conscience était une grâce d'en-haut, et que le mérite du jeune archidiacre de Chichester fut d'y correspondre dans toute la sincérité de son

(1) *Le cardinal Manning*, p. 192.

âme. Un pareil langage dans la bouche d'un protestant n'est pas sans valeur, et pourrait faire espérer de la part de l'historien une pareille correspondance à la grâce divine.

LA CRISE

Comme toutes les natures droites, Manning voulait la vérité pour lui-même et pour ceux dont il avait la direction. Chargé par son ministère d'éclairer les consciences, il souffrait des ambiguïtés où le laissait la doctrine mal définie de l'Eglise anglicane qu'il aimait comme sa mère ; il se sentait attiré vers cette Eglise de Rome si discutée naguère, objet de tant de défiances, et qui lui apparaissait maintenant comme le centre de l'unité et de l'autorité.

On peut juger de la rapidité de l'évolution qui se produisait dans sa pensée par les citations suivantes de ses notes intimes, un an après ses publiques protestations contre la conversion de Newman : « J'ai conscience d'être de moins en moins capable de prêcher dogmatiquement. Si je le fais, je vais au delà de nos formulaires. Bien que n'étant pas pour cela romain, je cesse d'être angli-

can. J'ai conscience que ma confiance et ma sympathie sont fort diminuées... », et ailleurs : « J'ai éprouvé plus de difficulté à argumenter en faveur de l'Eglise d'Angleterre, et aussi à faire des objections contre l'Eglise romaine. Je sens comme si une lumière était tombée sur moi. Quelque chose est là qui me fait me dresser, et qui me dit : Vous finirez dans l'Eglise romaine. »

Ces aveux intimes sont comme l'écho des appels de la grâce. Il est intéressant d'observer, en suivant le détail de la vie de Manning pendant cette période critique, comment il sut y correspondre.

Tandis que le changement de vie de ses anciens compagnons d'études soumettait sa conscience à de pénibles luttes, une route facile s'ouvrait largement devant lui vers les honneurs et les dignités ecclésiastiques.

Attiré à Londres pendant la saison mondaine par sa sœur M^{me} Carey, il y mena pendant quelque temps la vie d'un élégant clergyman, conduisant des chevaux, répandu dans les clubs et dans les salons, recherché pour la distinction de sa personne et le charme de sa conversation. Il fut présenté à la Cour, et la charge de chapelain de la

Reine devenue vacante, lui fut offerte. C'était l'épiscopat à brève échéance.

A la surprise générale, Manning se refusa à cet honneur. Les notes intimes recueillies par ses biographes, ont donné, depuis, le secret de cette résolution, fruit du travail qui s'accomplissait dans son âme, et le dirigeait dans les voies de la perfection chrétienne (1).

Dans ses confessions écrites, il se reproche cette vie mondaine en ces termes : « Décadence, trois années de mondanité, vanité, colère ». Il explique ainsi son refus : « Je me dois à moi-même, et je dois à mon divin Maître, au moins un acte de renoncement, et jamais je ne me suis renoncé moi-même.... J'ai souvent prié contre l'orgueil, la vanité, l'envie, la jalousie, la rivalité, l'ambition, mais je n'ai jamais rien fait pour

(1) Ces notes ont été éditées par M. Purcell qui avait obtenu de Manning le dépôt de ses écrits intimes et qui a publié une volumineuse biographie du cardinal.

Par un sentiment qu'on ne s'explique guère, l'écrivain fait plutôt la critique de son héros que son éloge, et cette biographie ne peut être acceptée qu'avec une grande circonspection.

M. de Pressensé prend à partie ce singulier historien avec une ironie mordante et vengeresse,

atteindre à l'humilité... Je crains de quitter l'Eglise pour aller à la Cour... j'en ai été éloigné jusqu'à présent, et j'ai vu plus fort que moi y souffrir de grands dommages. » Il s'accuse de vanité, et se traite durement : « ... Le vide et l'inutilité de ma vie ne sont égalés que par ma vanité et la satisfaction que j'ai de moi-même.... J'ai discouru comme un saint, rêvé de moi-même comme d'un saint, je me suis flatté moi-même comme si je faisais l'œuvre d'un saint, et maintenant je trouve que je ne suis pas digne d'être appelé un pénitent. »

Rien de plus édifiant que la lecture de ce journal intime de Manning publié depuis sa mort. Son âme s'y révèle dans toute sa pureté. Les expressions qu'il emploie dénotent l'usage de la méditation et de l'examen suivant la méthode des maîtres catholiques de la vie spirituelle.

Il avait pour émules, dans la pratique de ces exercices, deux amis de Newman, Pusey et Keble, qu'on regrette de voir s'arrêter sur le chemin de la conversion définitive. Ces hommes animés d'un ardent désir de sanctification, reprenaient peu à peu dans la tradition catholique tout ce que la Réforme avait

rejeté, les œuvres de mortification, le jeûne, l'abstinence, l'état monastique, la confession, la communion fréquente.

Pusey avait autour de lui toute une clientèle de pénitents dont il dirigeait la conscience, sans encore se confesser lui-même. Un jour il s'y décida et s'adressa à son ami Keble qui en éprouva quelque embarras, bien que très expérimenté dans la direction des âmes.

A leur exemple, Manning étant recteur de Lavington, recevait la confession des femmes qui le demandaient, non sans s'entourer d'un certain mystère, pour ménager les préjugés protestants.

La pratique se répandit, mais avec une certaine hésitation, un manque d'ordre, résultant de l'absence de discipline hiérarchique. La question même fut un jour posée à Pusey, de quelle autorité il tenait le droit de donner l'absolution, et la réponse ne fut pas très nette.

Manning sentait la faiblesse de la situation entre l'anglicanisme et le catholicisme romain. Il en souffrait cruellement ; de nouvelles épreuves devaient le rapprocher de la grande évolution finale.

Au commencement de l'année 1847, une grave maladie le força à une inaction pénible dont il sut tirer un sérieux profit spirituel, et dont il remercia Dieu avec effusion. « Je ne puis assez bénir Dieu pour cette maladie sans laquelle je serais mort éternellement... Temps béni ! je n'ai jamais été si seul avec Dieu, jamais si près de lui, jamais si visité par lui, jamais si éveillé de tout songe, jamais si en garde contre la vaine apparence au milieu de laquelle je m'étais mû, jamais si convaincu de la réalité du monde au delà de la tombe... »

Au mois de mai suivant, il perd sa mère. L'idée de la mort lui apparaît comme redoutable, « à cause de l'incertitude de notre état devant Dieu, de la conscience des péchés passés. »

Cependant la santé revient. Pour achever sa convalescence, les médecins lui ordonnent un voyage en Italie. La Providence le conduisait au centre de cette Eglise romaine vers laquelle l'attirait une force secrète, malgré les liens qui le retenaient dans la confession où il était né.

Déjà, en 1838, il avait fait le voyage de Rome. Il en avait rapporté une impression peu favorable ; il n'avait vu que le côté

extérieur du culte, et avait été plus choqué qu'édifié de certaines pratiques de piété. Dans ce deuxième voyage, il voulut pénétrer jusqu'au fond ce monde qui lui était étranger. Après avoir visité les principales villes de la Belgique, de l'Allemagne et de la Suisse catholique, il arriva à Rome, où il séjourna jusqu'au mois de juin 1848.

Son étude se porta sur toutes les institutions du culte catholique, églises, couvents, séminaires, évêchés. A Rome, il retrouva Newman et son compagnon Saint-John, il se mit en relation avec des prêtres connus, des prédicateurs en renom. Enfin, il eut deux audiences du grand Pie IX, qui le reçut avec une exquise bienveillance.

L'impression qu'il emporta de ce voyage fut plus favorable que celle que lui avait laissée sa première visite ; Rome était encore à ses yeux une « autre branche » de l'Église universelle. Le Saint-Père ne lui avait pas paru très au courant des usages et des personnalités de l'Angleterre. Cependant il se rendait compte de la puissance de la Papauté au point de vue de l'unité et de l'autorité, et faisait un retour attristé sur l'infériorité de l'Église anglicane.

L'affaire Hampden, qui éclata vers la fin de son séjour à Rome, lui fit sentir plus vivement le contraste.

En 1836, le docteur Hampden avait été nommé professeur de théologie à l'Université d'Oxford, bien qu'il fût accusé et convaincu d'enseigner des doctrines hétérodoxes et rationalistes. Cette nomination avait fait scandale à cette époque, et avait provoqué la protestation de Newman et des tractariens.

Au commencement de l'année 1848, le ministre lord John Russel désigna le docteur Hampden, pour l'évêché de Hereford. L'opinion s'émut d'un tel choix, les évêques adressèrent des représentations au gouvernement. Le ministre fut inflexible, et l'archevêque de Cantorbéry eut la faiblesse de consacrer le nouveau prélat, pour obéir, disait-il, aux ordres de Sa Majesté.

Manning ressentit vivement le coup porté par le pouvoir civil à l'autorité ecclésiastique. Revenu en Angleterre, il crut devoir, comme archidiacre, s'abstenir de blâmer cet acte arbitraire, mais la réserve même que lui imposait sa fonction, ne fit qu'ébranler plus profondément son attachement à l'anglicanisme.

L'affaire Gorham acheva l'évolution qui se produisait dans son âme.

Le révérend George Gorham, titulaire d'une charge ecclésiastique dans le diocèse d'Exeter, s'était vu refuser par son évêque, l'institution canonique pour un changement de bénéfice. La cause de ce refus était purement théologique. Gorham soutenait des propositions contraires à la vertu régénératrice du baptême. Il en appela de la décision de son évêque à la Cour des Arches, antique tribunal ecclésiastique, qui lui donna tort. Alors le révérend porta son instance devant le Conseil privé de la Reine : c'était soumettre le domaine spirituel au pouvoir civil. Cet incident de procédure causa une vive agitation dans le pays. Pendant trois mois que dura le procès, on attendit avec anxiété la décision du Conseil. Le jugement trancha la question dans un sens défavorable à l'évêque, déclarant que les opinions professées par le révérend Gorham sur le baptême n'avaient rien de contraire à la doctrine reconnue de l'Eglise anglicane. On ne pouvait marquer plus clairement la suprématie royale en matière religieuse.

La solution, du reste, était logique, ainsi

que l'exposait le savant jurisconsulte James Hope dans une remarquable lettre adressée à Manning. Il rappelait que la Réforme avait destitué le Pape et les Conciles de leur autorité spirituelle, au bénéfice de la Couronne, que c'était à celle-ci que devait appartenir le dernier mot en matière de dogme et de discipline, et que le jugement rendu contre l'évêque d'Exeter, pour regrettable qu'il fût, n'était pas une innovation.

Ces raisons, dans leur clarté, contenaient la condamnation formelle du principe même de la Réforme ; Manning ne s'y méprit pas ; de ce jour, il comprit que sa conscience lui faisait un devoir de rompre avec une Église asservie.

Et cependant il retardait encore le moment définitif. Il conservait sa charge d'archidiaque, et exerçait son ministère. On lui en a fait grief. Son biographe Purcell qui ne laisse pas échapper une occasion de déprécier son caractère, a insinué que cette attitude manquait de franchise. De pareilles critiques dénotent une notion fausse du sentiment de l'honneur et de la fidélité. Tout homme se doit à son passé, à ses traditions de famille, à la foi de son enfance. Une abju-

ration n'est légitime que quand elle marque le passage certain de l'erreur à la vérité, autrement elle est une apostasie, et ne mérite que le mépris. Tous les grands convertis ont passé par ces heures d'agonie douloureuse qui précède l'acte solennel et irrévocable de la séparation. Manning a éprouvé cette angoisse comme en avait souffert avant lui Newman.

Comme Newman, Manning s'inquiète de la responsabilité qu'il encourt en entraînant dans son évolution des multitudes d'âmes confiantes dans son exemple. Les demandes de conseils le mettent à la torture. Aux impatients qui le prient de prendre parti, il répond que le devoir lui défend de rien faire avec précipitation ; aux amis tels que Gladstone, Keble, Pusey, il avoue qu'il ne croit plus à l'anglicanisme.

A la suite du jugement rendu par le comité judiciaire du Conseil de la Reine dans l'affaire Gorham, il signe une déclaration revendiquant pour l'autorité ecclésiastique le droit de se prononcer en matière dogmatique. Mais il agit encore comme anglican, et semble compter sur quelque circonstance imprévue qui sauvera de la ruine sa chère

Église nationale. Cet espoir est la cause secrète de ses attermoiements. Comme un fils au lit de mort de sa mère, il guette les symptômes d'une guérison possible, et, jusqu'à la fin, il attend ce geste libérateur qui sera la manifestation de la vie.

Le geste ne vint pas. Au contraire, un événement grave se produisit bientôt, d'où résulta pour lui la preuve décisive que la vie véritable était ailleurs.

Le 29 septembre 1850, paraissait le bref par lequel Pie IX rétablissait en Angleterre la hiérarchie catholique, en nommant douze évêques et un archevêque. Cet acte de souveraineté spirituelle suscita dans le royaume un véritable accès de fureur. La presse s'emporta contre le Pontife romain à des violences de langage inouïes, provoquant des manifestations de haine. Partout retentit le cri : « No popery !! » « A bas le Pape et les Papistes. »

Des meetings tumultueux se forment, on brûle avec colère les effigies du pape et du docteur Wiseman nommé archevêque de Westminster et cardinal.

Le gouvernement s'émeut ; lord John Russel publie une lettre adressée à l'évêque

de Durham, dans laquelle il dénonce l'acte du Pape comme une « agression insolente et ridicule ». Des adresses sont soumises à la Reine comme *Chef de l'Église*, tant en matière spirituelle et ecclésiastique qu'en matière temporelle. La Reine répond en se déclarant prête à maintenir les droits de sa couronne et l'indépendance de son peuple contre toute agression et usurpation étrangère. Bientôt le Parlement est saisi d'un bill sur les titres ecclésiastiques, et prononce une amende de cent livres contre quiconque usurpe le titre épiscopal, pénalité menaçante, qui du reste, est demeurée lettre morte, et n'a jamais été appliquée.

Ces explosions de rage haineuse, ces déploiements de forces matérielles contre un acte d'autorité purement spirituelle, produisent à distance l'effet d'un mouvement désordonné et irréfléchi. Ils n'ont d'autre résultat que de donner plus de retentissement à la grande voix qui s'élève du Vatican, et qui, sans l'appui d'aucune force armée, exerce dans le monde entier sa direction suprême sur les âmes. Les leçons de l'histoire n'ont jamais guéri les persécuteurs de leur aveuglement, et la Providence qui se

rit de leurs vaines colères, retourne contre eux l'effet de leurs efforts impuissants.

Pour Manning, ce fut la circonstance décisive de sa résolution. Requis par son évêque de convoquer le clergé de son archidiaconat en une assemblée de protestation contre le bref du Pape, il obéit, mais à la fin de la séance, il déclara que désormais il ne pouvait plus se trouver en communion d'idées avec le clergé anglican. C'était le 21 novembre 1851. Quelques jours après, il quittait définitivement Lavington, et se retirait à Londres chez sa sœur.

LA CONVERSION

Plusieurs mois se passèrent encore pour lui dans un état de souffrance morale qui se révèle dans sa correspondance et ses entretiens. L'heure de grâce vint enfin. Les détails de cette dernière journée sont rapportés identiquement par ses biographes, d'après le récit qu'il en a fait lui-même : « C'était, dit-il, dans la petite chapelle de *Buckingham palace road*. J'étais agenouillé à côté de M. Gladstone. Juste avant le service de la communion,

je lui dis : Je ne puis plus longtemps communier dans l'Église d'Angleterre. Je me levai, et, posant la main sur l'épaule de M. Gladstone, lui dis : « Venez ». C'était la séparation des routes. M. Gladstone demeura et je m'en allai. M. Gladstone demeure encore où je le laissai. »

Après avoir signé chez un notaire, le surlendemain, la démission de sa charge et l'abandon de son bénéfice, il entre dans une église catholique, et y récite son premier *Ave Maria*. Le 6 avril 1851, dimanche de la Passion, en compagnie de son ami Hope, il fait son abjuration entre les mains du P. Brownbill, jésuite ; puis tous deux se confessent, reçoivent le baptême sous condition, assistent à la grand'messe à l'église de Hill Street, et vont se mettre à la disposition du cardinal Wiseman. Le dimanche des Rameaux, ils recevaient la confirmation et faisaient leur première communion des mains du cardinal. C'était la fin d'une crise douloureuse à laquelle succéda une période bienfaisante de paix et de lumière (1).

La conversion de Manning est, après celle

(1). Voir Purcell, Ab. Hemmer, Thureau-Dangin, *loc. cit.*

de Newman, l'événement le plus important de l'histoire religieuse d'Angleterre au XIX^e siècle. Tout esprit réfléchi et de bonne foi est frappé de l'enseignement qui ressort de l'entrée dans l'Eglise catholique de deux protestants doués d'une intelligence si haute, après une lutte longue et pénible, à l'encontre de leurs idées préconçues, de leurs préférences naturelles, de leur propre intérêt.

On se rend compte de la puissance d'attraction qu'exerce le catholicisme par la seule influence de la vérité intégrale, et l'on trouve réalisée la solution du problème dont le cardinal Perraud donnait, dans un récent écrit, la formule exacte (1).

« Etant donné qu'un protestant (luthérien, calviniste ou membre d'une autre Eglise réformée) se dit et veut être chrétien, avoir une foi positive, et non pas seulement une religiosité vague, sentimentale, fluide, incapable d'être renfermée et précisée dans un symbole nettement articulé, il faut lui prouver qu'une telle foi est incompatible avec le

(1) Préface des *Lettres à un protestant*, de M. l'abbé Snell, Téqui, 1903.

principe fondamental du protestantisme, et qu'elle ne peut exister qu'au sein d'une Eglise ayant mission et autorité pour déterminer ce que les fidèles doivent croire, c'est-à-dire qu'il soit infallible dans ses enseignements et ses décisions dogmatiques. »

Mais, comme le dit plus loin le même auteur : « Ce qui sauve le protestantisme d'un complet émiettement des notions du christianisme, d'une totale anarchie des intelligences, c'est que, en fait, il procède exactement comme le catholicisme. En effet, il a un corps de pasteurs qui se croient établis pour instruire les fidèles. De même que nos prêtres, ces pasteurs font le catéchisme aux enfants, et ne leur disent pas de chercher par eux-mêmes, dans la lecture de la Bible, les éléments de leur créance. »

C'est cette apparence d'autorité qui prolongea l'attachement de Manning à l'Eglise anglicane. Il ne rompit le lien que le jour où elle-même donna la mesure de sa subordination envers le pouvoir politique de l'Etat.

Dès lors, il comprit que l'anglicanisme n'était plus qu'une ruine, et entra franchement dans le port où il se sentait poussé :

« Rome, centre de l'Église, une, sainte, visible, infaillible (1). »

(1) Correspondance. — V. Thureau-Dangin, *La conversion de Manning*.

DEUXIÈME PARTIE

MANNING ET LE LIBÉRALISME

I

AVANT L'ÉPISCOPAT

Manning ne s'était pas fait d'illusions sur les conséquences du parti qu'il avait pris. On y chercherait vainement quelque mobile humain. C'était un brisement de son passé, la rupture avec ceux de sa famille et de ses amis qui ne suivaient pas son exemple, le sacrifice de la haute situation qui lui était promise. « Je pensais, écrivait-il alors, que ma vie était finie. » C'était, au contraire, une vie féconde et brillante qui s'ouvrait devant lui, dans un monde nouveau.

Le cardinal Wiseman l'avait accueilli avec un vif empressement. Il ne lui avait pas dit, comme Mgr Griffithe à Georges Ward : « Nous sommes heureux de vous souhaiter la bienvenue, M. Ward ; du reste, nous n'avons rien à vous donner à faire. » Wiseman connaissait trop la valeur des hommes qui venaient à l'Eglise, pour ne pas les mettre à l'œuvre sans retard.

Une des impressions les plus pénibles que Manning avait ressentie en abjurant,

c'était qu'il n'avait pas été investi par l'ordination anglicane du caractère sacerdotal, et qu'il devait recevoir une nouvelle consécration pour être prêtre du Christ. Le cardinal ne le laissa pas longtemps dans l'attente. Manning, confirmé le 13 avril, recevait en deux mois la tonsure, les ordres mineurs, le sous-diaconat, le diaconat et la prêtrise. Le 16 juin, il disait sa première messe assisté du P. de Ravignan, dans l'église des Jésuites de Farm Street. On cite à ce propos, un passage bien curieux de sa correspondance, qui donne une idée des répugnances qu'il avait dû surmonter pour passer de l'anglicanisme à la confession romaine : « Dieu sait, écrivait-il, ce qu'il m'en a coûté d'être un prêtre, de faire l'œuvre d'un prêtre, de porter le nom de prêtre, ici, au milieu de parents et d'anciens amis, dans le monde où je vivais auparavant. Personne, je crois, ne souffrait davantage de ce genre d'épreuve... Je me décidai seulement par la conviction où j'étais que mon salut dépendait de mon empressement à répondre aux appels de la grâce. »

Il eut à subir une autre épreuve, quelque peu mortifiante pour l'amour-propre du prédicateur à la mode, du brillant clergyman

qui, la veille, était revêtu des dignités ecclésiastiques. Il fallait retourner à l'école, et recommencer ses études à l'âge de quarante-quatre ans.

Nul milieu ne convenait mieux que Rome, la source de toutes lumières. De précieuses consolations lui étaient réservées. Il fut accueilli avec une joie paternelle par Pie IX, qui s'écria en le voyant entrer : « *Vi benedico con tutto il mio cuore, in tuo egresso e in tuo ingresso,* » et, de ce jour, le reçut dans son intimité.

Pendant trois années, interrompues à l'époque des grandes chaleurs par des voyages à Londres, il se livra à de fructueuses études à l'*Accademia dei nobili ecclesiastici*, et fut mis en relations avec des personnages éminents, le R. P. Becks, général des jésuites, le savant Passaglia, le célèbre théologien Perrone. En 1854, il recevait le grade de docteur en théologie. Il était prêt pour l'action ; le cardinal Wiseman l'attendait.

C'est une des grandes figures de l'époque que celle du cardinal Wiseman. Il joue dans les événements qui s'accomplissent alors dans le monde anglican, un rôle aussi direct qu'actif, et peut être considéré comme ayant

été entre les mains de la Providence, l'agent le plus efficace du mouvement qui a ramené tant d'âmes à l'Eglise.

Nicolas Wiseman est né en 1802 à Séville, d'une famille d'origine anglaise qui, depuis longtemps, s'était établie en Espagne pour y faire du commerce. Ramené, tout enfant, en Angleterre par sa mère devenue veuve, il fit ses premières études au collège catholique d'Ushaw, et de là fut envoyé à Rome à l'âge de seize ans, avec une colonie de jeunes gens, au moment de la réouverture du Collège anglais. Ses brillantes qualités le mirent bientôt en évidence, il fut reçu docteur en théologie en 1824, ordonné prêtre en 1825 et nommé recteur du Collège anglais en 1828.

La destinée semblait devoir le fixer dans la capitale du monde catholique où son âme s'ouvrait à toutes les beautés artistiques et religieuses qu'elle renferme. C'est là qu'il puisa les éléments de ce livre admirable qui a fait époque, et suffirait à la réputation d'un écrivain, *Fabiola ou l'Eglise des catacombes*. Dans sa situation, il était à même de rendre de notables services aux catholiques anglais qui séjournaient à Rome.

C'est ainsi qu'un jour il reçut la visite de

Newman et de Froude, et eut avec eux un long entretien, qui fit soudain naître dans son âme l'espérance d'une renaissance catholique en Angleterre. Cette rencontre eut lieu pendant l'hiver de 1833. Au mois de septembre de la même année, à la suite du bill qui supprimait dix évêchés en Irlande, paraissait le premier *Tract for the time*, écrit par Newman, dénonçant l'usurpation de l'Etat sur les droits de l'Eglise ; le mouvement d'Oxford prenait naissance. Wiseman fut des premiers à en pressentir les effets ; une nouvelle carrière s'ouvrait à son activité, travailler à faire refleurir le catholicisme en Angleterre.

Dès lors, toute sa vie se concentre dans cette œuvre d'apostolat. A la fin de 1835, il arrive à Londres, et commence tout de suite pendant l'Avent, dans la chapelle sarde, une série de lectures à l'usage des protestants. Encouragé par le succès, il prêche le carême suivant, dans l'Eglise de Moorfields, au milieu d'un nombreux auditoire attiré par le charme de sa parole. Il suit attentivement le mouvement tractarien, et saisit habilement chaque occasion qui se présente pour le diriger et l'éclairer, sans le compromettre par

une adhésion trop ouverte. Après être retourné à Rome où le rappelaient ses fonctions de recteur du Collège anglais, il revient définitivement se fixer en Angleterre, en qualité de vicaire apostolique du district de Londres et président du collège d'Oscott.

Vers cette époque, venait de paraître le fameux tract 90 sur les *39 articles*, qui attira les foudres de l'Eglise anglicane.

Wiseman adresse à Newman des lettres pleines de déférence où il défend Rome contre d'injustes imputations, et marque le caractère incomplet de la *via media* ; il attire doucement ceux des tractariens qui lui paraissent les plus enclins à se déclarer franchement catholiques, et d'autre part, s'efforce de calmer les défiances de ses coreligionnaires envers la nouvelle école ; il accueille les premiers élus de la grâce, tels que Bernard Smith, recteur de Leadenham, dont la conversion fit grand bruit ; enfin, quand Newman eut consommé son sacrifice, il le reçoit à Oscott pour lui conférer le sacrement de confirmation, et lui offre, avec ses compagnons, une retraite à laquelle est donné le nom gracieux de Maryval.

La conversion de Newman était un événe-

ment de haute portée, mais n'apportait pas un concours actif dans le ministère sacerdotal. Wiseman comptait sur Manning.

Il l'avait vu, lors de son premier voyage à Rome, en 1838 ; rien alors ne faisait prévoir la vocation future du jeune recteur de Lavington. Mais, après la conversion de Newman, les discours et l'attitude de Manning trahirent les doutes qui gagnaient son esprit, et n'échappèrent pas à la perspicacité de Wiseman qui, dès lors, ne négligea rien pour assurer à son église la conquête de cette âme d'élite.

La nature d'esprit de Manning le désignait pour un rôle actif et militant, à la différence de Newman qui exerçait une influence toute spirituelle. Comme il le confesse dans ses notes intimes, il se sentait appelé à prendre dans l'église catholique en Angleterre une situation influente, sans pourtant rien faire de lui-même pour se pousser en avant. Ses détracteurs n'ont pas manqué de l'accuser d'ambition, et, dans diverses circonstances que l'on va voir se produire, ils découvrent des mobiles d'intérêt personnel. Ce jugement est aussi faux qu'injurieux. L'ambition est une passion basse quand elle est inspirée par l'égoïsme, elle s'élève en raison de la

hauteur du but poursuivi, et de la sincérité du désintéressement. Les hommes d'action ne sont pas enclins par tempérament à s'effacer et à se tenir dans une vie contemplative. Ils ont souvent à combattre l'orgueil, à remporter sur eux-mêmes des victoires qui les fortifient pour les luttes de la vie, et c'est dans la pratique du renoncement et de la mortification qu'ils acquièrent les vertus nécessaires pour accomplir les desseins de Dieu sur eux.

Manning avait le tempérament de l'homme d'œuvres ; Wiseman le jugeait propre à l'apostolat populaire, et c'est vers cette grande mission qu'il dirigea son activité.

La population catholique ouvrière de Londres, presque complètement composée d'Irlandais, vivait dans un état misérable d'abandon religieux. Le clergé, affaibli par de longues persécutions, se tenait à l'écart, faisant le moins de bruit possible, s'accommodant d'une existence pauvre et obscure ; les prêtres desservaient les chapelles aristocratiques ou donnaient quelques missions dans les quartiers pauvres ; le catholicisme anglais se mourait de langueur. Le milieu du ^{xix}^e siècle marque une renaissance religieuse due à

un concours d'hommes et de circonstances parmi lesquelles le mouvement d'Oxford tient une large place.

C'était surtout le peuple qu'il fallait atteindre, et l'archevêque de Westminster ne trouvait pas dans l'ancien clergé les éléments d'une organisation suffisante. Les diverses congrégations qui s'étaient fondées depuis le rétablissement de la hiérarchie, ne répondaient pas par leurs aptitudes aux nécessités du moment. Il fallait créer un organisme spécial.

Manning était tout indiqué pour cette tâche. Il connaissait les besoins du peuple anglais, et avait conçu l'idée d'un ordre tenant à la fois du religieux régulier et du prêtre séculier, dont il avait étudié la constitution à San Sepolcro près de Milan. Rien de plus instructif que l'appréciation du protestant M. Francis de Pressensé sur cette fondation. Voici ce qu'il écrivait en 1896 :

« Manning aimait à faire ressortir à propos de cette création, l'immense richesse du catholicisme. Il connaît la vie religieuse dans les cloîtres, la pratique des conseils de perfection évangélique, avec ses nuances infinies, depuis la contemplation et l'adoration pures,

jusqu'au labeur manuel ou intellectuel des Bénédictins et jusqu'à la suppression presque absolue des offices de chœur et la stricte subordination des exercices du culte à l'activité externe, comme dans la Compagnie de Jésus. Il possède ces communautés de prêtres intermédiaires entre l'isolement atomique du clergé séculier et le groupement fixe des ordres, ces congrégations sans vœux. Il dispose enfin dans le clergé séculier, dans le simple prêtre, cette pierre angulaire de tout l'édifice, du plus merveilleux instrument de propagande, d'influence morale et d'obéissance hiérarchique. Quelle force dans cette variété infinie ! Quelle science du clavier spirituel et de ses touches innombrables ! Et comme on comprend que le protestantisme même le plus fidèle à l'esprit de la Réforme, tende parfois à emprunter ou à imiter ces précieux moyens d'action ! (1) »

A ces justes réflexions, il est permis d'ajouter que l'on comprend aussi le soin tout particulier que les ennemis mortels de l'Eglise apportent à détruire, quand ils sont au pouvoir, cette admirable organisation des

(1) *Le Cardinal Manning*, p. 216.

forces catholiques. Ils y réussissent parfois pour un temps, mais l'Eglise de Jésus-Christ a pour elle les promesses d'immortalité et la certitude du triomphe final.

Le nouvel institut fondé par Manning reçut le nom de Communauté des Oblats de Saint-Charles. Ses statuts, inspirés de la règle de Saint-Charles Borromée, furent soumis au Saint-Père et à la Congrégation de la Propagande, et provisoirement approuvés le 10 février 1857. Manning en prit la direction, accompagné de six prêtres avec lesquels il s'installa dans le quartier populeux de Bayswater (1). Pendant huit années, il conserva cette charge dans laquelle il déploya une merveilleuse activité, secondé par le zèle de sa communauté dont le nombre s'accrut promptement. Bientôt on vit surgir dans ce district, des églises, des écoles, des œuvres de toutes sortes spécialement destinées à la population laborieuse, et Sainte-Marie de Bayswater devint le centre d'une vie toute nouvelle pour les pauvres ouvriers.

Cet apostolat aurait suffi à remplir la vie

(1) L'approbation définitive ne fut donnée qu'en 1877, après vingt années de fructueux ministère.

d'un homme. Mais d'autres soins sollicitaient l'activité de Manning, et le préparaient à de plus hautes destinées, tout en lui réservant de rudes épreuves. Wiseman, se rendant compte du parti qu'il pouvait tirer d'un tel auxiliaire, ne lui ménageait pas le travail. Il lui confia la direction du collège de Saint-Edmund's qui tenait lieu de séminaire pour les diocèses de Westminster et de Southwark, et, en 1857, juste six ans après sa conversion, Pie IX le nommait prévôt du chapitre de Westminster.

Cette double promotion fit des mécontents dans l'ancien clergé catholique quelque peu ému de voir un nouveau venu si rapidement pourvu de charges importantes. Le zèle entreprenant des convertis effarouchait ces excellents prêtres habitués à une vie plus calme. L'évêque de Southwark lui-même, appuyé par les membres du Chapitre de Westminster, fit appel en Cour de Rome contre la nomination de Manning, comme supérieur du collège de Saint-Edmund's, et en obtint l'annulation pour vice de forme.

Ainsi se formait un parti d'opposition contre le gouvernement spirituel du cardinal Wiseman, qui rencontrait, jusque dans son

entourage, de l'hostilité et de la malveillance.

En 1856, il avait cru devoir se faire donner un coadjuteur avec succession éventuelle, et son choix était tombé sur Mgr Errington créé à cet effet, archevêque *in partibus* de Trébisonde. Cette nomination fut pour lui la source de nombreuses difficultés.

Mgr Errington était un prélat d'ancienne souche catholique, justement estimé pour sa science et sa vertu, mais attaché aux vieilles méthodes, et peu favorable aux œuvres militantes. Dès le principe, il se mit en contradiction avec le cardinal, et ne cessa de susciter des entraves à l'administration diocésaine. Les chanoines, soutenus par lui, voulurent réviser les règles de la congrégation des Oblats de Saint-Charles, s'ingérer dans les actes de l'archevêque; ils allèrent jusqu'à colporter des pétitions contre lui, le tout dans les meilleures intentions du monde, comme on voit les gens à idées étroites et rétrogrades, se faire un devoir de conscience d'entraver l'action des ardents.

Wiseman fatigué et vieilli, souffrait cruellement de cette opposition. Pour la réduire, il donna toute sa confiance à Manning. Dès

lors, commença une lutte opiniâtre, d'autant plus difficile que le coadjuteur était soutenu par des personnages influents de l'entourage du Pape, et avait pour lui la possession d'état, chose très respectée suivant la tradition de la Cour de Rome. Dans cette lutte, Manning déploya toute l'énergie de son caractère et les ressources de son talent, soutenu par la conviction profonde que la double qualité de coadjuteur et de successeur, conférée à Mgr Errington, était un dangereux obstacle au développement du catholicisme en Angleterre. La question personnelle se compliquait ainsi d'une question de principe qui la portait à une extrême acuité.

Pour en finir, le cardinal Wiseman demanda à Rome de relever M. Errington de sa charge de coadjuteur avec succession future. La négociation fut laborieuse. Le coadjuteur avait pour lui le cardinal Barnabo, préfet de la Propagande. Manning s'était ménagé le concours de Mgr Talbot, un des convertis de Newman, camérier du Saint-Père, avec qui il échangea une volumineuse correspondance, dans laquelle se révèle la vivacité de la lutte. La Propagande provoqua la réunion d'un synode des évêques anglais, pour tran-

cher les différends existants entre le chapitre et l'archevêque. Celui-ci se décida à faire le voyage de Rome, où Manning vint le rejoindre.

Errington se défendait de toutes ses forces. Il fallut, pour terminer l'affaire, que le Pape intervînt de son autorité suprême, et fit droit à la demande du cardinal Wiseman. Mgr Errington se soumit avec une louable docilité.

Il n'entre pas dans le plan de cette étude, de rapporter toutes les particularités de la vie si remplie de Manning. Si l'on s'est arrêté sur cet incident, c'est qu'il a servi de thème à de sévères critiques contre le défenseur de Wiseman. Il a été accusé d'avoir mené de sourdes intrigues, et d'avoir agi par ambition personnelle. Jusqu'à un certain point, les apparences sont contre lui ; tandis qu'il travaille à délivrer le cardinal d'un collaborateur gênant, sa propre situation grandit. Nommé procureur par le cardinal, en 1859, il est créé protonotaire apostolique, revêtu de la prélature en 1860, et déjà on peut entrevoir pour lui l'ouverture de la succession dont il a évincé Errington.

L'événement devait réaliser ces prévisions.

Après cinq années d'affaiblissement progressif, Wiseman mourait, et, le 30 avril 1865, Pie IX désignait Henry-Edouard Manning comme archevêque de Westminster.

Cette élévation rapide pourrait donner raison aux imputations malveillantes, si elle avait été l'objectif direct des actes de celui qui devait en bénéficier. Tel n'est pas le fait. Manning a été porté au faite des dignités ecclésiastiques par des circonstances qu'il n'a pas cherchées. Son devoir était de ne pas se dérober aux responsabilités, et d'accepter sans faiblesse le rôle qui lui était dévolu. Le but était le bien de l'Eglise et non son propre avancement. Pour atteindre ce but, il a dû multiplier les efforts et les démarches, employer les influences ouvertes ou cachées, détruire les préventions, rectifier les erreurs; on s'explique sans peine que l'énergie de son attitude et le talent par lui déployé l'aient mis en évidence et signalé au Souverain Pontife, comme le plus apte à diriger le mouvement de renaissance catholique en Angleterre.

En lui confiant cette haute mission, le Pape avait obéi à une inspiration divine, comme il le contait lui-même en recevant le nouvel archevêque : « Au milieu des objec-

tions qu'on faisait à votre élévation, lui disait-il en souriant, j'entendais toujours une voix répéter à mon oreille : « Mettelo li, mettelo li. »

L'événement justifia le choix de Pie IX, et le ministère épiscopal de Manning, dans sa longue durée de près de trente années, marque une période florissante pour les œuvres.

Nous n'entreprendrons pas d'entrer dans le détail de cette vie laborieuse, même par une simple énumération. La tâche était immense dans cette grande nation anglaise privée pendant trois siècles d'une organisation régulière de l'action catholique. Œuvres d'éducation, institutions de bienfaisance, œuvres hospitalières, enseignement religieux, formation des prêtres, fondations d'églises, missions paroissiales, rien n'échappe à son zèle infatigable.

Cependant, ces absorbantes occupations ne ralentissaient en rien son activité intellectuelle. Nous allons le voir, aussitôt après sa conversion, en présence des difficultés nées de divergences d'opinions entre les catholiques, sur la question de liberté. La même fidélité au principe d'autorité qui avait dé-

terminé sa rupture avec le protestantisme, guidera son attitude dans ce qu'on peut appeler la crise du libéralisme.

LE LIBÉRALISME

Le libéralisme catholique proprement dit est d'origine française. Il est né après la révolution de 1830, alors que le mot de liberté, oublié pendant quelque temps sous le coup d'autres préoccupations, avait recouvré son prestige, et consacrait la gloire des héros de juillet.

Le mot de liberté a des sens variables, suivant l'idée qu'on y attache. Les Jacobins le comprenaient à leur manière, quand ils donnaient le choix entre « la liberté ou la mort. » Les libéraux de 1830 en faisaient surtout le symbole de l'affranchissement du « parti prêtre » et de la « Congrégation ». Une nouvelle formule allait naître : « la Libre Pensée. »

Ce terme nouveau exprime une chose ancienne, la faculté laissée à l'homme de ne pas se soumettre à la loi divine, et son histoire est celle de toutes les rébellions, depuis la rébellion originelle, jusqu'à la rébellion

finale, qui est la négation même de Dieu.

Dieu s'est manifesté au monde par la première révélation dont la tradition a été conservée par le peuple qu'il s'était choisi, jusqu'au jour où le Christ est venu apporter la loi nouvelle, et constituer un corps enseignant sous la forme visible de son Eglise avec son chef, sa hiérarchie, et la certitude absolue du dogme qu'elle professe.

C'est de cette autorité suprême que la « libre pensée » prétend s'affranchir par les seules forces de la raison humaine en possession du « libre examen ».

Toutes les hérésies, tous les schismes, toutes les réformes, toutes les révolutions n'ont pas d'autre principe que celui-là, et la conclusion logique de ce principe est la suppression de l'autorité de l'Eglise catholique comme attentatoire à la liberté humaine.

Alors interviennent les catholiques libéraux. La liberté, disent-ils, est le droit pour chaque homme de penser, de croire et d'agir suivant l'inspiration de sa raison et de sa conscience. Nous reconnaissons à chacun l'usage de ce droit, mais en revanche nous le demandons pour nous-mêmes. Nous ne prétendons aucunement imposer à autrui tel

dogme ou telle pratique religieuse, et nous ne réclamons pour l'Eglise que le droit commun.

Comme gage de ce détachement de toute velléité de domination temporelle, Lamennais préconise la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; plus de concordats, plus de religions privilégiées ; liberté en tout et pour tous ; la vérité triomphera par sa seule puissance. Une pléiade d'orateurs, d'écrivains se forme autour du maître. Mais celui-ci dépasse la mesure. L'encyclique *Mirari vos*, du 15 août 1832, signale le danger ; la jeune école, sauf son chef, prouve la sincérité de ses sentiments en se soumettant. Plus tard elle se reforme pour mener la campagne de la liberté d'enseignement avec des hommes qui s'appellent Lacordaire, Montalembert, Falloux, Dupanloup, Broglie, Augustin Cochin, Foisset. Cependant une autre école se levait plus réservée sur les bienfaits de la liberté, plus soucieuse d'affirmer la suprématie du Saint-Siège, et qu'on nomma le parti ultramontain. L'*Univers* en fut l'organe, avec des écrivains tels que Louis Veuillot, Dulac, Dom Guéranger et des évêques tels que Mgr Parisis, et Mgr Pie.

La querelle fut vive et de longue durée, elle prit un caractère aigu lorsque Montalembert eut prononcé, au congrès de Malines, en août 1869, ses retentissants discours sur l'« Eglise libre dans l'Etat libre », et « la liberté des cultes ». Mais Montalembert et ses amis étaient des catholiques sincères ; la solidité de leur foi les garantissait contre toute velléité de rébellion. Il n'en fut malheureusement pas de même en Allemagne. L'année suivante, au congrès de Munich, le libéralisme s'accrut dans le sens révolutionnaire, les hardiesses de langage devinrent des témérités, et le schisme de Dœllinger consumma la rupture avec Rome.

Manning assistait au congrès de Malines, avec le cardinal Wiseman et Robert Wilberforce. Il n'y tint pas un rôle prépondérant, s'effaçant derrière son chef hiérarchique ; mais il se déclara nettement ultramontain. Cette note convenait à son tempérament et à son éducation catholique. Il avait vu d'assez près les abus du libéralisme pour ne pas s'exposer à de nouvelles déceptions. Ce n'était pas après avoir été conquis à l'Eglise romaine par le principe d'autorité, qu'il allait se laisser aller aux séductions de ce

qu'on appelle les idées modernes. Cette tendance, il la trouvait en Angleterre sous une autre forme qu'en France, mais dérivant de la même idée. Elle avait pour organe le *Rambler*, revue dirigée par Richard Simpson, sir John Acton et plusieurs convertis de l'école d'Oxford. Cette publication d'un caractère plus scientifique que doctrinal, affectait une complète indépendance de l'autorité religieuse, et un certain dédain de la tradition. Le cardinal Wiseman s'était inquiété de ces allures aventureuses, et leur avait opposé la *Revue de Dublin*, sous la direction du fougueux Ward. Manning ne pouvait se désintéresser de la lutte. Lorsque se posa la question du pouvoir temporel du Pape, après la guerre d'Italie, il prit ardemment parti pour l'affirmative, et donna une série de conférences qui furent publiées en volume. Le *Rambler* en fit une critique défavorable, et soutint que dans son zèle pour le Pontife romain, Manning avait érigé en dogme ce qui ne relevait que du domaine de la politique. Cette polémique fut très sensible à Manning qui crut y voir un acte d'hostilité de la part de Newman. Le fait était inexact, comme Manning le sut plus

tard, mais l'impression du moment ravivait le dissentiment qui existait déjà entre les deux grands convertis.

Newman vivait très retiré au milieu de la communauté d'Edgbaston, absorbé dans la prière, l'étude et la direction des âmes. Les écrivains du *Rambler* avaient recherché sa collaboration. Sans approuver toutes leurs idées, ni surtout le ton de certaines polémiques, il la leur avait accordée, pensant, par son influence, les maintenir dans une note juste et modérée, dans cette *via media* qui avait toujours été son objectif préféré.

Il prit même pendant quelque temps la direction de cette revue. Son esprit, rompu à toutes les subtilités du raisonnement, pénétrait avec un soin scrupuleux la pensée d'autrui, sans chercher à atténuer la force des arguments contraires, dans le but de donner plus d'autorité à sa réfutation. Il écrivait à ce propos : « Je sens vivement la grande injustice de ceux qui, après s'être complus à mettre en avant leurs vues particulières, accusent de manquer à la paix et à la charité, ceux qui ainsi provoqués, se croient obligés de montrer qu'il y a une autre opinion sur ce sujet, et que de bons

catholiques la professent (1). » C'est la méthode objective, celle que l'on devrait toujours employer dans la polémique entre catholiques, et qui préviendrait bien des malentendus et des querelles déplorables.

Mais la méthode subjective est plus généralement suivie, et le désir de faire pénétrer sa propre conviction fait perdre de vue le soin de saisir les motifs qui inspirent la conviction d'autrui. Cette différence de méthode dépend parfois du plus ou moins de confiance que chacun peut avoir dans la rectitude de son propre jugement. La défiance de soi-même est une garantie de prudence, mais elle peut nuire à la netteté des affirmations, et ressembler à des défaillances partielles. Ce fut le cas de Newman, et la cause de sa mésintelligence avec Manning (2).

Celui-ci n'hésitait pas à reconnaître qu'il

(1) Lettre à Oakeley, citée par M. Thureau-Dangin.

(2) Newman se défiait beaucoup de lui-même. Son esprit méditatif redoutait les surprises de la polémique. On raconte qu'un jour un protestant voulait entamer avec lui une discussion politique et religieuse. Il répondit qu'il avait peu de talent pour la controverse, mais que, ses amis lui reconnaissant une certaine disposition pour le violon, il s'offrait à donner la réplique par un air de cet instrument. (Lucie Félix-Faure. *Newman, sa vie et ses œuvres*).

devait à Newman le bienfait de la foi intégrale, mais, une fois son parti pris, il n'admettait ni hésitations ni réserves, et considérait les ménagements comme des concessions dangereuses. Le libéralisme du *Rambler* constituait à ses yeux un manque de soumission à l'autorité de l'Eglise ; le fait pour Newman d'avoir prêté à cette publication le concours de son nom et de son talent, le mettait en suspicion vis-à-vis d'un grand nombre de catholiques, et affaiblissait les liens d'amitié qui avaient uni Manning à l'illustre converti d'Oxford. Ces dissentiments eurent des conséquences regrettables. Newman était proposé à Rome pour être élevé à la dignité épiscopale. Manning avait usé de son influence en sa faveur. A ce moment, parut dans le *Rambler* un article dans lequel Newman discutait une thèse sur la question non encore définie, de l'infailibilité. Dénoncé à Rome, il fut invité à donner des explications. Il s'empressa de répondre, mais son mémoire, par suite d'une négligence malencontreuse, ne parvint pas à destination ; dès lors il ne fut plus question de sa promotion à l'épiscopat.

Peu de temps après cette époque, le *Ram-*

bler changea de titre, et prit celui de *Home and foreign Review*, tout en continuant ses allures indépendantes, qui ne firent que s'accentuer à l'occasion des congrès de Malines et de Munich. Frappé de censures épiscopales, cet organe ne tarda pas à disparaître, justifiant ainsi les craintes inspirées par les tendances de sa rédaction. A ce moment, il y avait déjà plusieurs années que Newman s'en était retiré ; déjà, en 1861, lors de l'attaque dirigée contre l'ouvrage de Manning sur le Pouvoir temporel, il était depuis plus d'un an étranger à sa rédaction ; mais, de son ancienne collaboration, il resta longtemps une certaine cause de défiance qui se manifesta dans plusieurs circonstances graves.

Il avait formé le projet d'établir à Oxford même, près de l'Université protestante, un collège à l'usage de la jeunesse catholique ; encouragé par Mgr Ullathorne son évêque, il avait acheté un terrain destiné à y créer cet établissement. Mais il se heurta contre l'opposition de Manning qui voyait un danger sérieux dans le contact des étudiants catholiques avec les protestants. Newman, comprenant qu'il ne serait pas soutenu, retira sa proposition, et abandonna son terrain.

D'ailleurs, en ce moment, une autre préoccupation l'absorbait. violemment attaqué dans une revue protestante, le *Macmillan's Magazine*, qui l'accusait de duplicité, et le diffamait outrageusement sur le fait de sa conversion, il résolut de répondre d'une façon décisive, et publia, sous le titre d'*apologia pro vita sua*, un mémoire en défense dont le retentissement fut immense, et qui retourna en sa faveur l'opinion des anglais jusque là prévenue contre la sincérité de sa conversion. En même temps, cet ouvrage réduisait à néant les calomnies élevées contre le catholicisme romain.

« Tous les témoignages contemporains, écrit M. Thureau-Dangin, constatent l'effet extraordinaire produit par l'*Apologia*. La parole de Newman va au cœur de l'Angleterre, et, d'un seul coup, retourne complètement l'opinion. S'il y a encore quelques voix discordantes, elles sont étouffées et couvertes par l'applaudissement universel. Jamais livre, croyons-nous, n'a eu un tel résultat (1). »

(1) La Renaissance catholique en Angleterre. *Correspondant*, 1902, p. 257.

Manning ne put évidemment rester insensible à l'effet de cette publication. Il apprécia la valeur du document, mais il craignait les conséquences d'un enthousiasme trop vif, à cause de certaines tendances accusées dans la dernière partie de l'*Apologia*, à propos de la querelle entre le *libéralisme* et l'*ultramontanisme*.

Les pages consacrées à ce sujet délicat manifestent la volonté de se tenir dans une prudente réserve, et d'éviter le reproche d'exagération dans un sens ou dans l'autre. Newman affirme nettement sa foi, sa soumission au dogme catholique, notamment à celui de l'infailibilité de l'Eglise.

« Je me soumets, dit-il, aux traditions de l'Eglise universellement reçues, dans lesquelles se trouve la matière des nouvelles définitions dogmatiques qui sont faites de temps en temps, et qui sont, à toutes les époques, le vêtement et la manifestation du dogme catholique déjà défini. Et je me soumets à ces autres décisions du Saint-Siège, théologiques ou non, prononcées par les organes qu'il a lui-même désignés ; lesquelles, même si je laisse de côté la question de leur infailibilité, et si je les considère au point

de vue le moins élevé, se présentent à moi avec un droit à être acceptées ou obéies. »

Mais Newman écrit pour des protestants ; il ne veut pas laisser croire que le principe d'autorité étouffe la liberté intellectuelle. Il insiste sur ce fait historique, que les définitions dogmatiques ne portent que sur des vérités depuis longtemps étudiées et reconnues. Il conclut ainsi :

« Chaque fois que l'infaillibilité s'exerce, son action résulte d'une opération intense et variée de la raison, agissant à la fois comme son alliée et son adversaire ; son œuvre accomplie, elle provoque, à son tour, une réaction de la raison contre elle ; et, comme, dans un gouvernement civil, l'Etat existe et se soutient par le moyen de la rivalité et de la collision, des empiètements et des défaites des partis qui le composent, de même, la chrétienté catholique n'est pas une simple manifestation d'absolutisme religieux, mais présente un spectacle continu de l'autorité et du jugement privé, avançant ou reculant alternativement, comme le flux et le reflux de la marée. »

Ces réserves étaient inspirées par le désir de l'auteur de ne pas heurter trop vivement

le sentiment du public auquel il s'adressait, de se tenir dans cette *via media* qu'il avait toujours cherchée. Manning ne s'arrêtait pas à ces raisons de prudence. Il y voyait un amoindrissement de la doctrine, une facilité laissée aux anglicans « de rester où ils sont (1). » Ainsi s'accentuait le dissentiment qui devait longtemps régner entre les deux chefs avérés du catholicisme en Angleterre.

La question posée entre le libéralisme et le principe d'autorité, devait bientôt recevoir une solution dans l'Encyclique *Quanta cura*, condamnant un certain nombre d'erreurs énumérées dans le *Syllabus*. Le document pontifical venait à temps pour mettre fin, sinon aux divergences d'idées, du moins à une polémique trop ardente, et la discussion porta sur une interprétation plus ou moins sévère de la parole pontificale.

Manning ne fut pas, on le pense bien, de ceux qui cherchèrent à atténuer la portée du *Syllabus*; il l'accepta comme un bienfait, persuadé que l'autorité de l'Eglise y puiserait une nouvelle force, et le publia avec empressement dès son premier synode diocésain.

(1) M. Thureau-Dangin, *loc. cit.*

Bientôt l'occasion allait se présenter pour lui de soutenir énergiquement contre les tendances du libéralisme, la suprématie spirituelle du Vicaire de Jésus-Christ.

MANNING AU CONCILE DU VATICAN

Un concile œcuménique était annoncé dans toute la chrétienté, et la première question était celle de l'infaillibilité du Pape. Manning fut un des évêques désignés pour rédiger une adresse au Souverain Pontife, exprimant les espérances inspirées par le projet du concile.

Dès lors, il joua un rôle prépondérant dans la préparation et les délibérations de l'illustre assemblée, dont son ouvrage, publié en 1877, *l'Histoire vraie du concile du Vatican*, donne un historique détaillé. Ce volume, précédé d'une autre publication intitulée : *Petri privilegium*, contenant les mandements dans lesquels il exposait la doctrine de l'infaillibilité, forme un ensemble très complet sur la matière.

La période la plus vive de l'opposition fut celle qui précéda le concile. En France, Mgr Maret, Mgr Dupanloup, et avec eux tout

le parti des catholiques libéraux, manifestaient la crainte de voir émettre des propositions contraires à ce qu'on appelle les idées modernes. Ils voyaient un danger pour l'Eglise dans une affirmation trop formelle de l'autorité du Pape, à l'encontre de celle des conciles œcuméniques. En Allemagne, parut un livre très agressif contre Rome, signé *Janus*, nom sous lequel se masquait Dœllinger, et dans lequel l'auteur insinuait qu'il était du devoir des gouvernements civils de mettre obstacle aux entreprises des ultramontains. Cet appel au pouvoir séculier au nom de la liberté, est assez en usage chez les libéraux de ce genre. L'ancien parti du *Rambler*, dirigé par lord Acton, s'agitait en Angleterre pour propager ces idées. Newman, sans prendre parti contre l'infailibilité, penchait plutôt pour l'abstention, et estimait qu'une définition serait contraire à l'opportunité. Le mot était en situation. Il évitait de formuler un désaccord sur le fond, mais permettait de blâmer certaines rigueurs, et surtout de se défendre contre le reproche de taxer d'exagération et d'imprudence le « parti exagéré et violent qui exalte les opinions jusqu'à en faire des dogmes, et qui a surtout

à cœur de détruire toute école de pensée autre que la sienne. »

« Un tel état de choses, écrit-il, peut être, pendant qu'il existe, irritant et décourageant pour deux ordres de personnes : pour les hommes modérés qui voudraient réduire, autant que loyalement elles peuvent l'être, les différences entre les opinions religieuses, et aussi pour ceux qui perçoivent vivement les maux de leur époque, et sont honnêtement avides d'y remédier. »

On pourrait dire que toute la pensée, toute la vie de Newman se résume dans ces mots : « Réduire autant que possible les différences entre les opinions religieuses. » La *via media* est l'idéal des esprits modérés et délicats, des natures impressionnables au contact des difficultés extérieures. Cette expérience qu'il avait tentée entre le protestantisme et le catholicisme, il la renouvelle entre les opinions divergentes qui partagent les catholiques, et, sans cesse dominé par la crainte de heurter les dissidents, il penche du côté libéral.

Nul ne peut nier que ces tendances conciliatrices ne soient séduisantes et riches d'espérances ; il n'est pas étonnant que les

plus brillantes intelligences se soient laissé entraîner à cet attrait de la tolérance et de la liberté si propice aux succès oratoires, si favorable aux luttes parlementaires. En France, le parlementarisme, après quelques années d'obscurcissement, reprenait sa vogue, et fondait l'Empire libéral.

L'illusion ne fut pas de longue durée, le réveil fut cruel.

Et cependant, telle est la magie des mots, qu'après trente-cinq ans de décevantes expériences, la formule du libéralisme exerce encore sa séduction sur ceux mêmes qui en ont éprouvé l'insuffisance.

En mai 1904, à l'heure où un gouvernement sectaire obtenait d'un parlement asservi les lois les plus tyranniques, le ministre de l'Empire libéral, M. Emile Ollivier en personne s'écriait au milieu d'une brillante assemblée.

« Maintenant, catholiques, permettez-moi de m'expliquer avec vous en toute franchise. J'ai eu, dans ma carrière, l'occasion, qui n'a été donnée à aucun homme dans nos temps, de témoigner à l'Eglise, par des faits et non par des mots, mon respect de ses droits légitimes : pouvant troubler ou empêcher un

concile œcuménique, j'ai contribué de toute ma force, et avec succès, à lui assurer la plus grande liberté qu'aucune réunion d'évêques ait jamais obtenue dans le monde. Vous pouvez donc m'écouter sans défiance.

» Vous êtes dans un moment critique ; évidemment, l'attaque contre vous s'annonce et se dessine : avec un instinct sûr, vous avez compris qu'à l'oppression prête à étendre la main sur vous, vous deviez opposer le talisman qui dompte les monstres : La liberté !

» On n'a pas fait à votre appel l'accueil que vous espériez. Je vous dirai pourquoi sans périphrase : on doute de votre sincérité libérale. Que d'esprits nobles et courageux, quoique sachant que, la liberté de quelqu'un menacée, la liberté de tous est en péril, hésitent cependant à se jeter à corps perdu dans votre bataille ! Combien m'ont dit : « Ce n'est pas la liberté qu'ils veulent, c'est leur liberté, pour détruire la nôtre ; ce qu'ils appellent la tolérance, c'est le regret de ne pouvoir être intolérants ; après la condamnation de Montalembert, peut-on douter que si, dans l'opposition, ils nous réclament la liberté parce que c'est notre principe, ils

nous la refuseraient, étant au pouvoir, parce que c'est le leur.

» Cependant, sans le concours de tous les libéraux, même de ceux en dehors de votre communion, vous ne trouverez pas dans l'invocation de la liberté la force que vous en attendez. Attachez-vous donc à vous assurer ce concours d'un prix inestimable, en dissipant les défiances qui le retiennent. Vous avez opéré une première évolution ; du *non* intransigeant de la thèse, vous avez passé au *oui* conditionnel de l'hypothèse. Opérez-en une seconde : convertissez ce *oui* conditionnel en un *oui* ferme, et donnez aux condescendances de l'hypothèse, politiquement parlant, bien entendu, le caractère définitif de la thèse. Plus d'exhumation, par le désir, d'un ancien régime dont il ne doit plus être question, plus d'anathèmes contre les principes sains de la Révolution ; inspirez à tous la conviction que le droit invoqué pour vous serait celui appliqué aux autres, que la liberté ne serait pas, comme elle a été pour les révolutionnaires, une arme rejetée après avoir servi ; n'invoquez plus la Déclaration des droits comme un stratagème, signez-la comme la règle inviolable de votre conduite ;

que personne ne doute plus que vous ne guettez pas l'occasion propice de reprendre ce que vous avez concédé. Répétez à pleine bouche les paroles sublimes de Montalembert : « Le bâillon enfoncé dans la bouche » de quiconque parle d'un cœur pur pour dé- » fendre sa foi, je le sens dans mes propres » lèvres et j'en frémis de douleur. Je trouve » également odieux l'inquisiteur espagnol di- » sant à l'hérétique : crois ou meurs ; et le » terroriste français, disant à mon grand-père : » liberté, fraternité ou la mort. La conscience » humaine a le droit qu'on ne lui pose plus de » ces hideuses alternatives. »

» Que de fois, exprimant ces vues à de pieux et doctes religieux et ecclésiastiques, ils les ont accueillies d'une manière presque enthousiaste, quand eux-mêmes n'avaient pas précédé mes confidences par les leurs ! Et plus d'un a ajouté : « Que voulez-vous ! nous n'avons pas la liberté d'exprimer ces idées ; vous qui n'êtes enchaîné par aucune discipline, dites-le. — C'est pourquoi je vous le dis (1). »

(1) Passage du discours prononcé par M. Emile Ollivier à la réunion de la rue de Grenelle, reproduit par le *Gaulois* du 21 juin 1904.

Rien ne saurait mieux mettre en relief la persistance de l'*illusion libérale* qu'un tel discours prononcé par un tel orateur, en de telles circonstances. Cette citation suffit ; la thèse est jugée. A l'Eglise, victime d'injustes spoliations, on vient dire : Promettez de ne pas condamner l'erreur et de ne pas réprimer le mal, si vous avez le pouvoir : mettez sur le même pied le crime et le bienfait, le vice et la vertu, alors nous serons persuadés de vos bons sentiments, et nous vous rendrons vos biens et vos droits. Il est clair que l'Eglise ne peut prendre des engagements qui seraient la négation de sa mission divine d'enseignement. Mais, voulût-elle se prêter aux dernières concessions, elle se trouverait toujours en présence d'un ennemi mortel dont la volonté secrète est de la supprimer, comme la négation supprime l'affirmation. On ne plaide pas devant l'exécuteur.

Tel est le réel caractère du libéralisme. Chez l'ennemi il est un mensonge ; chez les catholiques il est une duperie.

On a pu remarquer dans le passage qui précède, que l'ancien ministre de l'Empire libéral se fait honneur de n'avoir ni empê-

ché, ni troublé le concile du Vatican. Il semblerait que ce respect du droit de l'Eglise de réunir ses chefs spirituels, n'eût rien que de très naturel ; cependant il est certain que la question a été posée entre les gouvernements. Le prince de Hohenlohe, premier ministre de Bavière, avait demandé au gouvernement anglais de provoquer une conférence internationale pour protéger les sujets catholiques de chaque pays contre ce qu'on appelait les empiètements du Concile.

Il fallut toute l'habileté diplomatique de Manning pour déjouer cette intrigue. Aidé du loyal concours de l'agent diplomatique officieux d'Angleterre, Odo Russel, qui, vivant à Rome dans son intimité, renseignait le Ministre des Affaires étrangères, il l'emporta au Cabinet de Saint-James sur l'influence de Gladstone que poussait lord Acton, et obtint que le Cabinet bavarois retirât sa proposition ; nulle autre puissance ne la reprit. C'est à cet incident que M. Emile Ollivier faisait allusion.

Désormais, à l'abri de l'ingérence politique de l'étranger, la haute Assemblée pouvait poursuivre ses délibérations. Tout l'effort de l'opposition porta sur l'inopportunité d'une

définition de l'infailibilité pontificale. Les arguments de fond avaient été épuisés dans les discussions préparatoires. Le livre de *Janus* avait donné lieu à des réfutations victorieuses ; nul n'osait combattre le principe. Les prudents se rejetaient sur l'effet fâcheux que devait produire dans l'opinion une pareille définition.

Les catholiques libéraux étaient consternés. L'évêque d'Orléans disait qu'il versait des larmes de sang à la pensée des âmes que l'Eglise allait perdre. On retrouve dans ces craintes la continuelle préoccupation de ménager les hérétiques ou les incrédules, de ne pas heurter l'opinion adverse par une affirmation trop nette d'autorité spirituelle. Ces appréhensions ne laissaient pas que d'impressionner un grand nombre d'évêques. La constitution de *Romano Pontifice* n'avait pas été placée au premier rang dans le schema de *Ecclesia*, l'opposition espérait gagner du temps, si l'ordre des propositions était suivi.

Manning comprit le danger. Si les inopportunistes réussissaient dans leurs atermoiements, l'époque des grandes chaleurs allait amener la suspension du Concile, et la définition de l'infailibilité pouvait être esquivée.

Un pareil résultat eût été une grave atteinte portée à l'autorité du Pape. La question avait été posée, discutée d'avance, elle ne pouvait rester en suspens. Pour hâter la solution, Manning déploya une activité extraordinaire. Groupant autour de lui les évêques favorables à la définition, il fit rédiger un *postulatum* qui fut soumis au Pape. Le nombre des adhérents, peu nombreux d'abord, s'accrut insensiblement; le Pape se montra favorable, et la constitution de *Romano Pontifice* fut mise en tête de l'ordre des matières à la date du 27 avril. La discussion dura près de trois mois; l'opposition déploya ses dernières ressources; Manning prit une seule fois la parole; son discours d'une puissance extrême réduisit à néant les arguments de l'opposition. Enfin, le 18 juillet 1870, dans une séance solennelle, la rédaction proposée par Manning d'accord avec le cardinal Franchi, était adoptée, et le Concile proclamait la prérogative personnelle d'infailibilité du Souverain Pontife. Le lendemain, éclatait la guerre entre la France et la Prusse; le 20 septembre, Rome était envahie et enlevée au Pape. De ce jour le Concile était ajourné indéfiniment.

La promulgation du dogme de l'infaillibilité mit fin à la controverse entre les catholiques libéraux et les ultramontains. Ce n'est pas qu'il faille compter sur un accord définitif. Les divergences se produiront sur d'autres terrains, sous d'autres formes, en des circonstances différentes, parce qu'elle est la résultante de deux tendances propres à la nature humaine. Il se trouvera toujours, à des degrés divers, des esprits portés aux transactions habiles, et d'autres esprits plus soucieux de sauvegarder le principe d'autorité.

Le Concile du Vatican a été pour la Papauté une victoire à la veille d'une épreuve. Au moment où le pouvoir temporel allait sombrer sous les efforts de la Révolution, la Providence marquait d'un signe indélébile le front du Pontife découronné.

Manning avait tenu un rôle prépondérant dans la lutte ; il ne laissa pas perdre les fruits du succès. Il avait été violemment attaqué dans les *Lettres romaines* signées *Quirinus*. Sans se sentir atteint par l'injure, il tenait à marquer toute la signification et toute la portée de la définition. Ce fut l'objet d'une lettre pastorale importante qu'il publia

dès son retour à Londres, dans laquelle, tout en témoignant beaucoup d'égards envers les évêques de la minorité, il donnait un commentaire très net de l'infaillibilité, montrant que désormais, la négation du dogme nouvellement défini, était un acte d'hérésie.

L'ŒUVRE ÉCRITE DE MANNING

Cette unité de doctrine se retrouve dans les écrits comme dans les actes de Manning. Son œuvre écrite est considérable, et reflète cette droiture de jugement qui, de l'anglicanisme, l'a amené au catholicisme romain, et lui a conquis une si haute autorité au Concile du Vatican.

Le premier volume qu'il publia après sa conversion est intitulé : *Les fondements de la foi*. C'est le recueil des conférences qu'il donna, dès l'année 1852, à l'église de Saint-Georges, dans le quartier sud de Londres. Il venait de subir cette crise douloureuse qui avait décidé sa résolution, et se trouvait en situation d'établir une comparaison frappante entre les fluctuations des sectes protestantes et la stabilité doctrinale de l'Eglise de Rome. Il démontra tout d'abord la nécessité d'une doctrine nettement définie, répondant au

besoin de certitude qui est au fond de toute âme humaine. La vérité est une et incompatible avec la division des sectes. Il n'est pas de science pour laquelle une définition ne soit pas nécessaire. Ce principe incontestable pour les connaissances humaines, doit l'être à plus forte raison pour les connaissances divines, et la seule notion certaine de la divinité est celle que Dieu a révélée lui-même. Le rôle de la raison est d'établir la révélation sur des preuves suffisantes pour assurer la conviction et donner la certitude. Or, ce dépôt de la révélation ne peut exister dans une multitude d'Églises divergentes. L'habileté des fondateurs de l'Eglise anglicane a été de produire l'illusion d'une continuation de l'Eglise primitive. En réalité, elle est une Eglise dissidente, comme les autres confessions qui se sont séparées de Rome, et Rome seule affirme son infailibilité doctrinale ; seule elle représente le principe d'autorité et de certitude en dehors duquel il n'y a que doute et confusion ; le rétablissement de la hiérarchie en Angleterre est la garantie de l'unité dans la foi (1).

(1) V. Hemmer, *Vie du cardinal Manning*, p. 106.

L'idée dominante de l'œuvre de Manning se retrouve très énergiquement exprimée dans le livre qu'il composait au moment de son élévation aux fonctions épiscopales : *La mission temporelle du Saint-Esprit ou Raison et révélation*. Ce double titre résume la pensée de l'ouvrage. L'Eglise est l'émanation extérieure de la troisième personne de la Sainte-Trinité, en vertu d'une mission éternelle. Le Saint-Esprit a contracté une alliance indissoluble avec l'Eglise, alliance qui se manifeste par la révélation, et produit en elle l'unité humaine à l'image de la Trinité divine. Ainsi est constitué le magistère suprême de l'Eglise personnifiée dans son Chef et perpétuée dans sa hiérarchie. C'est en vertu de cette révélation qu'il lui appartient de conserver et d'interpréter les livres saints où sont consignées les vérités fondamentales.

L'auteur s'élève avec vigueur contre la prétention de la critique de mettre en doute dans les livres canoniques, sur des invraisemblances ou des contradictions apparentes, certains points de détail dont l'explication leur échappe. Le corps enseignant de l'Eglise est seul dépositaire et interprète de la révéla-

tion, et le Souverain-Pontife est l'organe immédiat du Saint-Esprit dans le monde.

L'étude de la prérogative du Pape fait l'objet de deux autres ouvrages, le *Pouvoir temporel du vicaire de Jésus-Christ et l'Histoire vraie du Concile du Vatican*. Ce dernier volume, postérieur à l'élévation de Manning au cardinalat, est précieux à consulter, pour l'histoire du dernier Concile œcuménique. Il réfute plusieurs erreurs de fait et de doctrine répandues par Döllinger et quelques dissidents.

Dans le même ordre d'idées, nous avons encore une lettre importante sur *l'Indépendance du Saint-Siège*, qui dénote un profond souci de protéger la Papauté contre les empiétements de la puissance civile.

Enfin, ce livre admirable des dernières années qui s'appelle le *Sacerdoce éternel*, demeure comme un hommage suprême rendu à la dignité sacerdotale. Les lignes suivantes sont d'une particulière éloquence.

« Le prêtre doit être le témoin de son divin Maître en enseignant la vérité, et en lui rendant témoignage ; mais surtout en menant une vie exemplaire, et en faisant sentir, qu'il en ait conscience ou non, l'in-

fluence de l'esprit qui l'anime. Malheur à lui, si l'on s'aperçoit que son témoignage ou l'influence de son esprit et de sa vie est en opposition même avec le moindre des commandements de Dieu ! Grand est le danger, grave est son manque de loyauté, si son témoignage est douteux, équivoque ou obscur. Il serait semblable à un écriteau placé au bord du chemin, et que personne ne pourrait lire. Et il aurait forcément à répondre des âmes qui périraient par sa faute (1). »

Citons encore ce passage sur l'attitude des prêtres devant ce qu'on appelle *les idées modernes*.

« Les prêtres plus que les autres hommes, ont besoin de se tenir sur leurs gardes, car ils doivent diriger et enseigner les fidèles. Il est dangereux d'admettre et de propager la moindre erreur intellectuelle. Nous avons besoin, dans notre vie, d'apporter une grande vigilance à l'égard de ce que l'on glorifie comme « la pensée moderne ». La pensée du monde moderne se fraie carrément sa voie en dehors de Dieu. L'amour de la nouveauté est un de ses symptômes, et le seul

(1) *Le Sacerdoce éternel*, chap. ix.

remède équivalent est le *donum scientiæ*, le don de science ou de connaissance, don qui fait voir Dieu en toutes choses, et toutes choses en Dieu. Avec la lumière de ce don, nous pouvons sans hésitation et sans crainte, traverser le monde entier des sciences abstraites ou appliquées (1). »

La pensée du monde moderne se fraie sa voie en dehors de Dieu. — C'est là tout le libéralisme révolutionnaire, hérésie bien autrement grave que celles qui naissent de discussions théologiques. Dans son expression finale, la Révolution n'est autre chose que la suppression de Dieu, ou tout au moins une séparation complète entre l'action divine et la loi humaine. La « Déclaration des droits de l'homme » est promulguée en présence de l'Être suprême. Cette concession faite aux anciennes croyances, l'Être suprême est relégué dans son empirée, et la loi civile ne reconnaît d'autre principe que la souveraineté humaine du nombre, c'est-à-dire le droit du plus fort.

« Il existe, dit Louis Veuillot, *un* principe de 89 qui est le principe révolutionnaire par

(1) *Le Sacerdoce éternel*, chap. xvi.

excellence, et à lui seul, toute la Révolution et tous ses principes. On n'est révolutionnaire qu'au moment où on l'admet, on ne cesse d'être révolutionnaire qu'au moment où on l'abjure ; dans un sens comme dans l'autre, il emporte tout ; il élève entre les révolutionnaires et les catholiques un mur de séparation à travers lequel les Pyrames catholiques libéraux et les Thisbés révolutionnaires ne feront jamais passer que leurs stériles soupirs.

» Cet unique principe de 89, c'est ce que la politesse révolutionnaire des Conservateurs de 1830 appelle la sécularisation de la Société ; c'est ce que la franchise révolutionnaire du *Siècle*, des *Solidaires* et de M. Quinet appelle brutalement l'expulsion du principe théocratique ; c'est la rupture avec Jésus-Christ, avec Dieu, avec toute reconnaissance, avec toute ingérence et toute apparence de l'idée de Dieu dans la société humaine (1). »

Tel est le danger contre lequel Manning met en éveil les ministres de Jésus-Christ, en les exhortant à se garder de toute tendance à l'esprit d'indépendance et de critique, trop

(1) *L'Illusion libérale*, 1866.

facilement accessible aux suggestions de l'orgueil.

Toute transaction avec *l'esprit moderne* implique dans une certaine mesure une concession faite à la sécularisation de la société, c'est-à-dire au naturalisme politique et social, qui prétend organiser le gouvernement et la vie de l'humanité à part de toute religion positive, d'après les lumières de la raison seule ; tenir les pouvoirs publics en dehors et au-dessus de l'autorité spirituelle, introduire, en un mot, l'athéisme dans la science, dans l'industrie, dans le travail.

C'est sur ce principe négatif qu'est fondé le socialisme. Il fait abstraction complète de toute notion divine, et tend à renverser l'état social existant, pour lui substituer une transformation basée sur les seules forces humaines.

Sans doute, l'état social n'est pas parfait, et ceux qui en souffrent, en souhaitent le renversement. Leurs revendications reposent sur un fond de justice ; les passions populaires surexcitées par les théoriciens et les ambitieux, appellent la destruction au lieu d'attendre les réformes. C'est ainsi que le régime corporatif a été aboli à cause des

abus qui s'y étaient introduits ; le régime individualiste qui a succédé a livré le plus faible à la merci du plus fort, la question sociale est née de la lutte des classes ; tandis que les socialistes en cherchent la solution dans les conceptions arbitraires du matérialisme athée, les catholiques travaillent à l'établissement de l'ordre social suivant les préceptes de la loi divine.

Tel fut l'objet principal des efforts de Manning, pendant les dernières années de sa vie.

TROISIÈME PARTIE

MANNING ET LE SOCIALISME

I

Les travaux de polémique et d'apologétique de Manning ne nuisaient en rien à l'exercice de son ministère, et l'on est saisi d'admiration à la vue de la prodigieuse activité qu'il déployait dans ses fonctions épiscopales.

L'ŒUVRE SOCIALE

Œuvres d'éducation populaire. — La première de toutes ses œuvres est celle de l'éducation de l'enfance. Elle consiste à seconder la famille dans sa fonction morale. « La famille, dit le P. de Pascal, a une fonction morale, *élever* l'homme. Elle forme non seulement son corps, mais aussi, et c'est là sa plus haute mission, l'âme, l'esprit, la volonté, le cœur, et cette chose sans prix, faite d'un assemblage de qualités diverses, et faite de laquelle un homme, de quelques dons qu'il soit orné, n'est qu'un être sans consistance, le caractère. Les législations qui mettent la

famille comme dans l'impossibilité d'accomplir sa fonction, sont pires que l'anarchie déclarée, parce que, sous le couvert de la loi et des institutions, elles travaillent contre l'ordre providentiel (1). »

Le rôle de l'Etat en matière d'éducation est de seconder la famille, et de compléter ce que ne peut faire l'initiative privée. L'établissement d'un mode obligatoire d'instruction est un attentat à la liberté, à plus forte raison quand l'enseignement tend à être purement laïque, c'est-à-dire étranger à toute confession religieuse. L'Angleterre, malgré ses institutions libérales, subit les effets de la tendance moderne à l'accaparement de l'Etat, et la loi de 1870 établissant l'enseignement obligatoire laïque, porta une grave atteinte aux droits des familles catholiques. Manning ne cessa de combattre les effets de cette loi. Il accepta de faire partie de la commission royale d'éducation, pour lutter plus efficacement en faveur des écoles libres, et si ses efforts n'eurent pas toujours le succès désirable, on peut considérer comme résultant en grande partie de son influence,

(1) *Philosophie sociale*, p. 109.

les améliorations successives apportées à la législation scolaire anglaise.

Tous ses soins se portaient vers les écoles catholiques. Il les entourait de toutes les garanties possibles, au point de vue légal et pédagogique, et ne négligeait rien pour leur assurer d'abondantes ressources. Il n'admettait pas que des enfants fussent, à cause de la pauvreté de leurs parents, astreints à fréquenter les écoles protestantes.

Chaque année, il organisait une réunion solennelle à Saint-James Hall, et là, devant les personnages les plus en vue de l'aristocratie catholique, tels que le duc de Norfolk, le marquis de Ripon, lord Talbot, lord Emly, il faisait présenter des rapports sur l'état de l'instruction primaire dans la population catholique, et sur les progrès accomplis. Il était généreusement soutenu par la noblesse, qui ne ménageait pas les subsides : le duc de Norfolk avait donné jusqu'à 250.000 francs. Aussi les progrès furent-ils considérables. Pendant l'épiscopat de Manning, en vingt-cinq ans, le nombre des enfants instruits dans les écoles catholiques s'est élevé de onze à vingt-deux mille. De nombreuses missions, de fréquentes prédications populaires

contribuaient à cet heureux accroissement.

Formation des prêtres. — Mais, pour accomplir toutes ces œuvres d'enseignement populaire, Manning avait besoin du concours d'un clergé actif et dévoué. De la formation du prêtre dépend l'action qu'il peut exercer sur le peuple. Pour faciliter utilement les œuvres sociales, il faut faire de bons prêtres. Dans le *Sacerdoce éternel*, Manning trace un admirable tableau de la vie du ministre de Dieu.

« Un prêtre commence sa journée au pied de l'autel, dans l'ombre du sanctuaire, environné de la Présence divine et de toute la Cour céleste. La vision de la foi, qu'il s'en rende compte ou non, devient une seconde nature. Il voit constamment le monde qui est invisible, et dont les beautés, les charmes et les parfums ne sont perceptibles que pour les âmes intérieures. L'encens de la Sainte Messe, le matin, et de la Bénédiction, le soir, est un parfum des collines éternelles. Un prêtre, dont l'esprit est rempli par le monde d'ici-bas, doit être souvent, sinon toujours, en proie à l'abattement et à la tristesse. Un prêtre, dont l'esprit est plein du monde éternel, sera toujours, d'une façon

habituelle et virtuelle, et très souvent actuelle, inondé de lumière, de paix et de joie(1). »

C'est ainsi que, pour préparer ses prêtres à la vie apostolique, le pieux pasteur entretenait dans leur cœur l'amour de leur ministère.

M. Goyau cite de lui ce mot profond : « L'influence du prêtre n'est jamais *négative*. Il donne ou dérobe, il gagne ou il perd, et pour lui et pour les autres. » — « Telle est, ajoute le judicieux écrivain, la mission du sacerdoce, et tel en est l'inébranlable prestige, qu'il est impossible au prêtre de se neutraliser : son inaction n'a pas l'effet d'une abstraction ; elle a l'effet, si l'on ose ainsi dire, d'une contre-action (2). »

Pour accomplir efficacement cette haute mission, il mettait au premier rang la sainteté. Il jugeait l'action du prêtre séculier plus difficile et plus féconde que celle du religieux. Sans rien diminuer de l'excellence de la règle monastique, il estimait que le

(1) *Sacerdoce éternel*, ch. XVIII.

(2) Georges Goyau. *Autour du catholicisme social*, 1^{re} série, p. 164.

prêtre est plus apte que le moine à vivre pour le peuple, près du peuple, à le comprendre, à se faire aimer de lui.

« Où est l'amour de Dieu, écrit-il, là aussi est l'amour du prochain. Où il y a une source, il y a aussi un ruisseau. Comme le ruisseau coule de la source, ainsi l'amour de Dieu se répand lui-même en amour pour l'homme. Le ruisseau prouve que la source existe. C'est pourquoi saint Jean dit : « Nous » savons que nous avons été transférés de la » mort à la vie, parce que nous aimons nos » frères. » Notre amour pour eux prouve notre amour envers Dieu ; et celui qui aime Dieu demeure en Dieu, et a été transféré de la mort à la vie ; car Dieu est notre éternelle vie, et il demeure en nous-mêmes dans cette vie. Le continuel exercice de l'amour du prochain pour tous, pour notre troupeau, pour nos parents, pour nos amis et nos ennemis, dans toute l'extension de la charité, est une école de perfection et de persévérance.

» Et cette vie de charité est d'autant plus parfaite, qu'elle exige de nous une plus grande mortification personnelle. Or, la vie sacerdotale et pastorale est une vie d'abnégation de chaque jour et de chaque instant,

Nous sommes appelés à mourir à nous-mêmes, à nos désirs, à notre volonté et à notre bon plaisir, et à nous plier aux ordres et aux caprices de tous, des bons et des mauvais, des raisonnables et de ceux qui ne le sont pas, « nous faisant tout à tous, dit l'apôtre, pour les sauver tous (1). »

Ces conseils de pénitence et d'austérité, Manning les appuyait de l'exemple. Il menait une vie d'anachorète, très dur pour lui-même, ne buvant que de l'eau, prenant une nourriture d'une extrême simplicité, logeant dans une cellule meublée du strict nécessaire. Sa figure et son extérieur portaient la trace d'une mortification habituelle. Il avait conservé de ses hautes fonctions dans le clergé anglican, une apparence un peu froide qui contrastait avec la tendresse de son cœur. Tous ceux qui l'ont connu et approché ont vanté son affabilité, en même temps que la distinction de ses manières. Il est un mot qui revient dans toutes ses biographies : *He was in truth a very fine old english gentleman*. C'était un anglais de bonne race. Ce grand air ne nuisait en rien à sa popularité. Il

(1) *Sacerdoce éternel*, chap. ix.

n'est pas nécessaire pour aller au peuple, d'affecter des allures vulgaires ; le peuple sait gré à ceux qui gardent avec lui la dignité de leur attitude et de leur langage, tout en l'aimant et se donnant à lui. Pour se donner, il faut se renoncer soi-même, et cet esprit d'abnégation se développe en raison de la sainteté de la vie.

C'est ainsi que l'on voit progresser dans l'âme de Manning ces sentiments de piété affectueuse qui l'avaient attiré à la pratique catholique. Il avait adopté avec ferveur la dévotion au Sacré-Cœur de Jésus dont il a fait un exposé très pratique dans son livre : « *Les gloires du Sacré-Cœur* ». Après avoir réfuté les objections, il montre la parfaite convenance qui existe entre le dogme de l'Incarnation et le culte du Cœur divin, le profit qui résulte de ce culte, l'intensité de l'amour du Fils de Dieu pour les hommes, sa puissance purifiante et rédemptrice.

Il fallait une courageuse hardiesse pour lancer de telles idées au milieu du monde anglican. Ce fut un véritable scandale quand il provoqua une grande manifestation religieuse en entraînant à sa suite une foule de fidèles au pèlerinage de pénitence de Paray-le-Monial,

en 1873. Les docteurs du protestantisme ne manquèrent pas de crier à l'idolâtrie. Le savant prélat en prit occasion de rectifier les idées fausses, et de célébrer les merveilles de l'amour divin.

Une autre dévotion qui lui était chère était celle de la troisième personne de la Sainte-Trinité. Nous avons déjà parlé de son ouvrage sur « la mission temporelle du Saint-Esprit », c'est-à-dire son action dans l'Eglise visible. Ici, il s'agit de l'action du Saint-Esprit sur chaque âme individuellement. *La mission de l'Esprit-Saint dans les âmes*, est un traité très complet de la grâce dans toutes ses manifestations, dont la méditation est propre à inspirer une vive reconnaissance envers les bienfaits de Dieu. La prière suivante, que Manning récitait chaque jour, donne une idée du culte tout particulier qu'il portait au Saint-Esprit (1).

« O Dieu, Saint-Esprit, vous que j'ai méprisé, offensé, et à qui j'ai résisté depuis mon enfance, découvrez-moi votre personne, votre nature, votre présence, votre puissance. Faites-moi connaître vos sept dons : l'esprit de

(1) Hemmer, p. 259.

sagesse et d'intelligence, l'esprit de conseil et de force, l'esprit de science, de piété et de la crainte de Dieu ; ô vous qui êtes l'esprit du Père et du Fils ! O vous qui êtes l'amour du Père et du Fils ! O vous qui baptisez par le feu et qui répandez l'amour de Dieu dans nos cœurs, répandez l'amour dans mon cœur. J'ai demandé à Dieu une chose que je voudrais acquérir : non point la richesse, la grandeur, la puissance, les commodités du monde, le bonheur ou les biens terrestres, mais une étincelle de cette sainte flamme, une étincelle de ce feu sacré qui me pénétrerait tout entier de l'amour de mon Dieu. Faites jaillir en moi cette sainte flamme, et qu'elle y consume toutes les souillures du corps et de l'âme. Purifiez-moi sept fois par vos dons. Acceptez-moi comme un holocauste qui vous soit de tous points agréable. Enflammez-y mon cœur de zèle ; faites-le fondre de douleur, en sorte que je mène la vie, et que je meure de la mort d'un saint pénitent ».

RÉSULTATS RELIGIEUX

Ces accents d'une tendre piété indiquent la source où Manning a puisé l'énergie né-

cessaire pour accomplir sa mission providentielle. On peut la considérer, en effet, comme étant devenue, entre les mains de Dieu, l'instrument le plus actif de la renaissance catholique en Angleterre. Newman avait été l'initiateur du mouvement au point de vue intellectuel ; Wiseman en avait réglé l'organisation pratique ; Manning donna son plein effet à ce mouvement qui ne fit que s'accroître sous son influence, et produisit un nombre toujours croissant de conversions dans toutes les classes sociales.

Suivant son historien Hemmer, une liste de convertis arrêtée au 23 septembre 1879, compte, pour une période de douze années, les noms de cinquante-deux lords et baronnets, de six cents dames appartenant à la Société, de trois cent treize théologiens anglicans, de trois cent quatre-vingt-quatorze membres des universités d'Oxford et de Cambridge, d'une centaine d'officiers et de trente-huit littérateurs (1).

Ces chiffres ont certainement une importance numérique inférieure à leur valeur morale. On voudrait voir les foules suivre l'im-

(1) Hemmer, p. 353.

pulsion partie de si haut. A un moment donné, quelques bons esprits ont conçu l'espérance de voir se réaliser la réconciliation entre l'Eglise Anglicane et l'Eglise Romaine. Cette brillante vision devait s'évanouir devant le *non possumus* opposé par Rome à des concessions inacceptables. Les théologiens anglicans soutenaient la validité des ordinations faites lors de la séparation, sous le règne du roi Edouard. Quelques écrivains catholiques se montraient favorables à cette opinion. La bulle *Apostolica cura*, du 10 septembre 1896, promulguée par Léon XIII avec toute la solennité d'une sentence rendue *ex cathedra*, mit fin à la controverse, en déclarant que « les ordinations conférées selon le rite anglican ont été et sont absolument vaines et entièrement nulles. »

On n'a pas manqué de reprocher à Léon XIII la rigueur de cette décision, qui produisit une réaction contraire au mouvement de retour vers le catholicisme romain. Mais le Pape ne pouvait dissimuler la vérité pour obtenir un rapprochement qui, reposant sur une équivoque, n'aurait pas été durable.

L'œuvre de Dieu déroute souvent les calculs humains, et ne s'accomplit pas au gré de nos

impatiences. Ce n'est que dans leur ensemble qu'il nous est permis de juger les évolutions historiques. La réunion des Eglises ne s'est pas faite du jour au lendemain, comme on l'avait espéré; mais en comparant la situation du catholicisme en Angleterre à la fin du XIX^e siècle, avec ce qu'elle était au commencement, on peut apprécier l'importance des progrès réalisés. M. Thureau-Dangin évalue à cent soixante mille le nombre des catholiques anglais en 1814, abstraction faite de l'Irlande et de l'Ecosse. A l'époque dont nous parlons, ils étaient plus de quinze cent mille, et on comptait environ six cents conversions par mois.

Le contraste est encore plus frappant au point de vue moral. Les catholiques, autrefois tenus en suspicion, méprisés, placés hors du droit commun, sont aujourd'hui rétablis sur le pied de l'égalité civile avec les protestants. Ils ont des représentants influents au Parlement, souvent même dans les ministères. L'élévation de Wiseman à la dignité cardinalice avait suscité dans tout le pays une explosion d'injures et de railleries. Lorsque Manning se vit à son tour revêtu de la pourpre romaine, l'impression fut tout

autre ; le peuple accepta cette distinction comme un honneur pour la nation anglaise. Sa qualité de Prince de l'Eglise finit même par être officiellement reconnue. En 1890, dans le rapport de la Commission royale pour les logements des indigents, il est placé suivant l'ordre des préséances après le prince de Galles, et avant le marquis de Salisbury.

Il est juste d'attribuer en partie ce revirement au bon sens et à l'esprit pratique de la nation anglaise. Les vieilles haines religieuses s'étaient apaisées ; les idées de saine tolérance avaient succédé à l'esprit sectaire et exclusif de la Réforme. Tandis qu'en France, la Révolution accomplie au nom de la liberté et de l'égalité détruisait les hiérarchies sociales, et livrait la nation au caprice des majorités et à la tyrannie du nombre, l'Angleterre, respectueuse de ses traditions et jalouse de sa dignité, tenait à honneur de reconnaître les droits d'une minorité confessionnelle, et savait apprécier les services que pouvaient rendre au pays des hommes de la valeur de Manning.

C'est le 15 mars 1875, que Manning fut créé cardinal par Pie IX qui lui portait une

affection toute particulière. En même temps que lui, le souverain Pontife conférait la pourpre à trois autres prélats appelés à jouer un rôle prépondérant dans leur pays, Mgr Ledochowski en Allemagne, Mgr Mac Closkey, en Amérique, Mgr Deschamps, en Belgique.

L'élévation de Manning, à la première dignité de l'Eglise, donna lieu à de touchantes manifestations de la part des catholiques du Royaume-Uni. De tous côtés affluaient des députations, des adresses élogieuses. L'Université de Kensington, le Chapitre de Westminster, les catholiques appartenant à la haute société anglaise ou au Parlement, venaient avec empressement féliciter le nouveau cardinal. Une souscription qui s'éleva à plus de cent soixante mille francs, lui fut offerte par les fidèles pour lui permettre de tenir son rang.

Ces témoignages d'attachement et d'admiration furent pour Manning l'occasion d'affirmer plus vivement que jamais sa soumission filiale au Saint-Siège, et son ardent dévouement pour les populations confiées à ses soins. Il était alors âgé de soixante-sept ans. Dieu lui réservait encore de longs jours.

Désormais on verra son activité se porter du côté des classes laborieuses avec une sollicitude toujours croissante, qui lui vaudra le beau titre de « Cardinal des ouvriers ».

LA QUESTION OUVRIÈRE ET LE MOUVEMENT SOCIALISTE

Ce n'est pas restreindre la portée de la question sociale que de la ramener à la question ouvrière. Le socialisme n'a pas d'autre raison d'être. Le nom ne date que du XIX^e siècle, mais la cause est ancienne comme le monde, et les troubles sociaux dans tous les temps et chez tous les peuples, sont la conséquence des inégalités sociales qui forcent les uns à travailler de leurs mains pour vivre, tandis que les autres jouissent sans travail des biens terrestres (1).

Lorsque les préceptes de la loi divine sont observés, le trouble cesse, parce que la pratique de cette loi apporte le correctif nécessaire, et concilie les intérêts divers. La crise éclate quand l'homme s'éloigne de Dieu, et ne cherche que dans ses propres

(1) V. *Sur les chemins de la croyance*, par F. Brunetière, p. 148.

forces la réalisation du bonheur. Uniquement appliqué à satisfaire ses jouissances matérielles, il consacre tous ses efforts à multiplier les moyens de satisfaire des besoins toujours croissants ; il n'a d'autre culte que la science, source d'inventions merveilleuses ; l'intensité de la production provoque l'accroissement de la consommation, et développe indéfiniment la richesse au profit des détenteurs du capital.

Dès lors, la possession de l'argent est l'unique but de l'activité humaine.

A la puissance du capital, l'ouvrier oppose le refus du travail ; la question sociale devient une question économique, et se résout par la lutte pour la vie, où l'avantage demeure au plus fort. L'humanité se partage en deux classes ennemies ; la guerre est déclarée entre les riches et les pauvres ; l'harmonie est rompue, c'est le règne de la haine sociale.

Le socialisme est né de cette crise.

Au début du siècle dernier, le champ était ouvert pour la lutte. Tandis que les inventions modernes multipliaient les moyens de production et facilitaient les communications, la liberté illimitée de la concurrence pro-

clamée par les économistes, avait produit deux phénomènes inconnus jusqu'alors, le capitalisme et le prolétariat. En face de l'insolent accroissement de la richesse, se déroulaient les drames poignants de la misère.

Alors sont venus les faiseurs de systèmes. Etrangers à toute conception religieuse, ignorants de toute donnée surnaturelle, ils ont traité l'homme comme un être parfait dans son origine, la vie présente comme l'unique objet de sa destinée, et, cherchant la réalisation d'un idéal de justice dans la jouissance égale des biens, ils ont sapé les bases du vieil édifice social, la religion, la famille, la propriété; divisés en sectes diverses sur les conditions de la société de l'avenir, ils sont d'accord sur un seul point, la destruction de l'état social actuel.

Sous l'influence de ces idées subversives, des troubles profonds se sont produits, provoqués par les fauteurs de désordres, toujours prêts à tirer profit des mauvaises passions. Les effets de ces excitations se sont fait sentir d'une manière plus pernicieuse en France, à la suite de la révolution politique qui a brisé ses institutions fondamentales.

L'illustre évêque de Langres, Mgr Parisis écrivait en 1847 : « Le communisme est vivant dans les entrailles de la France ; chaque jour on sent qu'il se développe, qu'il passe de l'obscurité des théories dans la région des faits (1). »

En Angleterre, le mouvement socialiste s'est répandu moins rapidement, bien que Richard Owen y ait tenté ses essais communistes, et que Karl Marx, expulsé de tous les pays d'Europe, ait fait de Londres le centre de sa propagande internationaliste.

Mais le peuple anglais est demeuré profondément religieux, malgré la Réforme ; il est sérieux, positif, très soucieux de ses véritables intérêts, peu accessible aux illusions théoriques. Il n'a pas subi, comme la France, les convulsions d'un bouleversement social ; il a été préservé du mal de l'individualisme par la puissante organisation de ses Trade-Unions dont un des actes les plus sages a été d'exclure toute politique de leur programme (2). Il est vrai que cette exclusion est rendue facile

(1) Winterer. *Le socialisme contemporain*. P. 3.

(2) M. le comte de Paris écrivait que les Trade-Unions sont « avant tout une caisse permanente de chômage », c'est-à-dire une contribution financière en vue de soute-

par la stabilité d'un régime constitué sur la base inébranlable d'une monarchie héréditaire.

Ce n'est pas que les éléments de dissolution sociale fissent défaut. Nulle part peut-être la plaie du prolétariat n'est plus profonde, et le contraste plus saisissant entre la misère et la richesse. Un pareil état social présente un danger permanent, qui n'est conjuré que par la force des institutions, mais se manifeste parfois dans des crises menaçantes. Une des plus graves fut la grève des docks de Londres, qui, pendant un mois, souleva deux cent mille ouvriers, mit en péril le commerce anglais, et ne fut apaisée que par l'intervention du cardinal Manning.

La physionomie de cette grève est intéressante. Elle a éclaté au milieu d'une population ouvrière d'une catégorie inférieure, en dehors de toute organisation préalable et de

nir les grèves. C'est sur cette base que, grâce à l'esprit pratique des ouvriers anglais, et à l'intelligence de leurs chefs, s'est édifiée toute une organisation du travail qui englobe une grande partie de la population ouvrière. M. Lecour Grandmaison, dans sa traduction de l'ouvrage de Georges Howel, dit que maintenant ces grandes associations sont dotées de toutes les institutions corporatives.

toute pression politique, uniquement sur la question du salaire. Elle présente l'exercice d'un droit incontestable pour des ouvriers, celui de refuser leur travail.

Rien de misérable comme la condition de ces malheureux dockers sortis des plus basses couches de la société, dénués de toute instruction professionnelle, déclassés de diverses provenances, à la merci des intermédiaires qui les embauchaient, et tiraient bénéfice des commissions prélevées sur leur pauvre salaire. Le célèbre John Burns, chef des socialistes de Londres, entreprit de mettre un terme à cette situation déplorable ; il y dépensa une activité prodigieuse, et parvint à soulever ces masses réduites par l'excès du travail à une sorte d'inertie morale.

La grève fut déclarée le 13 août 1889, et devint générale en une semaine, sans violences. Les revendications étaient d'autant plus sérieuses qu'elles étaient modérées. Les ouvriers demandaient une simple augmentation de dix centimes par heure, un minimum garanti de quatre heures par jour, et la suppression des intermédiaires. Bien qu'ils ne fissent pas partie des Trade-Unions, ils en reçurent des subsides considérables, et

furent l'objet de témoignages sympathiques de toutes les classes de la société.

Les entrepreneurs des docks se trouvaient dans une situation difficile, résultant plutôt d'une organisation défectueuse que de leur mauvais vouloir. Ils résistèrent quelque temps, au grand préjudice du commerce de Londres, dont les pertes s'élevèrent en quelques jours à un chiffre colossal.

C'est alors que le Cardinal jugea de son devoir d'intervenir. Après avoir étudié la question sous toutes ses faces, il se rendit à la Direction, et, au bout de longs pourparlers, obtint des propositions d'arrangement. Le difficile était de les faire accepter à la masse des travailleurs surexcités par la lutte, et largement pourvus de subsides. L'évêque anglican de Londres et le lord-maire qui s'étaient offerts également comme arbitres, se découragèrent, et laissèrent le Cardinal seul entre les deux parties. Celui-ci sut déployer tant d'éloquence et d'habileté, qu'il triompha de toutes les résistances, et fit accepter ses propositions. Les chefs de la grève étaient conquis ; John Burns parlait avec enthousiasme du « glorieux Cardinal », et les ouvriers lui témoignèrent leur recon-

naissance par de chaudes ovations. Ils voulurent même lui offrir un don en argent qu'il accepta, pour fonder un lit d'hôpital.

Ainsi fut conclu l'arrangement qui mit fin à cette grève mémorable, et qu'on a justement appelée « la Paix du Cardinal ».

M. l'abbé Lemire cite de lui un mot qui résume la situation. Au fort de la grève, quelqu'un avait dit au Cardinal : « Mais, Eminence, c'est du *socialisme* que vous faites-là !

» — Je ne sais si c'est du socialisme, pour vous, aurait-il répondu, mais pour moi c'est du *christianisme* (1). »

C'était du christianisme, en effet, c'est-à-dire la meilleure manière de lutter contre le socialisme, en opposant aux armes de la haine, la religion de l'amour.

ŒUVRES SOCIALES

L'amour du peuple, tel fut le secret de l'influence exercée autour de lui par Manning. On a nommé l'arrangement qui mit fin à la grève des docks « La Paix du Car-

(1) *Le cardinal Manning et son action sociale*, p. 114,

dinal ». Ce titre glorieux fut le couronnement d'un ministère consacré surtout aux œuvres populaires. Il avait pris contact avec les ouvriers dans les quartiers les plus pauvres de Londres, lorsque le cardinal Wiseman l'avait chargé d'établir les Oblats de Saint-Charles. Là, son cœur s'était ouvert à la compassion envers les misères sociales ; il avait compris la sublime mission du prêtre exprimée dans la parole divine : *Misereor super turbam*.

L'affection vraie se traduit par des actes. Nous avons dit que ses premiers soins s'étaient portés sur l'éducation populaire. Former les âmes en les instruisant des vérités éternelles, combattre l'ignorance en multipliant les écoles chrétiennes, faire pénétrer partout la lumière et la foi, telles étaient à ses yeux les œuvres urgentes. Pour les accomplir, il avait consacré des sommes considérables destinées à la construction de la cathédrale catholique de Westminster, et s'était contenté jusqu'à sa mort d'un édifice provisoire (1).

Après avoir pourvu aux nécessités de

(1) Le projet a été repris par le cardinal Vaughan au zèle de qui est due la splendide cathédrale actuelle.

l'instruction de l'enfance, il s'était appliqué à guérir les plaies de l'âge mûr. L'ivrognerie est un des vices les plus profondément enracinés en Angleterre. Frappé des ravages causés par cette passion dégradante, il avait étudié la méthode du P. Mathiew dont l'application a produit de si heureux résultats en Irlande. En 1866, il fit rédiger les statuts d'une société de tempérance, et commença par prêcher d'exemple en pratiquant l'abstinence complète de tout liquide alcoolique.

Comme moyen de propagande, il institua la *Ligue de la Croix* qui prit une extension surprenante. En quelques années, des milliers de ligueurs s'enrôlèrent dans cette armée d'un nouveau genre, pour se faire les apôtres de la tempérance. Dans le but de frapper l'esprit du peuple, ils organisaient des processions, des meetings monstres, avec musique, déploiement de bannières et d'insignes. Le Cardinal se mêlait à ces démonstrations, les animait de sa parole enflammée ; il se voyait parfois serré de si près par les foules enthousiastes qu'il fallut créer une garde spéciale pour le protéger contre les flots débordants de la multitude.

Cette campagne ardente ne manqua pas de soulever des critiques ; on taxa d'exagération le zèle du Cardinal ; le jus de la vigne trouva des défenseurs. Manning répondit vivement aux attaques, et ne ralentit en rien ses efforts. Il ne se borna pas à une action individuelle, et réclama le secours de la loi.


Il est certain que tant que les gouvernements, au lieu de combattre les vices populaires, s'en font les complices pour en tirer profit, les plus éloquentes prédications ne peuvent produire que des résultats partiels. Ainsi voyons-nous en France les ligues contre les publications immorales échouer devant l'inertie des gouvernants, qui font de la corruption publique un instrument de règne. Manning s'adressait au bon sens national. Il aurait voulu que les électeurs ne choisissent que des candidats décidés à voter des lois contre l'abus des boissons. C'était peut-être demander beaucoup à la sagesse humaine, les périodes électorales n'étant généralement pas favorables à l'abstinence. Le cœur de l'apôtre ne tenait pas compte des égarements des suffrages, et ne voyait que le bien à accomplir.

Tout a été dit sur la misère des quartiers

populeux de Londres ; il s'est fait sur ce thème une littérature spéciale dont les descriptions, malgré le talent de leurs auteurs, demeurent au-dessous de la réalité. Ce fut une mode pendant quelque temps d'aller faire des études de mœurs sous la protection de la police, dans les taudis empuantés où grouillent des êtres humains livrés à tous les ravages du vice et de la maladie. Le monde officiel finit par s'émouvoir de ce honteux état de choses. Une enquête fut ouverte sur les logements des pauvres, et le cardinal Manning, invité à faire partie de la commission royale chargée d'étudier le mal et les moyens d'y remédier, mit au service de cette œuvre humanitaire sa compétence et son dévouement.

On le voit porter son activité partout où l'appelle quelque service à rendre. Il encourage toutes les œuvres de miséricorde, l'hospitalité de nuit, le patronage des militaires, la visite des détenus, les sociétés pour la protection de l'enfance.

Sa sollicitude s'étend tout spécialement sur l'Irlande. Il aimait ce pays pour sa fidélité catholique, pour ses souffrances. Opposé tout d'abord aux excès des fenians, il avait



énergiquement soutenu Gladstone dans sa campagne contre l'Eglise établie, source de misère et d'oppression pour les catholiques. Après une longue lutte, la cause de la justice et du bon sens finit par avoir le dessus ; le bill de *désétablissement*, c'est-à-dire la suppression de l'unique privilège de l'Eglise anglicane, rétablit pour un temps la paix en Irlande.

Il suit, avec une attention particulière, le mouvement d'émigration, et veille sur le sort de ceux qui partent, considérant qu'ils soulagent la mère patrie, en la déchargeant de l'excédent de sa population.

Il prête le concours de sa parole aux œuvres anti-esclavagistes, et appuie le cardinal Lavigerie dans sa lutte contre le commerce des esclaves en Afrique.

Rien n'arrête son zèle. Il donne son approbation à la campagne ouverte contre la *traite des blanches*, au grand scandale de certaines âmes pudibondes. Il n'est pas jusqu'au général Booth avec son *Armée du Salut* qui n'obtienne des témoignages de sa sympathie, sinon pour la forme et la méthode, du moins pour les bonnes intentions de l'entreprise.

Indifférent aux critiques, il n'écoute que son cœur, et ne se laisse guider que par un sentiment : l'amour du peuple.

L'ACTION POPULAIRE

Mais avant d'aller plus loin, il importe de s'entendre sur la signification des mots. Le mot *peuple* a deux sens. Dans son acception la plus générale, un peuple est l'ensemble des habitants d'un même pays, ayant une même origine, vivant sous les mêmes lois, formant une même nation.

Ce qu'on appelle plus particulièrement le « peuple », c'est la partie de la nation considérée par opposition aux classes où il y a, soit plus d'aisance, soit plus d'instruction.

L'expression « aimer le peuple » ne s'applique pas à la première idée, car alors elle se confondrait avec le patriotisme, mais elle s'entend de l'intérêt affectueux que l'on porte à la classe la moins favorisée des dons de la fortune et de l'instruction.

C'est bien ainsi que le cardinal Manning comprenait l'amour du peuple, et c'est au soulagement de ses souffrances, à l'amélioration de son sort qu'il s'était voué tout entier.

Doit-on pour cette raison le qualifier de *démocrate* ? *Démophile* serait plus exact au point de vue étymologique, mais le terme n'est pas consacré par l'usage.

Démocratie, voilà encore un mot qui appelle une définition, suivant l'idée qu'il représente. Si cette idée est celle de souveraineté, elle est fausse, car la souveraineté n'appartient qu'à Dieu ; elle n'est acceptable que dans le sens de défense des intérêts populaires (1).

On peut discuter sur le système le plus propre à assurer cette défense, et sur la dénomination qui convient à ce système ; ce qui est certain, c'est que la société doit aide et protection aux plus faibles contre les injustices dont ils peuvent être victimes de la part des plus forts. Le socialisme veut supprimer cette protection, et prétend établir la justice par les seules forces humaines, d'où résulte un état de lutte et de trouble perpétuel. Le christianisme apporte l'ordre et la paix en enseignant à tous la pratique du devoir social.

(1) V. le *Motu proprio* de Pie X, sur la démocratie chrétienne, du 18 décembre 1903.

La violation du devoir social est la cause du désordre ; les soulèvements populaires sont des avertissements donnés à ceux qui abusent de leur richesse, oubliant qu'ils sont détenteurs des biens de la vie pour en faire part à leurs frères moins bien partagés.

Sans doute, les socialistes partent d'un principe erroné ; ils méconnaissent la loi divine ou se révoltent contre elle. Leurs conclusions sont fausses et contraires à la constitution essentielle de l'humanité ; mais il faut bien reconnaître qu'il y a une part de vérité dans leurs critiques de l'état social, et que la justice est trop souvent violée dans les rapports entre les employeurs et les employés. On peut dire tout le mal qu'on veut des agitateurs et des théoriciens de la révolution ; il n'est pas moins vrai que les prédications des George, des Karl Marx et des Lasalle sont instructives et souvent plus efficaces que les homélies des Pères de l'Eglise. Les hérésies, comme les guerres et les révolutions, sont des fléaux permis par la Providence, pour rappeler les hommes à l'observation de leurs devoirs.

MOUVEMENT D'IDÉES SOCIALES

Les commotions du siècle dernier ont porté leurs fruits amers. La question sociale s'est posée brutalement. Sous le coup de ces avertissements salutaires, un mouvement d'idées s'est produit dans la vieille Europe et sur le nouveau continent. Des hommes se sont levés pour constater le mal et chercher les remèdes.

En Allemagne, l'évêque de Mayence, baron de Ketteler, entre résolument dans l'étude pratique des questions ouvrières ; en Amérique, le cardinal Gibbons se porte garant devant le Pape, de la loyauté des Chevaliers du Travail ; en France, l'illustre Le Play, jette les premiers fondements de la science sociale ; après lui, une école sociale s'affirme par l'organe du comte de Mun pour défendre la cause des ouvriers, et relever les institutions corporatives détruites par la Révolution. En Suisse, Mgr Mermillod, secondé par le député Decurtins, groupe autour de lui toute une pléiade d'hommes de nationalités diverses

appliqués à résoudre les graves problèmes de l'époque moderne (1).

Ainsi s'est dressée, en face des écoles socialistes révolutionnaires, l'école catholique sociale.

En Angleterre, c'est le cardinal Manning qui prit la tête du mouvement, et se fit le champion de la cause ouvrière.

Ses idées sur la question du travail sont exposées dans un grand nombre de ses ouvrages et de ses discours. Un des plus importants est la conférence qu'il donna à Leeds en janvier 1874, et qui contient des déclarations hardies pour une époque où le libéralisme économique de l'école dite *orthodoxe* n'avait pas encore été battu en brèche par les sociologues chrétiens. Comme il fallait s'y attendre, il fut accusé de socialisme et fort malmené par la presse libérale. Loin de s'émouvoir de

1. A ces noms, on peut ajouter ceux de Mgr Bagshawe, évêque de Nottingham, Mgr Korum, évêque de Trèves, Mgr Kopp, prince évêque de Cologne, le cardinal Langénieux, archevêque de Reims, le cardinal Celesia, archevêque de Palerme, Mgr Ireland, archevêque de Saint-Paul, le cardinal Corrigan, archevêque de New-York, Mgr Gay, évêque d'Authedon, les Révérends Pères Félix, Liberatore, Weiss, de Pascal, Lehmkuhl, l'abbé Winterer, l'abbé Nicotra, le chanoine Hitze, sans parler de tous les sociologues laïques.

ces attaques, il en tira parti pour affirmer plus énergiquement ses principes.

Quelques années plus tard, l'affaire des Chevaliers du Travail lui fournit l'occasion de se prononcer en faveur des revendications ouvrières.

On sait que cette puissante association de travailleurs américains avait été dénoncée par quelques évêques, comme ayant le caractère d'une société secrète. L'apparence était contre eux, à cause de l'usage du serment et de certaines pratiques renouvelées de l'ancien compagnonnage. Le cardinal Gibbons prit leur défense. Ils renoncèrent spontanément au serment, et le cardinal Manning, dans un mémoire justificatif, fit valoir les avantages de l'association ouvrière, seul moyen pour les classes laborieuses de se protéger contre l'oppression du capital, et de faire valoir leurs droits à la justice (1). Le Saint-Siège, après une enquête approfondie, sans donner une approbation formelle aux statuts des Chevaliers du Travail, déclara qu'il n'y

(1) Voilà donc le champ du présent. L'Eglise est la mère, l'amie, la protectrice du peuple. Comme notre divin Seigneur vivait parmi les gens du peuple, ainsi vit son Eglise. (Lettre du cardinal Manning au cardinal Gibbons).

avait pas lieu d'inquiéter les consciences des associés.

Une nouvelle occasion se présenta pour Manning d'exposer ses idées sur le régime du travail, lors du Congrès d'œuvres sociales qui se tint à Liège en septembre 1890, sur la convocation de Mgr Doutreloux, évêque de Liège. Cette assemblée eut un grand retentissement à cause de la valeur des personnes qui y prirent part et de l'importance des matières traitées. Le grand âge de Manning l'empêcha d'y assister. Il s'y fit représenter par une lettre dans laquelle il aborde nettement les questions les plus délicates de l'ordre du jour. Cette lettre, lue à la première assemblée générale, produisit une profonde sensation, et donna lieu à de vives discussions sur lesquelles nous aurons à revenir.

Les vœux émis au cours du Congrès de Liège présentent la synthèse du mouvement catholique social à la fin du XIX^e siècle (1).

L'année suivante, fut promulguée l'Encyclique *Rerum novarum*, qui donne le dernier mot de la doctrine, et détermine les principes

(1) Voir le texte de ces vœux dans la *Revue l'Association catholique*, 1890, t. XXX, p. 519.

suivant lesquels doivent être résolues les questions soulevées par l'évolution sociale des temps modernes.

L'intervention du Docteur suprême venait à son heure. Elle était depuis longtemps sollicitée par la chrétienté anxieuse et livrée aux discussions des écoles. Déjà la Papauté avait donné des consultations partielles, et condamné les erreurs manifestes. Elle ajournait son jugement définitif pour le moment où la cause serait mûre. Il était réservé à la haute intelligence de Léon XIII de juger le moment venu et la préparation suffisante, pour prononcer solennellement la condamnation du socialisme.

Le cardinal Manning avait apporté sa contribution personnelle à ce travail préparatoire. Dieu lui permit de voir l'accomplissement de l'œuvre, et de mettre à la portée du troupeau confié à ses soins, les enseignements de la parole pontificale. C'est ce qu'il fit dans un commentaire de l'Encyclique sur la Condition des ouvriers, publié par la *Revue de Dublin*.

Dans les pages qui précèdent, nous avons rapidement signalé les principaux documents émanés de la parole et de la plume du car-

dinal Manning, qui forment un ensemble de doctrine. Il convient maintenant de les examiner en suivant un ordre méthodique tel qu'il résulte de la conférence de Leeds, ce qui nous permettra de pénétrer ses pensées, et d'en tirer d'utiles enseignements.

DIGNITÉ DU TRAVAIL

Le sentiment qui domine toutes les œuvres de Manning, c'est son respect de la dignité du travail, de la personnalité de l'ouvrier. La conférence de Leeds développe cette thèse : que le travail est l'unique source de la richesse. Le capital n'est qu'un instrument inerte s'il n'est mis en valeur par l'intelligence et la main de l'homme. Tous les progrès de l'industrie moderne, toutes les découvertes dont le siècle est si fier, procèdent du travail, que l'on peut définir « l'utilisation de nos forces corporelles et intellectuelles, en vue de notre bien-être, et de celui du prochain ». L'intelligence commande, le corps exécute, l'alliance des deux éléments est nécessaire à la production, mais chacun d'eux a droit au respect. Cette dignité du travail méconnue

par le paganisme, a été réhabilitée par la civilisation chrétienne.

Un pareil langage était une nouveauté au milieu d'une société toute pénétrée des théories d'Adam Smith, de Ricardo, de Malthus, de John Stuart Mill, sur la production et la distribution des richesses.

A la même époque, en France, la voix éloquente d'un jeune officier rappelait aux classes élevées leurs devoirs envers les classes laborieuses, et, sur les ruines causées par l'individualisme révolutionnaire, traçait le plan d'une réorganisation sociale.

Manning suivit d'un œil attentif ce mouvement qui répondait si bien aux tendances de son âme. Il prit connaissance des travaux de l'école qui s'était formée autour de l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers, et qui, en adoptant pour titre le nom de Jésus Ouvrier, rendait un hommage éclatant à l'honneur et à la dignité du travail (1).

On trouve une trace intéressante des relations de Manning avec les chefs de la grande

(1) L'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers, à côté de ses institutions pratiques, avait établi une réunion permanente d'études sociales ou Conseil des études, qui s'était placée sous le vocable de *Jésus Ouvrier*.

œuvre sociale française, dans une lettre qu'il écrivit à M. Harmel, l'apôtre de l'Usine chrétienne, à l'occasion d'une fête ouvrière.

Archevêché de Westminster,
Du 1^{er} mai 1890.

« Cher Monsieur Harmel,

» J'espère avoir à féliciter tous les membres des « Cercles catholiques d'ouvriers » et leurs chefs, au sujet de la pacifique fête du travail de ce 1^{er} mai (1).

» Depuis l'année 1848, nous n'avions pas eu, à travers l'Europe, un mouvement empreint d'un tel caractère d'union. Alors, le mouvement était politique et révolutionnaire ; aujourd'hui il est industriel et pacifique. Quelques actes de regrettable désordre commis çà et là ne peuvent faire tache sur la juste cause de ceux qui, par millions, procèdent en tous pays avec ordre et avec calme.

(1) On se rappelle que, pour le 1^{er} mai 1890, avait été annoncée une grande manifestation internationale ouvrière en vue de la réduction des heures de travail. Cette journée très redoutée à l'avance, s'est passée sans encombre, grâce aux habiles dispositions prises par les gouvernements, et à l'esprit d'ordre et de mesure dont a fait preuve en la circonstance, la population ouvrière.

» Qu'il y ait nécessité absolue d'élever et d'alléger les travaux des hommes, de telle sorte que leurs vies puissent être des vies humaines et des vies domestiques, c'est ce qui ne fait de doute pour personne. Que les longues heures de travail, non seulement pour les hommes, mais encore pour les femmes, et que l'incertitude d'un salaire suffisant, rendent impossibles les devoirs et les affections du foyer, dans nos grands centres industriels, cela se démontre par soi-même jusqu'à l'évidence.

» La société humaine n'a que faire de cet « homme économique » imaginaire des économistes politiques, mais il lui faut l'être humain dans la réalité du souffle de vie qui l'anime; il lui faut l'homme de la famille d'Adam, lequel fut le premier travailleur investi de toutes les sympathies et de toutes les dignités de notre humanité.

» Trois conditions vitales sont nécessaires pour le bonheur et le bien-être de ceux qui vivent du travail. — La première est la foi en Dieu et l'obéissance à sa loi. — La deuxième est une entente cordiale entre les employeurs et les employés. — La troisième est une proportion avérée entre les profits

et les salaires, de sorte que, tous deux, employeurs et employés, arrivent à voir que leurs intérêts sont communs et leur prospérité inséparable.

» De tout ceci, on ne saurait trouver un plus noble exemple que les ouvrages de MM. Harmel — père et fils, je crois — que je viens de lire tout dernièrement, ainsi que ceux des « Cercles catholiques d'ouvriers » de France, sous la direction du Comte Albert de Mun et de ses dévoués collègues.

» Laissez-moi vous demander de communiquer ces quelques mots, de ma part, à votre association, dans son assemblée de dimanche prochain, et que toutes mes bénédictions soient avec vous tous.

» Croyez-moi, cher M. Harmel, votre dévoué serviteur.

» Henry-Edouard, card. MANNING,
Archevêque de Westminster. »

Dans ces quelques lignes, le cardinal touche aux délicates questions de la durée du travail et du taux du salaire, sur lesquelles nous allons revenir. Nous voulons seulement ici noter l'estime dans laquelle il tient tout ce qui rehausse la dignité du travail.

L'année suivante, c'est au comte Albert de Mun lui-même qu'il s'adresse, à l'occasion d'un écrit contenant un exposé des principes suivis par l'œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers. On lira cette lettre avec intérêt en la rapprochant de la précédente.

Archevêché de Westminster,
25 janvier 1891.

» Cher comte de Mun,

» J'ai lu vos « Quelques mots d'explication (1) » avec beaucoup d'intérêt et un entier assentiment. Il me semble que vos censeurs sont précipités et soupçonneux. Rien n'est plus facile à expliquer que la position que vous avez prise : c'est la seule sauvegarde contre le socialisme subversif et contre le socialisme d'état.

» Vos censeurs se servent presque des mêmes paroles, mais ils me semblent ne pas bien se rendre compte de leur signification respective.

» Le paragraphe de la page 28 qui com-

(1) C'est le titre d'une brochure reproduisant un article de M. de Mun à la Revue *l'Association catholique*, en date du 15 janvier 1891.

mence par ces mots : « Ce n'est là, toutefois, qu'un côté de la question », exprime ma profonde conviction. C'est bien tout le sens de ma lettre à la *Revue du XX^e siècle*.

» Le siècle qui vient appartiendra non aux capitalistes, ni à la bourgeoisie, mais au peuple. Celui-ci se laisse maintenant amener à la raison et même à la religion.

» Si nous gagnons sa confiance, nous pourrons le conseiller, si nous lui faisons une opposition aveugle, il pourra détruire tout bien.

» Mais j'espère beaucoup en l'action de l'Eglise, que tous les gouvernements dépouillent et rejettent. Sa vraie demeure est chez le peuple : il écoute sa voix.

» Ma lettre au *XX^e siècle* a causé quelque irritation en Angleterre, et l'on m'accuse, comme vous, de socialisme.

» Mais ici l'on étudie peu le socialisme ; c'est un cri de parti. La France nous dépasse de beaucoup dans ces études. Mais notre législation pour protéger le travail est déjà bien avancée.

» Croyez-moi toujours votre tout dévoué,

» Henry E...,

» Cardinal-Archevêque de Westminster. »

Pour compléter le sens de cette lettre il convient de se reporter à celle à laquelle il est fait allusion, et que le Cardinal avait adressée le 26 décembre précédent à la rédaction d'une nouvelle revue d'études sociales fondée à Marseille, sous le nom du *XX^e siècle*, par un groupe issu de l'œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers. En voici le texte (1) :

» Cher Monsieur ***

» Je vous remercie pour l'envoi du numéro du *XX^e siècle*, et aussi pour votre courage à vous élancer hardiment au delà du dix-neuvième.

» Nous avons été étranglés par un individualisme exagéré, et le prochain siècle montrera que la société humaine est plus grande et plus noble que tout ce qui est individuel.

» Cette doctrine qui a son fondement dans la loi de la nature et du christianisme, est taxée de socialisme par les frivoles et les impétueux, aussi bien que par les capitalistes et les riches.

(1) Le destinataire de cette lettre par un sentiment d'humilité toute chrétienne, n'a pas voulu être nommé.

» Mais l'avenir fera paraître à la lumière de la raison, l'état social du monde du travail. Nous verrons alors sur quelles lois repose la société chrétienne de l'humanité.

» Aussi, est-ce de votre part œuvre avisée que d'avoir groupé de jeunes et de vigoureux esprits en un centre d'études et de publicité sur ces vérités vitales.

» Les politiciens et les économistes politiques de l'école moderne ont fait leur temps. Le vingtième siècle sera tout au peuple et aux lois de la commune prospérité d'un régime chrétien. »

Il n'est pas surprenant que certains passages de cette lettre aient causé quelque émotion dans les hautes sphères du monde anglais.

L'idée exprimée est encore accentuée dans la lettre à M. de Mun, et certainement il est désagréable aux capitalistes et aux bourgeois, non seulement d'Angleterre, mais d'autres pays encore, de s'entendre dire que le vingtième siècle ne leur appartiendra pas, comme leur a appartenu le dix-neuvième.

A qui donc appartiendra l'avenir? « Au

peuple», répond Manning. Est-ce à dire que le pouvoir doive passer entre les mains de la partie la moins instruite et la moins fortunée de la société? Ce serait mal traduire la pensée de l'illustre écrivain, et rabaisser la question aux termes d'une discussion politique. Manning aimait le peuple pour lui-même, pour son bien, et ne tombait pas dans le travers de croire que le meilleur gouvernement est basé sur le suffrage universel direct, inorganique et aveugle tel qu'il existe en France. Manning vivait sous le régime traditionnel et séculaire de la constitution anglaise, et son loyalisme ne percevait même pas l'hypothèse d'un changement dans la forme politique du gouvernement de son pays. « En France, vous êtes au dernier degré, disait-il dans son entretien avec M. l'abbé Lemire (1), vous descendez plus bas que les païens, qui croient en Dieu... La Révolution a détruit en France l'initiative privée. Ce qui vous manque le plus, c'est la liberté, et surtout la liberté d'association. »

L'avenir appartiendra au peuple, cela ne

(1) *Le cardinal Manning*, par M. l'abbé Lemire, p. 257.

veut pas dire que les classes inférieures de la société prendront la place des classes élevées, que la propriété passera des mains de ceux qui la détiennent, dans les mains de ceux qui la convoitent, que les ministres et les chefs d'Etat seront désignés à des époques périodiques par les cohues électorales. Cela veut dire que la société sera rétablie sur les bases de l'ordre social chrétien, de telle sorte que les droits des faibles soient respectés, et que les lois ne soient pas uniquement faites pour favoriser l'accroissement du capital dans les mêmes mains, et développer indéfiniment la jouissance au profit des oisifs et des inutiles.

Du reste, la pensée du cardinal est expliquée par les conclusions de la brochure à laquelle répond sa lettre.

Voici ce qu'écrivait le comte de Mun :

« Telle est, dans ma conviction, le grand espoir de la société démocratique, le vrai, l'unique moyen pour elle de s'établir et de durer : c'est l'Eglise qui lui donnera ses fondements, ou elle ne s'assoiera jamais.

» Ayons donc confiance en celle que nous appelons notre mère, et apprenons au peuple à prendre, comme nous, confiance en

elle. Faisons-nous aimer de lui, en lui montrant que nous sommes sincèrement de son parti, que nous servons sa cause mieux que les autres, avec plus de dévouement et d'efficacité ; que rien ne nous enchaîne aux formes profondément contestables de la société bourgeoise, et que nous n'hésitons pas à rompre avec ses préjugés et ses lois, quand nous croyons que la justice envers lui le commande ; prouvons-lui enfin par des actes que, si nous ne demandons pas, pour le quatrième état, le droit d'être tout, nous voulons cependant qu'il soit quelque chose, et qu'ainsi nous prétendons être, non pas les derniers soutiens d'un édifice qui tombe, mais les premiers fondateurs d'une demeure où s'abritera son avenir.

» A ce prix seulement, nous vaincrons le socialisme. ».

Dans cet échange de vues, il est facile de reconnaître le trait commun qui réunit les deux grandes intelligences, et confond leurs espérances d'avenir : La société ne sera sauvée des périls qui la menacent que si elle se conforme aux préceptes de la loi divine.

Pour l'accomplissement de cette grande œuvre, Manning ne demandait qu'une chose :

la liberté pour l'Eglise de se mettre en rapports directs avec le peuple, de se faire aimer de lui, de le conquérir par l'amour.

DROITS DU TRAVAIL

Les idées du cardinal Manning étaient non moins précises sur les devoirs de l'Etat envers le travail. L'Etat n'a pas à réglementer le travail, à diriger les actes de l'ouvrier.

L'Etat doit à l'ouvrier le *respect* et la *protection* de ses droits.

Ce qu'on nomme la question de l'intervention de l'Etat c'est tout cela, et ce n'est que cela.

Depuis l'époque où Manning donnait sa conférence de Leeds, c'est-à-dire en 1874, cette question a fait du chemin dans l'opinion. Alors, on osait à peine parler de la protection légale des travailleurs ; l'expression « organisation du travail » avait encore quelque chose d'irrévérencieux envers le dogme sacré de la liberté du travail.

En quoi consiste donc cette liberté ?

M. Claudio Jannet en donnait la définition suivante : « C'est un régime dans lequel

chaque citoyen choisit librement sa profession, en établit le siège dans le lieu qui lui convient, et emploie les procédés de fabrication qu'il juge les plus avantageux (1). »

Voici comment s'exprimait à ce sujet l'organe de l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers en 1885 :

« A vrai dire la somme des avantages que représente ce régime n'est pas considérable.

» Donc, le choix libre de l'ouvrier porte sur trois objets : la nature, le lieu, le mode de travail.

» La nature du travail ? Mais n'est-elle pas fixée par la spécialité de l'apprentissage ? Un ouvrier sait le métier qu'on lui a appris, à une époque où il ne pouvait guère choisir librement. Plus il est habile dans une profession, moins il a la faculté d'en changer.

» Le lieu ? Sans doute l'ouvrier peut aller et venir comme bon lui semble. Cette faculté est-elle une conquête du régime nouveau sur l'ancien ? Il n'apparaît pas que l'ouvrier ait jamais été tenu en captivité ; aujourd'hui, comme jadis, il ne peut prendre un travail conforme à ses aptitudes que là où il en

(1) Rapport au Congrès de Dijon, 1884.

trouve, et la faculté plus grande qu'il a de rompre ses engagements n'est pas à son avantage.

» Le mode ? Assurément rien ne l'empêche de perfectionner son art et d'inventer des procédés nouveaux ; mais ne semble-t-il pas que la définition ne le touche guère, et que cet usage des procédés nouveaux soit plus à la portée d'un entrepreneur ou d'un gros fabricant que d'un simple ouvrier ?

» Voilà précisément où conduit cette liberté du travail, conquête si vantée de l'économie moderne : donner un essor non contenu à la faculté de produire, de multiplier indéfiniment la puissance du capital, et mettre la spéculation au-dessus de toute règle et de toute mesure ; en réalité, c'est la liberté du capital.

» De là, comme conséquences, une concurrence effrénée, dans laquelle les plus faibles, et généralement les plus honnêtes succombent ; un avilissement forcé de la main-d'œuvre achetée au rabais ; une accumulation de fortune dans quelques mains ; une concentration du travail dans certaines agglomérations populeuses, au détriment des travaux agricoles ; un déclassement continu

des individus ; enfin un excès de production en dehors de toutes proportions avec les besoins de la consommation.

» A tout cela, que gagne l'ouvrier ? Entraîné dans la foule, perdu comme un atome dans ce tourbillon du travail à outrance, il devient une marchandise dont la valeur suit les cours du marché ; rien ne lui rappelle sa dignité d'homme ; nul ne songe à ses devoirs de père de famille ; et si, tout à coup, la grande machine s'arrête, faute d'aliments, il n'a qu'à choisir entre la misère ou le crime.

» Mais le capital est libre ! Ce mot suffit à tout : la société ne doit rien de plus à l'ouvrier, puisqu'elle a proclamé la liberté du capital (1). »

Cette critique du régime moderne présente une analogie remarquable. Avec les sentiments exprimés par le cardinal Manning dans diverses circonstances. Le passage suivant du « Droit du travail » cité par M. l'abbé Lemire, exprime sa pensée sur ces questions.

« Le problème à résoudre, dit-il, c'est d'améliorer les relations entre l'argent et le

(1) V. le journal *la Corporation*, n° du 27 mai 1885.

travail. Le travail est tout l'avoir de l'ouvrier. Il consiste dans la force et l'adresse des membres complétées par une certaine énergie qui vient de la volonté, et une certaine habileté qui vient de l'intelligence. Le travail, je l'appelle un *capital vivant*, expression que j'emprunte à nos ancêtres les Saxons, qui appelaient leurs troupeaux et leurs serfs *de l'argent vivant* (*live-money*). Le travail, le capital vivant, a ceci de remarquable qu'il peut être transporté partout, qu'il garde sa valeur partout, et que c'est lui qui a produit originellement l'argent, et qui continue de l'utiliser. L'argent, je l'appelle un *capital mort*, parce que toute sa force et toute son utilité dérivent du travailleur qui le met en œuvre. Ces deux capitaux doivent être unis, sans quoi point de progrès. « Ils trottent sur le même cheval », dit Adam Smith. Or, quand deux hommes trottent sur le même cheval, il faut que l'un soit devant et que l'autre soit derrière ; ils ne peuvent être côte à côte. Supposons que l'argent soit devant, puisqu'il représente le résultat acquis ; il faut au moins que le travail, qui est derrière, lui donne la main ; il faut que le travail et l'argent s'entr'aident, qu'ils se sou-

tiennent ; car ils ont des rapports nécessaires.

» Pour régler ces rapports, l'économie politique me dit que *la loi de l'offre et de la demande* et que *le libre-échange* suffisent. Je ne veux point dire de mal de l'économie politique. Je la respecte, mais je ne puis vivre en paix avec elle.

» Je trouve d'abord que les lois économiques ne sont pas applicables à tous les produits, et, ce qui est plus grave, qu'elles ne s'appliquent pas au travail de l'ouvrier, *le travail n'étant pas une marchandise*.

» On me dit que pour faire hausser le prix de son travail, l'ouvrier a la grève, qu'il peut ainsi forcer le patron à lui faire des conditions meilleures.

» Quelquefois, oui.

» La plupart du temps, non.

» En voici la preuve. Sur plus de cent grèves que j'ai suivies de près, il n'y en a que cinq ou six qui aient tourné en faveur de l'ouvrier. Pourquoi ? parce qu'entre le patron et lui, la lutte n'est pas égale.

» Le patron a une cuirasse d'or. On ne travaille pas, il peut attendre, il n'a pas besoin de gagner, ses réserves sont là. L'ouvrier,

lui, ne peut pas attendre, parce que, pendant qu'il se croise les bras, sa femme et ses enfants souffrent.

» Le capital-vivant doit manger ; le capital-mort peut dormir.

» Le conflit est donc inégal.

» On dit encore que le travail est libre, que si l'ouvrier n'est pas content ici, il peut chercher ailleurs. Mais, avec la division des industries, et la division des tâches dans une même industrie, l'ouvrier n'est apte qu'à un genre de besogne, et par conséquent, il ne peut pas chercher loin.

» On ajoute qu'il peut choisir entre le bon et le mauvais patron ! Mais souvent il n'y a qu'un patron, et si celui-là est un exploiteur, que faire ? Il faut du pain, l'on doit bien passer par ses conditions.

» Donc, en dernière analyse, avec le système du contrat libre, les patrons sont les maîtres.

» Voilà pourquoi ce système est prôné par beaucoup d'entre eux.

» Voilà pourquoi ils s'indignent contre toute intervention d'un arbitre, contre toute ingérence d'un tiers dans ce qu'ils appellent les choses qui les regardent, dans ce que je nomme leurs intérêts.

» La réglementation du travail, disent-ils, est une affaire entre nos gens et nous.

» Je réponds : Non ; car, à ne considérer le travail que comme une marchandise dont l'ouvrier est le vendeur et le patron l'acheteur, les conditions du marché ne sont pas les mêmes, parce que le besoin n'est pas le même de part et d'autre : nous venons de le voir.

» En de telles circonstances, si l'Etat intervient, ce doit être en faveur du plus faible, parce qu'il doit proportionner son action au besoin, et du plus utile, parce qu'il doit songer au bien commun ; donc, en faveur de l'ouvrier, puisque l'ouvrier est faible et qu'il amasse cependant les richesses de l'humanité.

» Mais le travail n'est pas une marchandise, une valeur régie par des lois économiques ; c'est un acte humain et social, qui a des conséquences morales pour l'individu et la famille.

» Ah ! si le but de la vie est de multiplier les aunes de drap et de coton, si la gloire de l'Angleterre consiste à produire ces articles et autres similaires, dans la plus grande quantité et au plus bas prix possible... bien !

c'est compris : en avant dans la voie où nous sommes !

» Au contraire, si la vie domestique d'un peuple est la vraie vie, si la paix et l'honneur du foyer, si l'éducation des enfants, les devoirs d'épouse et de mère, les devoirs de mari et de père, sont écrits dans une loi naturelle autrement importante que toute loi économique, si toutes ces choses sont autrement sacrées que toutes celles qu'on vend au marché, alors, je le déclare, il faut agir en conséquence.

» Mais si, dans certains cas, la non réglementation du travail conduit à la destruction de la vie domestique, à la négligence des enfants, si elle transforme les femmes et les mères en machines vivantes, les pères et les époux (qu'on me pardonne le mot !) en bêtes de somme, qui se lèvent avant le soleil, et retournent au gîte le soir, épuisés de fatigue, et n'ayant plus que la force de prendre un morceau de pain et de se jeter sur un grabat pour dormir : la vie de famille n'existe plus, et nous ne pouvons continuer de ce pas.

» Je sais que j'aborde un sujet difficile, mais je crois qu'il faut l'envisager avec des dispositions de calme et de justice, et avec

la volonté bien arrêtée de mettre le travail et ses profits au second plan, la moralité et la vie de famille de la population ouvrière au premier. Je pose en principe que le Parlement doit intervenir. Comment? Dans quelle mesure? Toute la difficulté est là. »

Dans les pages qui précèdent, Manning aborde les questions les plus graves résultant des relations du travail et du capital, et marque le rôle respectif des deux éléments de la production. Il condamne le régime basé uniquement sur la loi de l'offre et de la demande, sur cette erreur anti-sociale qui assimile le travail humain à une marchandise à vendre ou à louer au rabais. Il signale les résultats de la concurrence illimitée et les dangers de la surproduction; enfin, il conclut à cette réglementation du travail si redoutée des exploiters, qui nécessite l'intervention de la loi.

Sur quelles matières doit porter la réglementation, et comment cette réglementation doit-elle se faire, voilà ce qu'il reste à étudier.

Avant d'examiner le mode de réglementation, il convient de poser les principes de justice sociale sur lesquels doit être fondé le contrat du travail.

Il est reconnu que le travail est la propriété de l'ouvrier, son capital, le moyen pour lui de vivre, c'est-à-dire non pas seulement de ne pas mourir de faim, mais d'accomplir pleinement sa destinée en ce monde.

Dans ce but, il faut, en premier lieu, que ce capital personnel de l'ouvrier soit conservé intact et ne soit pas détruit ou affaibli par un excès dépassant les forces humaines, en second lieu que le produit de ce capital soit suffisant pour assurer la vie de l'ouvrier.

Durée du travail, salaire du travail, telles sont les deux questions à résoudre.

DURÉE DU TRAVAIL

Sur le premier point, on connaît l'enseignement de l'encyclique *Rerum novarum*.

La justice et l'humanité ne permettent pas d'exiger une somme de travail qui émousse toutes les facultés de l'âme, écrase le corps et en consume les forces jusqu'à l'épuisement. Le nombre d'heures d'une journée de travail ne doit pas excéder la mesure des forces des travailleurs, et les intervalles de repos doivent être proportionnés à la nature du

travail et à la santé de l'ouvrier, d'après les circonstances des temps et des lieux.

A ce sujet, voici ce qu'écrivait l'année précédente le cardinal Manning, dans sa lettre au Congrès de Liège.

« L'économie politique n'est pas seulement une matière de valeurs et d'échanges ou de contrats libres, mais elle a pour objet la vie humaine considérée dans toutes ses nécessités et son bien-être. Il est impossible de discuter combien d'heures par jour doivent travailler un homme ou une femme, tant que l'on ne sera pas fixé sur le nombre d'heures que chaque jour un homme doit consacrer aux exigences de sa vie humaine, et sur le temps nécessaire chaque jour à une femme, pour s'acquitter des devoirs de la vie domestique.

» Faire passer le travail et le salaire avant les nécessités de la vie humaine et domestique, c'est renverser l'ordre de Dieu et de la nature, et ruiner la société humaine dans son principe originel.

» L'économie de l'industrie est régie par la suprême loi morale qui détermine, limite et contrôle toutes ses opérations. »

On se souvient des polémiques auxquelles

a donné lieu cette théorie du contrat de travail qui réfutait toutes les données de l'école libérale. Mais la discussion était bien autrement vive à propos de l'intervention de l'Etat.

« C'est là, écrivait M. de Mun dans la brochure qui a fait l'objet de la lettre du cardinal Manning, que s'est produit tout d'abord le choc des opinions, à propos des projets de loi sur la limitation de la durée du travail, sujet actuel entre tous, qu'il ne dépendait pas de la fantaisie de tel ou tel de choisir et de mettre à l'ordre du jour, mais que les incidents quotidiens de la vie industrielle, les grèves multipliées, les revendications constantes des travailleurs imposaient nécessairement à l'attention publique, et dont la journée du 1^{er} mai 1890 est venue montrer aux plus récalcitrants l'urgence et la gravité.

« Avec la manie qui sévit dans notre pays, de classer les hommes et les idées en groupes séparés et désignés par des néologismes spéciaux, on s'est empressé de distinguer dans ce grave sujet, deux catégories opposées d'opinions, celle des interventionnistes et celle des non-interventionnistes. »

Il n'y a pas qu'en France que ce genre de classement se pratique ; le Cardinal fut vivement critiqué par la presse anglaise, et ne put se soustraire à la qualification d'interventionniste, voire même d'*étatiste*.

Au fond, ce sont là des querelles de mots. Avant tout, il faudrait s'entendre sur la nature de cette intervention, dont le sens est faussé par l'obsession des paperasseries administratives. Il ne s'agit pas de donner à tel ou tel ministre le droit de réglementer suivant son caprice les relations des patrons avec leurs ouvriers. Il s'agit de constituer une législation sociale répondant aux conditions nouvelles de l'industrie moderne. En ce sens, le principe du droit d'intervention du pouvoir législatif n'est contesté par personne. Mgr Freppel, qui passait pour un adversaire de la réglementation, disait dans un discours d'ouverture du congrès d'Angers en 1886 : « Comment ne pas admettre que le législateur civil ait à la fois le droit et le devoir d'intervenir pour protéger l'enfance contre un travail prématuré et excessif, pour retenir la mère autant que possible au foyer domestique, en posant de sages limites à des entreprises qui, n'ayant plus d'autre règle

que le profit matériel, pourraient entraîner la destruction de la famille ? Lorsque, pour des motifs d'hygiène et de salubrité publique, le pouvoir civil s'inquiète des conditions matérielles de l'atelier ou de l'usine, lorsque, d'accord avec la loi divine, il empêche d'abuser de la situation précaire des ouvriers dont la durée excéderait leurs forces, et que, pour des raisons aussi indiscutables au point de vue physique qu'au point de vue moral, il leur assure, par des prescriptions légales, un jour de repos par semaine, peut-on dire qu'il sort de ses attributions, et qu'il ouvre la voie au socialisme ? »

Ainsi, sur la question du travail des femmes et des enfants dans les manufactures, du travail de nuit, du travail dans les mines, point de difficulté. L'intervention de la loi en pareille matière est affaire d'hygiène et de salubrité publique. Manning ne disait pas autre chose dans sa lettre au congrès de Liège.

» En partant de ce principe moral, je puis dire que, pour les travaux des ouvriers employés dans les mines, et pour tous les autres travaux pénibles, une journée de *huit* heures est juste et raisonnable. Pour les travaux

moins pénibles, une journée de *dix* heures peut prudemment être acceptée. Il n'est pas raisonnable de fixer une seule et même mesure pour les travaux durs et les moins fatigants.

» Il est difficile de comprendre qu'une mère de famille à la tête de son ménage puisse travailler loin de ses enfants. Le contrat précédent et sacré du mariage s'oppose à tout nouveau contrat d'intérêt qui serait une violation du premier. Quant aux autres femmes, *huit* ou *dix* heures de travail par jour est tout ce qu'elles peuvent donner sans compromettre l'accomplissement nécessaire des devoirs de la vie humaine, et leur droit de jouir de la vie de famille dans leur foyer.

» En ce qui concerne les enfants, on ne doit leur permettre aucun travail avant qu'ils aient achevé convenablement leur éducation. Ce temps varie selon les diverses conditions de la vie sociale, dans les différentes nations. Cependant, dans presque tous les pays, la limite d'âge fixée pour le temps de l'école a besoin d'être reculée.

» Pour les jeunes filles, tous les travaux nuisibles et dangereux pour leur santé doivent être défendus par la loi.

» Il devrait être absolument illégal de faire

travailler les femmes et les enfants dans les mines ; ainsi devrait-il en être pour les travaux de nuit.

» Le repos du dimanche devrait être assuré par la loi aux ouvriers, et la cessation de tout travail, sauf quelques cas urgents, devrait être obligatoire sous certaines peines.

» Si un gouvernement désire se singulariser dans l'univers chrétien, en ne reconnaissant pas le jour du Seigneur, il doit au moins pour la santé et pour raisons physiologiques, accorder un jour de repos par semaine aux classes ouvrières. »

En vérité, il n'est pas besoin d'être interventionniste ou étatiste pour penser que les législateurs ont le devoir de faire cesser des abus qui, dans le but de procurer des bénéfices aux chefs d'industrie, compromettent la santé et la moralité de la génération présente et de celles qui doivent venir. La femme est faite pour mettre au monde des enfants bien constitués, les nourrir, les élever et vaquer aux soins du ménage ; l'enfant est fait pour grandir, se développer, s'instruire et devenir un membre utile à la société.

L'homme fait a droit également à la pro-

tection légale, lorsque les exigences de l'industrie lui imposent des tâches attentatoires à sa santé. Les enquêtes ont révélé des faits scandaleux dans tous les pays de production manufacturière. En 1890, le comité de la Chambre des lords s'exprimait ainsi dans un rapport sur les conséquences du *Sweating system*.

» Les maux que nous avons constatés peuvent difficilement être exagérés.

» Les gains de la classe inférieure des travailleurs sont tout juste suffisants pour soutenir leur existence.

» La durée de leur travail est telle que la vie de l'ouvrier n'est plus qu'une suite ininterrompue de travaux incessants souvent fort durs, et poursuivis dans des conditions insalubres.

» Les conditions sanitaires dans lesquelles ce travail a lieu sont telles que, non seulement la santé des travailleurs en peut être compromise, mais même la santé publique, spécialement dans les métiers qui confectionnent les vêtements, car les maladies contagieuses sont répandues par la vente des vêtements faits dans les ateliers habités par des malades atteints de petite vérole ou d'autres maladies contagieuses. »

On se figure ce qu'il y a de misères cachées sous ce langage officiel où l'indignation n'est pas de mise, et qui révèle un état de choses honteux en pleine civilisation. Comment a-t-il fallu arriver jusqu'en l'an 1890 pour s'apercevoir que la cruelle théorie du « laissez faire, laissez passer » causait plus de ravages que la guerre et les épidémies morbides ?

Enfin la lumière est faite, dans tous les états du monde civilisé, des lois sont promulguées ou en état de préparation contre ces excès du travail, et l'épithète d'interventionniste a perdu de son caractère injurieux. Ce n'est plus qu'une question de mesure.

LE SALAIRE

En ce qui touche le taux des salaires, la mesure de la protection légale est d'une appréciation plus délicate. Cependant les statistiques récentes ont mis en lumière des faits intolérables.

« L'enquête de l'Office du travail, dit M. Raoul Jay, dans son ouvrage si décisif sur la protection légale des travailleurs, relève, pour certaines ouvrières de la confection des vêtements d'hommes, des salaires de

1 fr. 25, 1 fr. 20 : 375 francs pour un travail de 300 jours à Paris.

« La découpeuse de dentelles fera des journées de 0 fr. 75 à 1 fr. 50. La culottière, qui fait le pantalon de treillis pour les fournisseurs militaires, est payée à raison de 0 fr. 15 le pantalon, elle en fait environ six en douze heures. »

Il est clair que des femmes qui n'ont pas d'autres moyens d'existence que ces misérables salaires, sont condamnées à mourir de faim.

« Quant aux conséquences morales de la situation économique faite à certaines ouvrières à domicile, ajoute M. Raoul Jay, elles se devinent malheureusement assez. A la suite de sa consciencieuse enquête, M. Bonnevey a écrit ces lignes : « Si nous affirmons que » c'est à l'insuffisance du salaire qu'est due » l'inconduite de la plupart de celles qui tombent, ce n'est pas une simple hypothèse que » nous avançons, c'est un fait dont la vérification est facile (1). »

La modicité du salaire des hommes n'a pas la même conséquence, mais il arrive souvent,

(1) Raoul Jay, *La protection légale des travailleurs*, Larose, 1904.

comme on le voyait dans les docks de Londres, que l'urgence du besoin et la rapacité des marchandeurs, réduit le gain de l'homme à un salaire de famine, qui le met dans l'impossibilité de vivre, et surtout de soutenir une famille. N'y a-t-il pas là une question d'ordre public ! Est-il tolérable que dans une société civilisée, le fait pour un ouvrier, homme ou femme, de souffrir de la faim ou même d'en mourir, faute d'une suffisante rémunération, soit une réalité fréquente ?

Manning ne le pensait pas. Au grand scandale des économistes, il soutenait que chacun a droit au travail et au pain. Il mettait en évidence la fameuse solution théologique qui déclare licite le fait de voler un pain en cas d'extrême nécessité, et affirmait qu'une société assez mal organisée pour que les salaires ne répondent pas aux besoins indispensables de la vie, a le devoir d'imposer la taxe des pauvres.

Cependant il ne se faisait pas d'illusion sur les déféctuosités de l'assistance publique. Dans son éloquent *Plaidoyer en faveur des déshérités*, il les fait ressortir avec force, et indique la conséquence de la nouvelle loi des pauvres, *Poor law* : 1° Un surcroît

d'abondantes aumônes qui pourraient être mieux employées : cinq millions de francs ont été répandus en une seule année dans la ville de Londres. 2° Cette profusion d'aumônes a fait surgir une société d'organisation de la charité, dont les administrateurs et distributeurs dévorent à eux seuls deux millions sur les cinq millions donnés en aumône. Les membres de cette société peuvent être excellents, mais leur gestion ne dépense pas moins en frais, une part considérable des aumônes, et il serait désirable d'employer un système de charité moins onéreux pour les pauvres (1).

Malgré tous ces inconvénients, Manning ajoutait : « Pas un catholique d'Angleterre ne demanderait l'abolition de la taxe des pauvres. »

Peut-être, en pays catholique, aurait-il tenu un langage différent. Les lois d'assistance obligatoire ne sont nécessaires que quand l'initiative des institutions charitables est impuissante à couvrir les insuffisances du salaire. L'Eglise est assez industrielle pour subvenir aux misères sociales ; c'est

(1) Nineteenth century, mars 1888.

à elle qu'il appartient d'organiser l'aumône. Elle ne fait jamais défaut à cette mission, à condition qu'elle ne soit pas entravée dans sa liberté d'action par un pouvoir hostile.

Mais, obligatoire ou spontanée, l'assistance ne doit être que le complément exceptionnel du salaire normal, tel qu'il résulte d'une bonne organisation du travail. L'insuffisance du salaire est un désordre social qu'une sage réglementation a pour effet de réprimer.

Cependant il est certain que la réglementation légale des salaires ne peut avoir un caractère général comme la répression des excès de durée du travail. Le taux en est variable suivant les temps et suivant les lieux. « Tout ce qu'on peut demander au Pouvoir, c'est de prendre les mesures nécessaires pour faire cesser l'injustice sociale résultant de l'insuffisance des salaires. La première mesure à prendre serait de donner l'exemple de la justice, et de ne pas tolérer que les entreprises qui dépendent des services publics violent dans leurs contrats les principes du juste salaire. En ce qui concerne les contrats privés, la loi pourrait déclarer illicites les contrats entachés d'usure. Dans

ce cas, l'ouvrier qui se prétend lésé, aurait un recours devant la juridiction compétente pour obtenir réparation. Nous irions jusqu'à admettre une législation pénale érigeant en délit le fait d'abuser des besoins de l'ouvrier, pour lui imposer un salaire insuffisant (1). »

Mais tout ceci, bien entendu, est relatif à un état de choses défectueux, résultant des fausses doctrines économiques, jointes à l'inexpérience des transformations industrielles. L'état normal, c'est celui où les corps professionnels sont organisés, et c'est à favoriser cette organisation que doivent tendre tous les efforts des autorités sociales.

LA CORPORATION

L'association corporative, voilà, en somme, la solution du problème. Elle est l'œuvre de l'Eglise ; Pie IX et Léon XIII l'ont souvent signalée dans leurs lettres, et l'encyclique *Rerum novarum* en consacre les bienfaits

(1) Ce passage est extrait du rapport présenté au Conseil des études de l'Œuvre des cercles sur le salaire. *Association catholique*, 15 décembre 1892.

effets dans des termes trop connus pour qu'il soit nécessaire d'en rappeler le texte.

M. Anatole Leroy-Beaulieu, dans son bel ouvrage : « La Papauté, le socialisme et la démocratie », s'exprime ainsi :

« L'Eglise peut parler au siècle des associations. Elle s'y connaît. Sa maîtrise en ce genre est incontestée, et sa compétence difficile à nier. Société elle-même, *Ecclesia*, et la plus ancienne et la plus vaste des sociétés humaines, elle a eu, de tout temps, une fécondité sociale sans pareille. Rien de plus merveilleux au monde. De son sein sont nées, durant des siècles, des associations de toute sorte, congrégations, confréries, corporations, communautés des deux sexes, ecclésiastiques et laïques, urbaines et rurales, aristocratiques et populaires, hospitalières, scolaires, scientifiques, ouvrières, militaires. Et, après deux mille ans, sa fécondité n'est pas épuisée.... Aussi bien, — puisque pour les deux points qui tiennent le plus au cœur des ouvriers, pour la durée du travail et pour le taux des salaires, le Saint-Père, à l'inverse des socialistes de toute robe, n'attend guère rien de l'Etat, — il était ramené aux associations libres, aux cor-

porations. C'est à elles que l'Eglise, par la bouche de Léon XIII, demande le remède aux plaies sociales (1). »

L'esprit révolutionnaire, qui souffle dans toute l'Europe depuis plus d'un siècle, a brisé pour un temps cette force protectrice de l'ordre social, et réduit le peuple à l'individualisme, qui le livre désarmé à la tyrannie capitaliste. Le sentiment instinctif de la conservation sociale a ramené les nations industrielles au groupement corporatif. L'Allemagne, l'Autriche ont depuis près d'un demi-siècle rétabli l'association professionnelle. En Angleterre, elle a une forme particulière, convenable au tempérament du pays, les Trade-Unions, qui, après une période troublée, réalisent, grâce à leur modération, une puissante organisation du travail. En France, où l'individualisme révolutionnaire a causé les plus profonds ravages, le mouvement a été paralysé par les lois prohibitives du droit d'association. Cependant, des syndicats ouvriers se formèrent spontanément, le mot corporation reprenait crédit dans le monde ouvrier, et sous une pression

(1) Anatole Leroy-Beaulieu. *La Papauté, le socialisme et la démocratie*, ch. XIII.

irrésistible d'opinion, la loi du 21 mars 1884 venait enfin rétablir un commencement de liberté. On sait la part prise à cette loi réparatrice par le comte de Mun, appuyé sur quelques membres du Parlement, entouré de ses dévoués collaborateurs de l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers.

Le rétablissement de la corporation appropriée aux besoins de la société moderne, tel était le but final de cette œuvre. Si les circonstances ne lui ont pas permis de réaliser sur ce point toutes les espérances de sa fondation, elle a puissamment contribué par sa propagande au réveil corporatif, et créé des types d'associations professionnelles sur lesquels pourront se modeler les corporations de l'avenir (1).

Le cardinal Manning apporta à ce mouvement toute l'autorité de son intelligence et la vigueur de son action. Il appréciait les services rendus à la cause ouvrière par les Trade-Unions reconnues, réglementées par les lois de 1875, 1876 et 1886; il voyait fonctionner les conseils d'arbitrage ou de conciliation popularisés par MM. Mundella

(1) V. le programme de l'Œuvre des Cercles du 31 janvier 1894, Ass. cath. T. XXXVII, p. 453.

et Rupert Kettle, organisés par les lois de 1867 et 1872, tendant à remettre les corporations nouvelles sur leur ancienne base, par l'union des patrons avec les ouvriers et la reconstitution de l'ancienne juridiction syndicale (1).

Il considérait l'association comme la meilleure solution des questions ouvrières, et l'appelait l'institution historique et nationale de l'Angleterre.

« Remontez si haut que vous voulez dans l'histoire saxonne, disait-il, vous trouverez des associations distinctes de la famille et de l'Etat, connues sous le nom de *Guildes*. Elles avaient tantôt un but religieux, tantôt un but d'assistance mutuelle; mais souvent aussi elles protégeaient les travailleurs contre la juridiction oppressive des autorités locales. Cette organisation que je retrouve chez tous les peuples civilisés, qui existait chez les Romains et chez les Grecs, me paraît une nécessité sociale de premier ordre, une nécessité universelle et constante, toujours reconnue par les législations sages. Et vrai-

(1) V. *Le passé et l'avenir des Trade-Unions*, par Georges Howel. Traduction et introduction de Lecour Grandmaison,

ment je ne sais pas pourquoi des hommes ne pourraient pas s'entendre et s'unir de la sorte, du moment qu'ils reconnaissent les lois de l'Etat (1). »

Dans sa lettre au congrès de Liège, c'est à l'association qu'il confie l'apaisement des conflits entre patrons et ouvriers.

« Enfin, le pouvoir d'association, pour motifs de secours mutuel et de soutien, est un droit naturel et légitime, appartenant soit au capitaliste ou au producteur, soit au patron ou à l'ouvrier. Ces sortes d'associations sont très fécondes et pacifiques lorsque maîtres et ouvriers s'unissent ensemble en confraternités ou corporations.

» Si, au contraire, ils restent séparés et indépendants les uns des autres, ils devraient pouvoir conférer librement en tête à tête, chaque fois qu'une difficulté s'élève entre eux ; et s'ils ne réussissent pas à s'entendre, ils devraient pouvoir soumettre leurs différends à un conseil d'arbitres librement choisis par les deux parties.

» Si enfin cet arbitrage ne réussissait pas à amener la paix, la Société en général

(1) Manning. *Les droits du travail*. Passage cité par M. l'abbé Lemire.

pourrait, pour sa propre protection, intervenir spontanément, ou du moins recourir à l'autorité législative. »

On voit par ce qui précède, que les préférences de Manning sont pour les associations professionnelles réunissant patrons et ouvriers, et se rapprochant ainsi le mieux de la forme de l'ancienne corporation. C'est à ce type que se rattachent les syndicats mixtes pour lesquels M. de Mun demandait quelques avantages spéciaux que la Chambre, encore sous l'influence des vieux préjugés, n'a pas voulu lui accorder.

Le second système est celui des syndicats séparés ou parallèles de patrons et d'ouvriers, reliés entre eux par un conseil d'arbitrage, comme il s'en forme de divers côtés. Cette organisation, moins difficile que la première, peut avoir une efficacité plus rapide, et elle est tout au moins un acheminement au régime corporatif complet.

Quel peut donc être le rôle des associations professionnelles relativement au salaire ?

Sans doute elles n'ont pas à le déterminer, et il est dans l'ordre que le taux du salaire résulte des conditions débattues entre les employeurs et les employés, suivant les cir-

constances plus ou moins favorables de l'industrie. Mais, du moins, elles peuvent fixer un minimum au-dessous duquel il n'est pas permis de descendre, sauf à le modifier suivant les fluctuations du marché et les variations des denrées, ainsi que font les Trade-Unions.

C'est à ce système que fait allusion le cardinal Manning à la fin de sa lettre au congrès de Liège :

« Ma dernière parole, Monseigneur, semblera peut-être violente et hardie. Je ne crois pas qu'il soit jamais possible d'établir, d'une manière efficace et durable, des rapports pacifiques entre patrons et ouvriers, tant qu'on n'aura pas reconnu, fixé et établi publiquement une mesure juste et convenable réglant les profits et les salaires, mesure d'après laquelle seraient régis tous les contrats libres entre le capital et le travail.

» De plus, comme les valeurs sont soumises dans le commerce, à des variations nécessaires, il faudrait que tous les contrats libres fussent soumis à une révision périodique, chaque *trois* ou *cinq* ans, afin qu'on pût garder l'accord réciproque sur le contrat.

Cette condition doit être insérée dans le contrat même. »

Ce passage a soulevé un orage de la part des *non-interventionnistes*. Mgr Freppel, dans le discours que nous avons cité ci-dessus, a critiqué vivement la fixation du minimum de salaire, et, pour donner plus de force à son argumentation, a traduit *publiquement* par *législativement*.

Le cardinal Manning a jugé nécessaire de relever cette erreur qui dénaturait le texte et faussait le sens de ses paroles. Dans une lettre à un économiste belge, M. Van Overbergh, publiée par le *Courrier de Bruxelles*, il rectifie l'expression, et explique sa pensée :

« 1° Par *publiquement*, je veux dire, par convention ouverte et reconnue. 2° la proportion dont je parle doit être déterminée par les maîtres et leurs employés. 3° la révision périodique doit être également déterminée par les mêmes contractants. 4° le recours au législateur doit être évité, dans ces matières, autant que possible (1). »

La rectification qui rétablit le mot *publi-*

(1) *Association catholique*, 15 décembre 1890, p. 632.

quement au lieu du mot *législativement* est précisément le nœud de la question d'un minimum de salaire; on pourrait même dire, au point de vue économique, de toute la question économique, de toute la question ouvrière, car, c'est du salaire ou plutôt de la rémunération du travail, que dépend l'existence matérielle, jusqu'à un certain point même, la vie morale du travailleur.

Nous avons dit, d'après Manning, que le travail est le capital de l'ouvrier, dont le revenu doit répondre à tous ses besoins, puisqu'il n'a pas d'autres moyens d'y donner satisfaction.

Donc, dans le chiffre de cette rémunération, il faut comprendre non seulement les nécessités de la vie quotidienne, c'est-à-dire, la nourriture, le vêtement, le logement, mais le moyen de faire face aux éventualités de la maladie, des accidents, du chômage, et enfin la garantie des moyens d'existence pour l'époque de la vieillesse. Il faut de plus, que la rémunération soit suffisante, non seulement pour l'ouvrier, mais pour sa famille, c'est-à-dire pour sa femme, déduction faite des petits gains qu'elle peut se procurer après avoir rempli ses devoirs de mère, et

pour ses enfants , jusqu'à ce qu'ils soient en âge de l'aider. Tout cela, c'est de la justice élémentaire ; il n'y a pas d'intérêts industriels qui puissent primer le droit du travailleur à l'existence.

Si le droit du travailleur est lésé par les exigences de l'industrie, c'est que l'organisation est mauvaise, et le devoir du législateur est, non pas de s'ingérer dans la réglementation, mais de favoriser la constitution des autonomies professionnelles auxquelles il appartient de se gouverner elles-mêmes.

Sous quelle forme concrète doit se faire ce groupement corporatif, c'est ce qu'on ne saurait établir *a priori*, mais qui résulte des coutumes, de la situation économique, du génie particulier de chaque nation. Ce qu'il importe, c'est que ces corps constitués aient leur personnalité propre, leur patrimoine et leur juridiction.

A cette Autorité sociale, il appartient de statuer sur les difficultés résultant du contrat de travail, de faire la police du métier, de créer et d'administrer toutes les institutions d'intérêt commun, caisses de secours, de retraite, de maladie, de chômage, assurances contre les accidents, sociétés de consumma-

tion, avantages collectifs de toute espèce ; enfin, d'assurer la défense et la représentation du métier.

Quant à l'Etat, son rôle se borne à maintenir l'autonomie des corps professionnels, et à donner force exécutoire à leurs règles, et à leurs décisions (1).

Si nous avons donné quelque développement à cette théorie de l'organisation du travail, c'est qu'elle découle des principes posés par le cardinal Manning, et répond à l'accusation de socialisme d'Etat dont il a été l'objet, en même temps que les écoles sociales auxquelles il témoignait sa sympathie. Rien n'est plus contraire au socialisme d'Etat que cette organisation de la puissance corporative envers laquelle l'Etat n'a que des devoirs de respect et de protection.

Le régime corporatif est l'antidote du socialisme.

(1) Consulter sur ces points les études très complètes du marquis de la Tour du Pin, notamment son article sur l'essence des droits et de l'organisation des intérêts économiques. *Association catholique*, t. XXXII, p. 503.

Voir aussi l'étude sur les principes de l'organisation professionnelle par M. Henri Lorin. *Association catholique* du 15 juillet, t. XXXVI, p. 3.

LÉGISLATION INTERNATIONALE

Tout ce qui précède concerne l'organisation propre à chaque nation. Mais la question sociale a un caractère international évident, car les réformes faites dans un pays pourraient être préjudiciables à son industrie nationale, si l'industrie étrangère en profitait pour lui opposer une concurrence ruineuse.

Le remède à ce danger serait une entente internationale établie entre les nations.

« Ce n'est qu'en procédant de cette façon, écrivait M. Lœsewitz, qu'on pourra obtenir l'uniformité si désirable de la législation de tous les pays civilisés en matière de travail industriel, uniformité qui devra être considérée à l'avenir comme la condition indispensable pour la conclusion d'un traité de commerce sur la base d'une réciprocité parfaite. Le développement prodigieux du commerce international exige impérieusement l'unification des lois qui régissent le commerce et l'industrie. La lutte douanière, la guerre des tarifs inévitable aussi longtemps que le régime du travail diffère d'une façon trop sensible d'un pays à l'autre, contribuera puissamment à

convaincre tout le monde de la nécessité absolue de l'adoption des mêmes principes de droit par tous les pays industriels (1). »

Cette idée a été mise en avant pour la première fois vers l'année 1860, par un industriel alsacien, Daniel Legrand, qui en a fait l'objet de nombreuses démarches près des gouvernements européens. Elle a suivi son chemin depuis cette époque, aussi bien dans le camp socialiste que parmi les catholiques. Des sociologues connus, Rodolphe Meyer, Lœsewitz, le marquis de la Tour du Pin, Numa Droz, l'ont soutenue dans leurs écrits, le comte de Mun l'a présentée à la Chambre française en divers discours, elle a été agitée dans une foule de milieux différents, au Congrès d'hygiène de Bruxelles, au Conseil fédéral suisse, au Congrès ouvrier de Roubaix, au Conseil municipal de Paris, au Parlement anglais, au Congrès du Parti ouvrier français, à l'Union internationale de Fribourg, sous la présidence de Mgr Mermillod; dans la réunion des catholiques membres de l'Association allemande des

(1) Association catholique, tome XIX, p. 520.

études sociales qui se tint en 1885, chez le prince de Lœvenstein (1).

Manning suivait attentivement ce mouvement qui répondait à ses convictions intimes. Aussi, quand l'empereur allemand reprenait le projet ébauché par le Conseil fédéral suisse, de provoquer une conférence internationale, et convoquait à Berlin les représentants des puissances, le Cardinal fit connaître dans une lettre publiée par la *Deutsche Revue*, son approbation du rescrit impérial qu'il appelait « la mesure la plus sage et la plus digne qui ait été prise par un souverain de notre temps », ajoutant que « l'empereur Guillaume II s'est montré un vrai gouvernant, d'une grande profondeur de vues. »

Peu de temps après, il adressait la lettre suivante à M. Decurtins, le vaillant champion

(1) Un jour vint où les catholiques des différents pays, épris de justice sociale, et, par conséquent, hostiles au régime économique actuel, songèrent à se faire connaître mutuellement leurs plans ou leurs incertitudes, et à s'éclairer entre eux : alors un grand progrès s'accomplit. L'action sociale catholique dans chaque contrée, conserva son originale autonomie ; mais les études que comportait cette action même, et qui la développaient, devinrent internationales. (Léon Grégoire. Le Pape, les catholiques et la question sociale).

de la protection ouvrière internationale au Conseil fédéral suisse :

« Mon cher Monsieur Decurtins,

» Je ne saurais assez vous dire la satisfaction avec laquelle j'ai lu votre livre sur la « Protection ouvrière internationale ». Si je ne me trompe, vous êtes le premier, qui ayez exposé à la conscience du public européen, la condition de millions de gens dont toute la vie n'est que labeur. Toutes les questions politiques et diplomatiques cèdent le pas à celles que vous avez traitées, c'est-à-dire, le travail des enfants et des femmes, le travail du dimanche et les heures de travail. Jusqu'à présent, ces questions étaient réglées par le profit que veulent obtenir les capitalistes, et par la production à bon marché.

» Il y a quelques années, on m'a reproché d'être un mauvais économiste politique pour avoir dit que les femmes mariées et les mères, qui, par contrat de mariage, se sont engagées à fonder une famille et à élever leurs enfants, n'ont ni le droit, ni le pouvoir de se lier, par contrat, pour tant d'heures par

jour, en violation du premier engagement qu'elles ont pris comme épouses et comme mères. Un tel contrat est, *ipso facto*, illégal et nul. Vous avez très bien fait ressortir cette grande loi morale, sans laquelle nous aurons une horde au lieu d'une nation. Sans vie domestique point de nation.

» Il en est de même des hommes. Tant que les heures de travail ne seront limitées que par le gain des patrons, aucun ouvrier ne pourra jouir de l'existence digne de l'être humain.

» Le plus humble travailleur, aussi bien que le riche et l'homme lettré, a besoin de certaines heures pour cultiver son esprit, et, s'il ne peut pas disposer de ce temps, il est réduit à l'état d'une machine ou d'une bête de somme. Quelle nation formeront des hommes qui se trouvent dans cette condition ? Quelle peut être la vie domestique, sociale ou politique de tels hommes ? Et pourtant, c'est à cela que l'individualisme et l'économie politique des cinquante dernières années nous conduisent.

« L'économie politique comprend, à vrai dire, tout ce qui concerne la richesse générale d'un peuple. Elle embrasse, limite et

règle tous les intérêts et les actes des hommes formant une société ; elle les règle par la loi morale supérieure, qui est celle de la nature et de Dieu. Il faut avant tout, maintenir les principes qui régissent la vie de l'homme et la société humaine ; la question de savoir où l'on achète à meilleur marché et où l'on vend le plus cher est secondaire.

« Telles sont les questions que vous avez présentées à la conscience publique de l'Europe, et en cela vous êtes secondé par Léon XIII et l'Empereur d'Allemagne. J'espère que les millions de nos frères qui gémissent sous le joug d'un travail poussé à l'excès, verront leur condition améliorée.

« Votre fidèle ami,

« Cardinal MANNING. »

La conférence de Berlin ne répondit pas aux espérances qu'elle avait fait naître. Déjà, les divers gouvernements d'Europe s'étaient montrés froids sur l'appel du Conseil fédéral suisse. Une discussion s'était élevée au Parlement anglais sur la défense faite aux délégués, de ne prendre part à aucune discussion relative à la fixation internationale de la durée du travail, ou à la limitation de la production.

Le député Graham, au nom des mineurs écossais, proposa une motion pour que le mandat des délégués ne fût pas limité ; sa proposition fut repoussée par 189 voix contre 124. Le chiffre important de cette minorité causa une certaine impression, en montrant le progrès des idées favorables aux réformes sociales. A Berlin, la France était représentée par un groupe de déistes et de libres-penseurs parmi lesquels le plus marquant était Jules Simon, dont la philosophie sentimentale n'a jamais produit de programme défini. Il était visible que les gouvernements avaient voulu faire un acte de courtoisie en répondant à l'appel de l'empereur allemand, mais que des instructions avaient été données pour que la conférence se bornât à un échange d'idées et de vœux, mais ne conclût à aucune décision ferme.

Le programme portait sur les questions du travail dans les mines, du travail des enfants, des jeunes gens et des femmes, du travail du dimanche. Sur tous ces points, les délibérations ont été peu concluantes, bien que les discussions eussent donné lieu à d'intéressantes considérations, notamment de la part

de M. Delahaye, délégué français, et de Mgr Kopp, prince-évêque de Breslau, chargé par Léon XIII de le représenter officieusement devant l'Assemblée.

En effet, pour des motifs qui échappent à notre appréciation, le Saint-Père n'avait pas été invité à envoyer un délégué officiel à la conférence de Berlin. Mais l'empereur Guillaume, avec une délicatesse de sentiment qui est le propre d'un souverain de race, lui avait soumis le programme des travaux, accompagné d'une lettre de haute courtoisie. La réponse de Léon XIII manifeste un jugement nettement favorable à l'action combinée des gouvernements, dans le but de relever la condition des ouvriers. Le Souverain Pontife félicite l'empereur allemand d'avoir compris que ces graves questions sollicitent le concours de la religion et la bienfaisante action de l'Eglise, et exprime des vœux pour le succès de la conférence.

En adressant un appel au bienveillant concours du Pape, le Souverain protestant donnait une leçon aux gouvernements de l'Europe, et découvrait, sans le vouloir, le point faible et l'inanité de toutes ces tentatives humanitaires, mais exclusivement laïques, pour la solution

d'un problème dont l'Eglise et son Chef peuvent seuls donner le dernier mot.

Cette irrémédiable faiblesse est apparue lors de la discussion sur la dernière proposition du programme tendant à établir une certaine permanence, pour le règlement des intérêts internationaux. Le principe en a été adopté ; mais d'une manière mal définie, comme le sera toute organisation d'arbitrage en dehors du pouvoir spirituel catholique, qui par sa nature, aussi bien aux temps modernes qu'aux siècles passés, constitue le véritable arbitrage entre les peuples civilisés.

Le même oubli de la mission providentielle du Chef de l'Eglise rendra vaine toute tentative d'accord, pour maintenir la paix entre les nations. On ne peut être surpris que cette idée de paix universelle ait séduit l'âme de Manning. Il avait même accepté une des vice-présidences de la *Ligue internationale pour la paix*. Dans plusieurs circonstances, il fit ressortir le service que rendrait à l'humanité la constitution par les nations, d'un tribunal d'arbitrage, juge des différends pouvant s'élever entre elles.

Un intéressant débat avait été soulevé à la

Chambre des lords, en 1887, sur la motion du marquis de Bristol, en vue de provoquer la création d'un tribunal international. Lord Stanley l'appuya dans un remarquable discours rappelant qu'une cour d'arbitrage existait jadis; lorsque l'Europe était tout entière catholique, la Cour de Rome fut l'arbitre naturel, pour apaiser les conflits qui surgissaient entre les nations. Récemment, disait-il, le Pape a accepté l'arbitrage entre l'Allemagne et l'Espagne, au sujet des Carolines, et détourné une guerre qui paraissait imminente. Au concile du Vatican, a été présenté un postulat signé de quarante des principaux évêques de toutes les contrées du monde, pour prier le Pape de prendre des mesures, à l'effet de rétablir le droit des gens. Malgré ces précédents historiques, la proposition avait été rejetée, sur l'opposition quelque peu dédaigneuse du marquis de Salisbury. Elle n'en restait pas moins comme un hommage rendu à la souveraineté spirituelle du Saint-Siège.

L'existence du pouvoir temporel du Pape est-elle nécessaire à l'exercice de cette fonction d'arbitre? Manning le pensait, et considérait l'invasion de Rome par les Piémontais, comme

un obstacle insurmontable à l'indépendance de celui qui, par la nature de sa fonction sociale, est appelé à être l'arbitre de la paix du monde. Dans les premières années de sa vie épiscopale, il mit au service de cette cause toute la vigueur de sa conviction. Ses ouvrages sur le *Pouvoir temporel du vicaire de Jésus-Christ*, sur l'*Indépendance du Saint-Siège*, les nombreux sermons dans lesquels il revenait sur ce sujet, montrent l'importance qu'il y attachait.

Cependant il est possible de croire, d'après les notes publiées par M. Purcell, que son opinion sur ce point subit quelque atténuation à la suite du voyage qu'il fit à Rome en 1883. Nul ne peut sonder les desseins de la Providence. Le principe seul de l'indépendance du Saint-Siège et de sa suprématie dans le monde, est immuable, sans qu'il soit permis d'assigner une forme nécessaire à la garantie de ses droits. Jamais la Papauté ne fut plus grande que sous les glorieux pontificats de Pie IX et de Léon XIII. Sans doute, la persécution et la captivité ne représentent pas un état normal, mais l'épreuve est un gage de vitalité pour l'Eglise, qui en sort toujours affermie et fortifiée pour des luttes nouvelles.

LA LIBERTÉ DE L'EGLISE

Ce que le cardinal Manning réclamait hautement pour l'Eglise, dans ses relations avec l'Etat, c'était la pleine et absolue liberté. Il voulait une Eglise dégagée des liens qui, en l'attachant au pouvoir civil, entravent son action.

Un journal rapportait récemment une conversation de Manning avec un catholique français.

» Quand donc, disait le Cardinal, en finirez-vous avec le Concordat ?

— Mais, Eminence, répondit son interlocuteur, et les conséquences ? Nos curés, dans la plupart des diocèses, devront se faire marchands de bois ou de bestiaux pour vivre.

— C'est vrai, répliqua Manning, mais ce ne sera qu'un moment à passer. L'Eglise n'a jamais sombré par la pauvreté de ses membres. Voyez-nous ! nous avons souffert ; mais, comme nous sommes libres ! Comme nos progrès sont incessants (1) ! »

(1) *Libre Parole* du 11 septembre 1904.

En s'exprimant ainsi contre le Concordat de France, le cardinal visait surtout le budget des cultes. Il s'en est expliqué nettement dans l'entretien qu'il eut avec M. l'abbé Lemire, le 25 septembre 1888. « Je crois, disait-il, que l'Eglise de France ne sera pas libre aussi longtemps que l'on maintiendra le budget des cultes. Le salaire enlève le prestige. La liberté, je le sais, c'est la pauvreté, mais c'est aussi la considération publique, c'est la dignité, c'est la force. Le clergé n'est ni un instrument de règne, ni un agent dynastique; il est une force sociale (1). »

L'Eglise de France n'a que trop souffert de ce régime bâtard, issu de la Révolution, créant un clergé rétribué par l'Etat, assimilé aux fonctionnaires, soumis aux caprices d'un ministère, atteint dans sa dignité par l'obligation d'émarger au budget de l'Etat. Pour être libre, l'Eglise doit avoir un patrimoine comme toute société autonome.

Mais cette liberté n'implique pas une séparation nécessaire entre les deux pouvoirs. La formule : l'Eglise libre dans l'Etat libre est un non-sens. Que l'Eglise soit libre, c'est

(1) *Le cardinal Manning*, par M. l'abbé Lemire, p. 264.

son droit; quant à l'Etat, il n'a pas à réclamer une liberté que personne ne lui conteste. En revanche, il est astreint à des devoirs de respect et de protection envers l'exercice public du culte, au dedans et au dehors. Les choses ainsi entendues, il est naturel que les relations nécessaires existant entre le pouvoir religieux et le pouvoir civil, soient réglées d'un commun accord, et loyalement exécutées par celui des deux qui détient la force publique.

Ces principes sont admirablement posés dans l'Encyclique *Immortale Dei*, du 1^{er} novembre 1885, qui est à la question politique, ce que l'Encyclique *Rerum novarum* est à la question sociale. Le passage suivant établit clairement ce que doivent être les rapports entre l'Eglise et l'Etat :

« Il est nécessaire qu'il y ait entre les deux puissances un système de rapports bien ordonné, non sans analogie avec celui qui, dans l'homme, constitue l'union de l'âme et du corps. On ne peut se faire une juste idée de la nature et de la force de ces rapports, qu'en considérant, comme Nous l'avons dit, la nature de chacune des deux puissances, et en tenant compte de l'excellence et de la

noblesse de leurs buts, puisque l'une a pour fin prochaine et spéciale de s'occuper des intérêts terrestres, et l'autre, de procurer les biens célestes et éternels (1). »

On a remarqué cette expression énergique assimilant l'accord des deux pouvoirs, à l'union de l'âme et du corps. Manning était profondément pénétré de cette doctrine. En maintes circonstances il s'en est inspiré ; ce serait à tort que l'on invoquerait son autorité en faveur de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ce qu'il voulait, c'était l'Eglise affranchie de la servitude du salaire, et l'Etat fidèle à l'accomplissement de ses devoirs de respect et de protection. A ces conditions, l'Eglise peut, sans entraves, accomplir sa mission, et le prêtre aller librement au peuple.

La formule vraie, c'est « l'Eglise libre dans l'Etat chrétien. »

(1) *Recueil des encycliques de Léon XIII*, publié par la Maison de la Bonne presse, t. II, p. 27.

LES DERNIERS JOURS

Le cardinal Manning avait atteint le terme de sa longue carrière. Dieu lui permit d'accomplir la vingt-cinquième année de son épiscopat. Ce fut l'occasion d'une magnifique démonstration d'admiration et de reconnaissance envers l'illustre archevêque de Westminster. Le jubilé du Cardinal marque une date mémorable dans l'histoire de l'Eglise catholique d'Angleterre. La solennité donnée à la célébration de cet anniversaire, permet de mesurer la distance parcourue depuis le jour où le rétablissement de la hiérarchie catholique soulevait une tempête injurieuse en Angleterre. L'éloge que faisait de lui la presse protestante montre à quel degré d'estime le Cardinal était placé dans l'opinion publique.

Le *Daily Telegraph*, après un historique

de la situation du catholicisme en Angleterre depuis Guillaume I^{er}, ajoute : « La cessation de l'ancienne intolérance religieuse a aidé le Cardinal, mais son propre caractère a complété son œuvre. Ceux qui se rencontraient avec lui dans la commission, ou au comité, ne pouvaient s'empêcher d'admirer la clarté de ses idées, son esprit pratique, ses sympathies égales pour tous, et cette aspiration vers la justice, qui caractérisaient chacun de ses actes et chacune de ses paroles. Dans les quinze dernières années, il est devenu l'une des personnalités les plus en vue et les plus considérées du monde officiel de Londres. Il n'a jamais trahi le dessein de faire bénéficier l'Eglise catholique de ses succès ; mais il était inévitable qu'elle recueillît un grand profit de l'estime extraordinaire qu'il avait su conquérir près de ses concitoyens. Aucun homme d'état ou homme politique, témoin de l'œuvre du Cardinal, ne pourrait tolérer plus longtemps les assertions vieilles protestantes de la période *Newdegate* de la politique anglaise. » Un autre journal, l'*Echo* exprime le regret que l'Eglise établie ne possède plus d'hommes capables de rivaliser de popularité avec le Cardinal, par un dévoue-

ment sans bornes à l'amélioration de la condition sociale du peuple (1).

De pareils hommages suffisent pour qualifier la vie de celui qui en est l'objet, en même temps qu'ils font honneur au sens pratique d'une nation qui, sans esprit de parti, sait reconnaître le mérite de ses enfants.

Cependant, l'âge pesait sur les épaules de l'infatigable vieillard ; le vide se faisait autour de lui ; il voyait successivement disparaître les témoins de sa vie. Newman était mort dans sa retraite d'Edgbaston, le 11 août 1890, âgé de quatre-vingt neuf ans. Cet événement réveillait chez Manning de profonds souvenirs. Il surmonta sa fatigue, pour assister à la cérémonie célébrée à l'église de Brompton, et prononcer l'éloge funèbre de celui qu'il appelait son maître spirituel.

Ce fut un imposant spectacle que ce rapprochement dans la mort de deux grandes intelligences séparées pendant la vie par certaines divergences, on serait tenté de dire, si le terme n'était impropre, par une sorte de fatalité de circonstances qui semblait les poursuivre.

(1) Hemmer, p. 436.

On a vu que Manning, avant sa conversion, avait combattu Newman, au moment où celui-ci s'était déclaré catholique romain. Amené lui-même à la pleine vérité, quelques années plus tard, il n'avait pas ménagé l'expression de sa reconnaissance envers l'ancien *fellow* d'Oxford, dont l'influence lui avait procuré ce bienfait. Mais tout de suite s'était posée la question du libéralisme, qui avait causé un nouveau dissentiment, cette fois en sens inverse. Manning, logique dans son affirmation du principe d'autorité, n'admettait pas d'atténuation dans la soumission au Pape.

Dans l'affaire des Universités, il s'était mis en travers du projet de Newman, et l'avait contraint de renoncer à l'établissement d'un collège catholique à Oxford. A partir de ce moment, leurs relations jusque-là intermittentes, avaient été rompues.

Vint enfin le jour où de hautes personnalités catholiques jugèrent qu'il était de la dignité de l'Eglise de rendre justice à Newman, en lui conférant la pourpre romaine. Aux premières ouvertures qui lui furent faites, l'archevêque de Westminster s'empressa de rédiger la requête au Saint-Siège

exposant les titres du grand religieux d'Edgbaston. Au dernier moment, un malentendu faillit encore compromettre la négociation. Newman avait posé comme condition de ne pas quitter sa retraite. Manning crut que cette réponse était un refus, et arriva à Rome avec l'idée de retirer la candidature. Heureusement, une lettre de Newman le détrompa, et Manning revenu de son erreur, hâta la nomination du nouveau cardinal. La réconciliation était faite, mais l'intimité ne pouvait renaître.

Les détracteurs de Manning n'ont pas manqué de lui faire grief de son attitude en ces diverses circonstances, et de lui supposer des vues de rivalité mesquine indignes de son caractère. Parfois les apparences ont été contre lui, mais, pour qui veut analyser sérieusement les mobiles de ses actes, la droiture de son intention ne peut faire de doute. L'esprit impressionnable et quelque peu hésitant de Newman contrastait avec le caractère positif et agissant de Manning.

Entre deux natures aussi dissemblables, il était difficile d'éviter des chocs douloureux, mais on doit rendre cette justice à Manning qu'il fut toujours le premier à aller au devant

de la réconciliation. Rien n'est plus émouvant que l'hommage suprême qu'il rendit à l'illustre défunt en s'inclinant devant sa tombe.

« Vous avez été, dit-il d'une voix émue, le maître architecte de cet édifice, et moi le témoin de sa croissance. Vous avez longtemps demeuré à Oxford, qui nous est resté si cher à tous les deux, malgré ses transformations ; moi j'ai dû m'en éloigner, et travailler dans la solitude. Néanmoins, j'ai contracté pour l'aide et la lumière intellectuelle que vous m'avez données, une dette de reconnaissance plus grande qu'envers aucun homme de notre temps ; et ce m'est une sincère satisfaction de la proclamer ici publiquement, quoique je n'aie aucune manière de l'acquitter (1). »

Ces nobles paroles répondent éloquemment aux interprétations malveillantes des sentiments de Manning envers Newman. Le discours qu'il prononça en cette solennelle circonstance fut un des derniers actes publics de sa vie.

Les jours qui suivirent furent consacrés

(1) Hemmer, p. 446.

au recueillement et à la préparation à la mort qu'il attendait sans la redouter. Elle vint l'enlever doucement, en quelques jours, dans la pleine possession de son intelligence, après lui avoir laissé le temps de faire une solennelle profession de foi catholique, revêtu de la pourpre, entouré de son chapitre.

Il rendit le dernier soupir dans la matinée du 14 janvier 1892, pendant que Mgr Vaughan, son futur successeur, offrait le saint sacrifice de la messe pour lui, dans son oratoire.

Ses funérailles prirent les proportions d'un événement national. Elles furent célébrées, le 21 janvier, à l'Oratoire de Brompton. Tous les grands personnages de l'Etat tinrent à honneur d'y assister ou de s'y faire représenter. Mais rien ne donne une idée plus frappante de sa popularité, que l'affluence extraordinaire de peuple qui lui rendit les derniers hommages. De l'Oratoire de Brompton au cimetière de Kensal-Green, une foule immense, composée de tous les éléments des classes laborieuses, sans distinction de culte, s'inclinait respectueusement devant le cortège funèbre.

Ainsi passa, comme dans une marche triomphale, le modeste corbillard qui portait ce qu'il restait sur terre du grand Cardinal des ouvriers.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE ANALYTIQUE

	Pages
LETTRE-PRÉFACE.	V
AVANT-PROPOS	IX

PREMIÈRE PARTIE

MANNING ET LE PROTESTANTISME

Premières années. — L'Église anglicane : Enfance et éducation. — L'Université d'Oxford. — Les premières épreuves. — Débuts dans la carrière ecclésiastique. — La cure de Lavington. — Mort de Caroline Sargent. — Manning archidiacre de Chichester. — Discours pour l'anniversaire de la conspiration des poudres	3
Le mouvement d'Oxford : Les tractariens. — Newman, Pusey, Keble, Froude. — Les tracts. — Inquiétudes anglicanes. — Le tract 90. — Sentence de condamnation. — Retraite de Newman à Littlemore: — Conversion de Newman	11
Manning et les tractariens : Premières relations avec Newman. — Impression exercée sur	

	Pages
Manning par les tracts. — Son attachement à l'Eglise anglicane. — Sermons sur la <i>Succes-sion</i> , sur la <i>Règle de la foi</i> . — Essai de réfutation de l'ouvrage de Newman.	23
La crise : Les premiers doutes. — Défectuosités de l'Eglise anglicane. — Manning résiste aux séductions de la cour. — Son esprit de mortification et de piété. — Visite à Rome. — L'affaire Hampden. — L'affaire Gorham. — Atermoiements. — Rétablissement de la hiérarchie catholique en Angleterre. — Fureur des Anglicans. — Rupture	29
La conversion : La scène de la chapelle. — Abjuration. — Conséquences.	42

DEUXIÈME PARTIE

MANNING ET LE LIBÉRALISME

Avant l'épiscopat : L'ordination. — Séjour à Rome. — Le cardinal Wiseman. — Son action dans la renaissance catholique. — Utilisation des aptitudes de Manning. — La fondation des oblats de Saint-Charles. — Les divers emplois confiés à Manning. — L'opposition des anciens catholiques. — L'affaire Errington. — Rôle de Manning. — Mort du cardinal Wiseman. — Manning archevêque de Westminster	49
Le libéralisme : La libre-pensée — Les catholiques libéraux. — Les ultramontains. — Le libéralisme de Newman. — Le Rambler. — Dissentiments. — Le <i>Syllabus</i>	66
Manning au concile du Vatican . — Préparatifs du concile. — L'illusion libérale. — Les inopportunistes. — Influence de Manning. — Pro-	

	Pages
clamation de l'infailibilité.	79
L'œuvre écrite de Manning : Les fondements de la foi. — La mission temporelle du Saint-Esprit. — Le Pouvoir temporel, — L'histoire du concile. — Le Sacerdoce éternel. — L'esprit de la Révolution.	91

TROISIÈME PARTIE

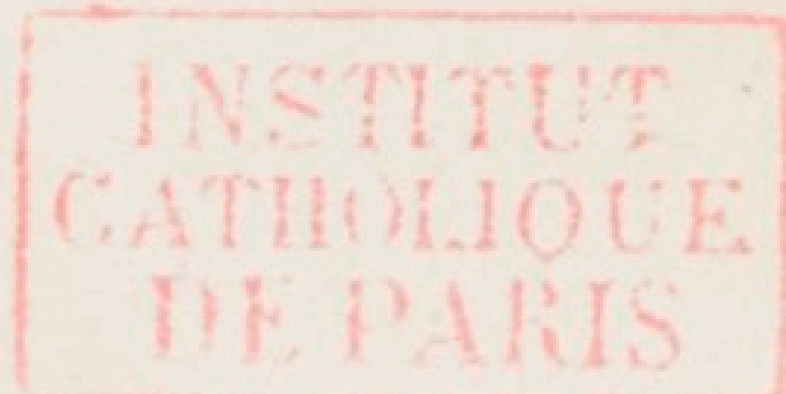
MANNING ET LE SOCIALISME

L'œuvre sociale : Œuvres d'éducation populaire. — Formation des prêtres. — Austérité et piété de Manning. — Les gloires du Sacré-Cœur. — La mission de l'Esprit Saint dans les âmes.	103
Résultats religieux : Conversions obtenues. — La situation des catholiques en Angleterre. Manning cardinal.	112
La question ouvrière et le mouvement socialiste : Origines du socialisme. — Le socialisme en Angleterre. — La grève des docks. — La « paix du cardinal »	118
Œuvres sociales : L'amour pour le peuple. — La lutte contre l'alcoolisme. — Œuvres diverses.	125
L'action populaire : La démocratie. — Les revendications ouvrières.	131
Mouvement d'idées sociales : L'école catholique sociale. — Rôle de Manning dans ce mouvement. — Conférence de Leeds. — Les Chevaliers du travail. — Le congrès de Liège. — L'encyclique <i>Rerum novarum</i> . . .	134
Dignité du travail : Rapports de Manning avec l'Œuvre des cercles catholiques de France. —	

	Pages
Lettres à M. Harmel, à M. de Mun, au xx ^e siècle. — Le salut de la société.	139
Droits du travail : Devoirs de l'État. — Opi- nion de Manning en la matière. — Réglemen- tation	151
Durée du travail : Lettre au congrès de Liège. — Théorie du contrat de travail. — Inter- vention de l'Etat. — Polémique — Les abus du travail.	161
Le salaire : Salaires de famine. — Assistance publique. — Théorie du juste salaire.	169
La corporation : Solution du problème. — Mou- vement corporatif. — Sentiment de Manning. — Autonomie de la corporation	174
Législation internationale : Nécessité d'une entente entre les nations civilisées. — La conférence de Berlin. — Lettre de Manning à M. Decurtins. — Le Pape arbitre néces- saire entre les nations. — Question du pou- voir temporel.	186
La liberté de l'Eglise : Devoirs de l'Etat envers l'Eglise. — Accord des deux pouvoirs	197

LES DERNIERS JOURS

Le jubilé du cardinal. — Elévation de Newman à la dignité cardinalice. — Sa mort. — Man- ning prononce son éloge funèbre. — Mort et funérailles du cardinal Manning	201
--	-----



CHARTES. — IMPRIMERIE ED. GARNIER.

